

**FACE AU RISQUE RN**  
**MACRON NOMME**  
**À TOUT-VA...**

**MUNICIPALES**  
**POURQUOI LE RN PEUT**  
**GAGNER MARSEILLE**



**3,90€**



**N° 1510**  
du 19 au 25 février 2026

[www.marianne.net](http://www.marianne.net)

# Marianne

**EXCLUSIF**  
**EPSTEIN**  
SON ESCLAVE  
SEXUELLE  
FRANÇAISE  
TÉMOIGNE

LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE



**MEURTRE DE QUENTIN**

# LES NOUVEAUX

# ~~ANTI~~ FASCISTES

## LFI DANS LA TOURMENTE

- Député LFI ou milicien, qui est Raphaël Arnault ?
- Les analyses de Natacha Polony et de Pierre-André Taguieff
- L'ultradroite sur le pied de guerre



L 12811 - 1510 - F: 3,90 €

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR THIERRY BEAUDET, PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



LE  
DE L'

# printemps économie

EMPAREZ-VOUS DE L'ÉCONOMIE !



# Le temps des rapports de force

30 conférences-débats | 120 intervenants | Au CESE  
**DU 17 AU 20 MARS 2026**  
[printempsdeleco.fr](http://printempsdeleco.fr)

PROGRAMME ET  
INFORMATIONS





# La France, peu à peu, se vide de ses juifs

**D**es croix gammées et des slogans antisémites : ces inscriptions ont été retrouvées lundi 16 février en plein cœur de Paris, place de la République, à côté d'une affiche en hommage à Ilan Halimi, jeune vendeur de téléphones enlevé et assassiné il y a vingt ans.

Pour éviter que sa tombe ne soit profanée, ses parents avaient choisi de l'enterrer en Israël, où il sera rejoint par d'autres victimes françaises de la barbarie antisémite : les enfants Arié et Gabriel Sandler et Myriam Monsonogo, ainsi que les quatre victimes de l'Hyper Cacher. Faute de pouvoir s'en prendre à sa sépulture, c'est donc à sa mémoire qu'on s'est attaqué en vandalisant les stèles et en tronçonnant les oliviers plantés en son honneur.

Dans ce contexte, planter un arbre dans le jardin de l'Élysée pour perpétuer le souvenir de celui qui aurait 43 ans aujourd'hui revêt une portée hautement symbolique. C'est affirmer que la place des juifs est indéradicable et rappeler, comme l'a dit Emmanuel Macron, que le « combat contre l'antisémitisme est existentiel pour la République ». Le choix d'un chêne sessile, à la longévité exceptionnelle – cinq cents ans ! –, renforce encore ce message.

Car depuis le martyr d'Ilan, la haine s'est enracinée. Selon le ministère de l'Intérieur, si les actes antisémites ont diminué de 16 %, passant à 1320 en 2025, ils « n'ont jamais été aussi élevés que pendant les trois dernières années ». Et comptent pour 53 % de l'ensemble des faits antireligieux, alors que les juifs représentent moins de 1 % de la population française.

**Derrière ces chiffres, une violence quotidienne invisible.** Le premier rapport annuel de l'association Nous vivrons, remis vendredi à Emmanuel Macron, est une chronique glaçante de la haine ordinaire, qui s'infiltré dans tous les espaces de la vie. C'est un voisin qui raye les voitures des juifs de l'immeuble ; un pédiatre qui se lâche sur X ; des lycéens qui n'osent sortir le soir de peur « de devenir le prochain Ilan Halimi » ; des enfants ostracisés dans la cour de récré... Fait nouveau, on signale des discriminations fondées sur le patronyme, des refus de service (chauffeurs, commerçants) ou de contrats (locations, assurances).

Les Insoumis portent une lourde responsabilité dans cet antisémitisme d'atmosphère par leur rhétorique politique qui, sous le couvert de l'antisionisme, désigne leurs concitoyens de confession hébraïque comme des ennemis. Près de un Français sur cinq estime désormais justifié de s'en prendre à un juif soutenant Israël, selon un sondage Ifop. Un chiffre qui grimpe à 31 % chez les 18-24 ans. Or les juifs de France ne sont pas plus responsables des

dizaines de milliers de morts de la guerre à Gaza déclenchée par le Hamas, que les musulmans de France ne le sont de la soixantaine d'attentats islamistes ayant fait plus de 300 morts depuis 2012 sur le sol français...

Les mots blessent, et parfois tuent. Douze ans en arrière, Ruth Halimi avait désigné Dieudonné comme responsable de la mort de son fils, lui reprochant d'avoir farci la tête de ses assassins de clichés associant les juifs à l'esclavagisme et à l'argent : « Il faut qu'il sache que la parole est pire qu'une arme. » L'avertissement vaut aujourd'hui pour Rima Hassan, qui ne retient plus ses coups : « Aux sionistes qui me lisent [...], vous êtes pour nous ce que les nazis étaient pour vous [...], jusqu'à la dernière goutte de sang, nous résisterons », ou pour les humoristes de Radio Nova, propriété de l'homme d'affaires Matthieu Pigasse : « Les juifs, je vous aime bien, mais si vous voulez arrêter les stéréotypes qui consistent à dire que vous dominez le cinéma, arrêtez de blacklister les cinéastes qui prennent position pour la Palestine », a-t-on pu entendre dans l'émission d'Akim Omiri. Ou comment recycler un vieux poncif antisémite sans avoir l'air d'y toucher sous prétexte de dénoncer une prétendue censure de la cause palestinienne...

**Les Insoumis portent une lourde responsabilité dans cet antisémitisme d'atmosphère.**

**Face à la banalisation de la parole antijuive,** beaucoup ont la tentation de quitter la France, à l'image de Myriam, l'héroïne de *Soumission*, de Michel Houellebecq. Interrogez les plus jeunes : ils vous diront qu'ils n'ont pas d'avenir ici et ne se voient pas y élever leurs enfants. Le chiffre, obtenu par recoupement auprès de diverses sources communautaires, a de quoi donner le vertige : depuis les années 2000, on estime qu'environ 20 % de la population juive française – tombée aujourd'hui sous les 500 000 –

a pris le chemin de l'exil, essentiellement vers Israël, mais aussi vers les États-Unis, la Grande-Bretagne ou le Canada. Et l'exode ne ralentit pas : en 2025, malgré la guerre, 3 300 juifs français ont fait leur alya, chiffre en hausse de 45 % par rapport à 2024.

La France, peu à peu, se vide de ses juifs, qui s'y sentent mal aimés et abandonnés – même par le président de la République, dont l'absence à la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023 reste une tache indélébile à leurs yeux. Au point qu'on peut se demander : au rythme où ils s'en vont, restera-t-il encore des juifs en France dans cinq cents ans, quand la cime du chêne d'Ilan Halimi dépassera le toit de l'Élysée ? « Nous devons nous réveiller, a affirmé Emmanuel Macron sur Radio J, et faire comprendre à chaque Français que l'antisémitisme, c'est son affaire. » Plus que les politiques, c'est en effet la société française qui détient la clef de l'avenir de la plus ancienne minorité de France. Chacun de nous. ■

# SOMMAIRE



# 12

LE DOSSIER

## COMMENT MACRON PRÉPARE DÉJÀ L'ARRIVÉE DU RN

12 Le verrouilleur

16 Les derniers nommés du règne

3 L'ÉDITO d'**Eve Szeftel**  
La France, peu à peu, se vide de ses juifs

5 L'ŒIL DE **Natacha Polony**  
Ces nouveaux fascismes

6 **Dans l'œil de Marianne**  
- Rachele Borghi, gauchiste merdo  
- Macron-Merz vs Hollande-Merkel

### MUNICIPALES 2026

22 Le RN, symptôme plus que stratégie ?

### Marianne RENCONTRE

23 Claire Geronimi, l'autre visage du féminisme

### Marianne DÉCRYPTÉ

24 Une mort... et des réactions

### Marianne DÉCRYPTÉ

26 Raphaël Arnault : une autre fiche

### Marianne TRIBUNE

28 Pierre-André Taguieff : "Misère du néoantifascisme"

### Marianne RÉVÈLE

30 L'esclave sexuelle française de Jeffrey Epstein témoigne

### Marianne LE GRAND ENTRETIEN

34 Michel Onfray : "Rester fidèle au petit peuple dont je viens"

### Marianne VOUS RAFRAÎCHIT LA MÉMOIRE

37 Les enfants de la République espagnole

### CULTURE

Bénabar : "L'héroïsme de la classe moyenne silencieuse me touche"

41 LE POING SUR LA TABLE  
Un steak dans la chaussure

42 QUELLE ÉPOQUE !  
Le jeu des 7 nouveaux

44 **Mieux vaut en rire !**

50 LE MOT DE LA FIN par **Frédéric Taddei**  
Super Loto en 2027 !

## LE DESSIN de **Jiho**





## Ces nouveaux fascismes

« *Le fascisme a causé des maux infinis, mais un des plus importants aura été de laisser en héritage une mentalité fasciste aux non-fascistes, aux antifascistes, aux générations suivantes, y compris celles qui sont le plus décidément antifascistes (que ce soit en paroles ou au plus profond d'elles-mêmes). Une mentalité fasciste très dangereuse qui doit selon moi être combattue par tous les moyens. Une mentalité d'intolérance, de suprématisme idéologique, de disqualification de l'adversaire pour le détruire.* » Ces mots sont ceux de l'historien italien spécialiste du fascisme, Renzo De Felice, en 1975.

**La mort d'un jeune homme de 23 ans est toujours inacceptable.** Celle de Quentin Deranque, militant nationaliste, sous les coups de jeunes « antifas », nous dit beaucoup de l'époque et de l'installation dans notre vie politique d'une violence qui, pour n'être pas entièrement nouvelle, prend des formes profondément inquiétantes. L'enquête, bien sûr, déterminera les circonstances exactes de ce drame. Ce qui apparaît pour l'instant est bien une sorte de guet-apens dans lequel la supériorité numérique des assaillants ne laissait que peu de chances aux militants venus assurer les arrières des jeunes filles du groupe Némésis.

**Les confrontations de ce type ne sont bien sûr pas une nouveauté.** La mort du jeune Clément Méric, en 2013, en est une autre illustration et l'on peut être aujourd'hui effaré de voir ceux qui, sur les réseaux sociaux, se scandalisent à juste titre de la mort du jeune Quentin, expliquer que Clément Méric, quant à lui, l'avait plus ou moins cherché. Le premier signe d'une société saine est qu'on n'y choisit pas ses morts et que la compassion est universelle. La société française, elle, est traversée de tensions dont la caractéristique est, pour reprendre les mots de Renzo De Felice, « *la disqualification de l'adversaire pour le détruire* ».

**Les violences entre jeunes militants nationalistes ou néonazis d'un côté et gauchistes prétendument antifascistes de l'autre** ne sont, on le répète, pas nouvelles. Les années 1970 voyaient régulièrement ces batailles entre colleurs d'affiches de partis politiques ou simples groupuscules venus en découdre. La différence majeure est la porosité installée par La France insoumise entre ces groupuscules et le parti politique lui-même. Le Front national en son temps avait ses « compagnons de route » incarnés par des nervis amateurs de coups de poing, mais il ne les faisait pas élire députés. Il y avait un « sas de décompression » et les anciens « gudards », nombreux dans l'entourage de Marine Le Pen,

faisaient l'effort, déjà, de mettre une cravate et d'abandonner la violence physique pour entrer dans l'arène politique, qui restait celle de l'affrontement symbolique et des joutes verbales.

**Avec l'élection de Raphaël Arnault comme député de la Nation, La France insoumise a choisi de faire entrer directement à l'Assemblée nationale** le fondateur d'un de ces groupuscules violents. Ceux qui connaissent le Palais-Bourbon de l'intérieur savent que la tension y atteint désormais un point inédit ou que, pour être parfaitement exact, la violence qui s'y déploie diffère de celle qu'on pouvait voir au moment de l'affaire Dreyfus ou de la guerre d'Algérie, en ce qu'elle n'est plus médiatisée par un niveau de langage et de raisonnement suffisant.

**Jean-Luc Mélenchon, sur ce sujet comme sur d'autres, n'a cessé de jouer sur les ambiguïtés, saluant la Jeune Garde** comme l'image même de cette jeunesse dont il se rêve le porte-parole. Dans

sa stratégie de conflictualisation, il n'a cessé de manier la disqualification des adversaires et la transformation de l'affrontement politique en combat existentiel, réussissant l'exploit de faire passer le Rassemblement national pour un mouvement pacifique alors même que, du côté droit de l'échiquier, sous l'effet mimétique du trumpisme et par réaction aux délires gauchistes du wokisme, le combat est vécu comme tout aussi existentiel. Sur d'autres parties encore de l'échiquier, on traque les « complotistes » et autres représentants d'une « cinquième colonne »...

**La radicalisation, la transformation de l'autre en ennemi dont on guette de manière obsessionnelle les dérives est le**

**fait de tous les camps politiques.** Tous n'ont pas adopté la stratégie assumée d'un Jean-Luc Mélenchon, car tous n'ont pas son passé trotskiste, mais ce sont bien les fondements mêmes de la démocratie qui sont attaqués par cette dérive générale vers la haine de l'autre. Une dérive amplifiée par la manifestation, sur la scène internationale, d'affrontements eux aussi de plus en plus violents. Ce n'est pas un hasard si ce drame a eu lieu en marge d'une intervention de Rima Hassan dans une université. Le conflit israélo-palestinien est un des éléments de cristallisation de ces tensions internationales qui se diffusent sur les réseaux sociaux, relayées par des armées de faux comptes et d'IA, pour mieux fracturer la société française.

**Si nous voulons préserver dans les années à venir un espace démocratique,** il nous faut sortir au plus vite de cet affrontement entre partis minoritaires occupés à conquérir le pouvoir en chauffant à blanc leur public et retrouver l'ambition d'un projet commun. **M**



# Dans l'œil de **Marianne**

**Portrait crashé** par **Marie-Estelle Pech**

## RACHELE BORGHI *gaucho merdo*

À l'université Paris-IV, certains enseignent, d'autres pratiquent la radicalité performative. Rachele Borghi, maîtresse de conférences en géographie, se situe dans cette deuxième catégorie. Côté face, elle délivre depuis 2013 des cours en première année de licence sur la population du monde. Elle y adopte une « *approche sociale et décoloniale* » de la géographie des populations et des mouvements sociaux. Côté pile, elle dirige le projet collectif *Zarra Bonheur*, se revendiquant de la postpornographie féministe, queer et lesbienne. Elle a poussé le concept en se dénudant. Bref, elle incarne une énième version des débats de 1968, mais avec un jargon renouvelé.

Ses interventions récentes lors d'une conférence gauchiste confirment le radicalisme de cette quadra qui se définit comme féministe décoloniale, queer et pro-Palestine : « *J'ai tiré la conclusion que l'échec des étudiants des classes populaires et des racisés est un projet politique* », dit-elle dans cette réunion filmée, entourée de filles voilées. Selon elle, « *l'usage élitiste de la langue française, les méthodes d'évaluation discriminantes comme la dissertation [...] et les profs blancs* » participent d'un système qu'il faut détruire depuis l'intérieur : « *Il ne s'agit plus d'installer le virus pour hacker le système, mais de devenir toi-même le virus.* » Il faut lutter « *contre la fascisation de l'université* ».

Dans ce cadre, « *la seule relation possible à l'université aujourd'hui est une relation criminelle* » et « *on ne peut que s'y faufiler et y voler tout ce qu'on peut. Abuser de son hospitalité* ». Bref, on est reparti dans les vieux délires sur le racisme systémique, à la sauce Sud-éducation. En revanche, pas de soucis, en fin de mois, la dame profitera du salaire de l'État fasciste !

Et pas trop de traces dans ses écrits sur le patriarcat imposé dans certains pays ou sur l'homophobie religieuse, elle se concentre sur la place des homosexuels sur les plages bretonnes. Les critiques ne se sont pas fait attendre. La sociologue Nathalie Heinich a dénoncé sa démarche comme un exemple de militantisation de la recherche. Catherine Delhoume, chercheuse en sociologie, dénonce « *une bouillie intellectuelle où l'on affirme beaucoup mais où on ne démontre pas grand-chose* ». Quant à l'Observatoire du décolonialisme, il s'inquiète du mélange entre science et activisme, jugeant que Borghi rompt avec les principes de neutralité attendus à l'université.

Le grand public, lui, se retrouve avec l'image d'une université militante, où la provocation et le jargon prennent le pas sur le savoir. Pas terrible pour redorer l'image des sciences humaines. ■



## LES RÉPUBLICAINS Version 3.0

Pour désigner les électeurs du RPF, Malraux disait que le gaullisme, c'était « *le métro à six heures du soir* ». Le drame de la droite française est d'être devenue le TGV pour La Baule. Le grand parti de gouvernement qu'était Les Républicains s'est peu à peu rabougri, réduit à une base électorale vieillie et embourgeoisée, voyant les cadres urbains désertir au centre et les classes populaires rejoindre le Rassemblement national. Ne reste qu'une bourgeoisie conservatrice fidèle, mais irrémédiablement minoritaire dans le pays. Voilà tout le paradoxe de Bruno Retailleau, qui vient d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle : sans le rétrécissement subi par LR, le Vendéen aux allures de notable balzacien n'aurait sans doute pas pu espérer prendre les rênes du parti. Le voilà désormais lancé dans une quête pour faire éclater la bulle sociologique dans laquelle LR semble coincé. La tâche ne sera pas simple pour Retailleau : alors que son passage au ministère de l'Intérieur l'avait fait passer de sénateur influent mais discret à présidentiable ultra-populaire, sa sortie précipitée du gouvernement a écorné son image ainsi que son autorité ; en témoignent les difficultés qu'il éprouve à discipliner les députés LR, qui font peu de cas de ses consignes et ne l'ont pas soutenu publiquement après sa candidature à la présidentielle... L'esquisse de programme dessinée par le président de LR dans le *Figaro Magazine* ne réinvente pas la roue : sur l'immigration, la fiscalité, l'école ou la sécurité, Retailleau décline les fondamentaux d'une droite libérale-conservatrice. Reste un espoir, partagé en secret par certains caciques LR : que l'empêchement de Marine Le Pen, et son remplacement par un Jordan Bardella jeune et n'offrant pas toutes les garanties, ouvre un espace à un retour de LR et de son champion. Après tout, le catholique convaincu qu'est Bruno Retailleau s'en est déjà remis à la Providence. ■ **Hadrien Mathoux**

## Merci confrères !

Dans *M le magazine du Monde* du 13 février, la grande reporter Ariane Chemin est partie sur les traces de Serge Gainsbourg en Ukraine, d'où ses parents ont émigré en France. Sa quête la mène de Paris, chez la sœur centenaire du chanteur qui lui ouvre les archives familiales, à Kharkiv et à Marioupol, dans un pays martyrisé qui tente de lutter contre l'effacement en se réappropriant sa propre histoire.



**À ARMES ÉGALES**  
D'après le dernier rapport du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan, « la pression chinoise ne se limite plus à des segments à faible valeur ajoutée. Elle touche désormais le cœur des bastions industriels européens ».



**CONTRARIANT**

par **Franck Dedieu**

## Enfin l'atome !

**Si, si, le pouvoir peut parfois prendre des décisions conformes à l'intérêt national.** Ainsi de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE, pour les intimes) attendue depuis trois ans et signée par décret le 13 février. Pour résumer à grands traits, elle accélère sur le nucléaire et lève le pied sur l'éolien et le photovoltaïque. Six, voire huit nouveaux EPR2 cracheront des térawatts dès 2035, 57 réacteurs verront leur vie prolongée. De quoi, notamment, renforcer de 45 % la puissance électrique décarbonée française. Un volontarisme pas complètement stupide à l'heure où les usages s'électrifient à toute vitesse (voitures, usines...) et où la souveraineté énergétique d'une nation relève de l'intérêt vital. Enfin ! Mais que de temps perdu, depuis une douzaine d'années, au détriment de l'investissement, de l'innovation et de la formation. Emmanuel Macron, défenseur un peu tardif de l'atome lors de son discours à Belfort en 2020, prit part à ces tergiversations politiques. Ministre de l'Économie, il autorise la vente de la branche énergie d'Alstom, fabriquant les turbines des réacteurs nucléaires. Président, en novembre 2018, il annonce la fermeture de 14 réacteurs et, en juillet 2019, il met en œuvre l'arrêt de Fessenheim, laissé en suspens par son prédécesseur. Mais au baromètre de l'inconstance, personne ne peut égaler Elisabeth Borne. Au début du premier quinquennat Macron, elle voit dans la fin de ladite centrale une « *écologie de responsabilité* » puis s'en sort avec cette jolie pirouette pour justifier un changement de pied : « *On ne raisonne plus de la même façon.* » Et que dire de François Hollande quand, après l'accident de Fukushima, en 2011, il monnaoya le soutien des Verts contre la condamnation de la filière nucléaire ? Résultat de ces versatilités politiques : en 2023, quand, de Russie, la bise fut venue, la France se trouva fort dépourvue. ■

## DÉSINDUSTRIALISATION

# La deuxième lame du made in China

Le premier choc chinois des années 2000 causa beaucoup de dégâts à l'industrie française. Le deuxième coup devrait faire encore plus mal, à lire le dernier rapport du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan. « *La pression chinoise ne se limite plus à des segments à faible valeur ajoutée. Elle touche désormais le cœur des bastions industriels européens* », martèle le texte. Et pour cause, poursuivent les auteurs du rapport : « *À qualité comparable, [les écarts de coûts] sont estimés par les industriels de l'ordre de 30 % à 40 %, parfois davantage selon les secteurs. L'appareil productif européen est ainsi exposé à une concurrence inédite.* » Un fossé creusé notamment par les subventions de l'État chinois aux entreprises ainsi que par la valeur artificiellement basse de sa monnaie.

Les auteurs ont scruté l'état de la menace à l'aide d'une méthode originale. Des seuils d'alerte ont été définis pour plusieurs critères afin de signaler un bond de l'emprise chinoise. Cette jauge a d'abord servi à ausculter les marchés étrangers en vue d'identifier ceux dans lesquels nos industriels se font tailler des croupières. Verdict : en 2023, 26 % des exportations françaises étaient soumises à une forte pression chinoise. Le rapport

examine aussi l'avancée chinoise sur notre propre territoire, en repérant quels producteurs sont menacés sur leur marché intérieur. Résultat : « *En France, près de 36 % de la production [industrielle] est exposée à une dynamique chinoise anormalement forte sur le marché intérieur.* »

Selon les calculs de Marianne, près de 823 000 emplois se concentrent dans les secteurs les plus vulnérables, dont plus d'un tiers des exports sont menacés. Quatre d'entre eux abritent plus de 50 000 postes : l'industrie automobile et ses équipementiers (184 000 salariés au total), la chimie de base (89 000), ainsi que les produits en matières plastiques. « *Il s'agit d'un choc majeur pour notre industrie. Cela appelle à dépasser l'approche européenne actuelle, qui tend à réagir secteur par secteur, pour basculer sur une réponse globale* », nous indique Thomas Grjebine, coauteur du rapport et économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales. Il suggère ainsi d'enclencher un bras de fer avec la Chine en brandissant une taxe de 30 % sur l'ensemble de ses produits : « *Cela servirait d'instrument de négociation.* » Encore faudra-t-il bousculer les vieux réflexes à Bruxelles... ■ **Sébastien Grob**



## Il aurait mieux fait de se taire

**“Ce que j'entends, c'est « merci » pour le leadership américain”**

**MIKE WALTZ**, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU à la conférence de Munich, devant une cheffe de la diplomatie européenne excédée. Les images des yeux levés au ciel et des joues gonflées d'énervement de Kaja Kallas ont fait le tour du web.



**MÉDIAS TICS** par Aurélien Viers

## Presse : les Lang se délient

Jack Lang tombe de haut, du firmament des grands hommes politiques encore vivants. La chute n'en est que plus longue et plus brutale. Ceux qui ont porté aux nues le ministre, souvent qualifié de flamboyant, mettent la même énergie à le déchi-queter. Combien de journalistes comparables au Bel-Ami de Maupassant, flatteurs et salon-nards, dans la presse culturelle parisienne des années 1980-1990, et au-delà ? Jack Lang, c'était l'intouchable. Pour une anecdote évoquant la radinerie du ministre de la Culture, le jour-naliste politique d'un grand quotidien avait vu débarquer les pontes du service culture : « *Pour-quoi en veux-tu à Jack ?* »

L'omerta était en cours Rue de Valois. Tous connaissaient le rapport particulier à l'argent du socialiste, qui ne mettait la main que sur un seul portefeuille : le ministériel. Combien de conversations dans les salles de rédaction sur sa femme, Monique, qui lançait des « *Nous n'allons pas payer, nous sommes les Lang* » aux hôteliers et aux restaurateurs ? « *Tous les jour-nalistes savaient. Personne n'a cru bon de l'écrire* », se remémore un vieux routard de la presse. Car Jack Lang pouvait se montrer généreux. En infos. En places de théâtre et d'opéra aussi – le fameux rang 20 de Garnier, à la discrétion du ministre. Il piochait aussi dans le vivier qui le suivait pour l'aider à écrire ses nombreux livres. Et pourquoi pas finir, un jour, à la villa Médicis ?

Son aura jouait aussi. Jusqu'au bout, la sta-ture de Lang en imposait. Personne ne peut se vanter d'un tel bilan à la culture, du prix unique du livre au sauvetage du cinéma français (quand Thatcher tuait la production british), des radios libres à la Fête de la musique, du soutien aux scènes nationales dans toute la France. « *Jack, on en aura toujours besoin, mieux valait ne pas se fâcher avec lui* », se remémore une journaliste. Compromis dans l'affaire Epstein, visé par une enquête du Parquet national financier, avec sa fille, pour blanchiment, les journalistes ne dis-tinguent soudainement plus l'homme de l'ar-tiste. D'un coup, la mémoire leur revient. « *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire* », disait Jean Jaurès – un ancien confrère. **M**



**CADEAU AU LOBBY DE LA FNSEA,** le moratoire sur l'eau décrété par le Premier ministre apaise le milieu agricole, mais courrouce les agences de l'eau.

## AGRICULTURE

# La fin du parlement de l'eau

Alors que le Salon de l'agriculture s'apprête à ouvrir ses portes, la gestion de l'eau, sujet majeur, vient de prendre une dimension préoccupante. En janvier, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé un moratoire sur l'eau en attendant une énième loi d'urgence agricole. Au menu pour 2027 : surtout pas de hausse de la redevance pour pollutions diffuses que paient (peu) les agriculteurs, demande aux préfets de déroger à la directive nitrates – qui fixe normes et limites –, suspension de tous les textes établissant les volumes d'eau prélevables par les irriguants, souhait d'une meilleure « *représentativité* » des agriculteurs dans les instances où ces volumes sont estimés... Tant de cadeaux au lobby de la FNSEA... au point que, le 6 février, cinq des six agences de l'eau, d'ordinaire discrètes, ont exprimé leur courroux. Car, selon elles, c'est toute une gouvernance à la française qui se retrouve dangereusement menacée. Le moratoire porte en effet en son sein la remise en cause

d'un fonctionnement selon lequel les choix concernant cette ressource se décident entre les élus, l'État et les représentants de tous ses usagers (dont les agriculteurs). Ces instances mettent en place une planification qui semble donc n'avoir plus d'importance. Certains schémas ont déjà été suspendus par des préfets, comme celui de la Vilaine, sous l'amicale pression de la FNSEA et de sa branche jeune, les JA. En réalité, ce moratoire est une manière de dire que l'eau appartient désormais... aux agriculteurs, et qu'elle ne pourra plus être gérée qu'à l'ancienne, par les seuls préfets. On reprend le contrôle, entre amis, en contournant les « *parlements de l'eau* ». C'est ce que la FNSEA réclamait. Il fallait lui renvoyer l'ascenseur, après que l'organisation a épaulé le gouvernement lors de la dernière crise agricole. Tandis que le syndicat avait besoin de se refaire une santé face à la Coordination rurale, qui monte, qui monte... Tant mieux si le Salon de l'agriculture se passe bien. Mais à quel prix ? **M**

Frédéric Denhez

## LE CHIFFRE QUI CHIFFONNE

**+ 16 %**

La hausse de l'euro face au dollar depuis l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche.

Au plus haut depuis près de cinq ans, la monnaie européenne inspire confiance mais peut-être... trop. Les sociétés exportatrices françaises, comme Airbus ou L'Oréal, perdent mécaniquement en compétitivité. Seuls les grands noms du luxe, moins sensibles au prix, comme Hermès ou LVMH, peuvent tenir le choc.

**On s'en fout !**

## Culotté

Le très peu diplomate ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a jugé « insuffisants » les efforts de la France en matière de défense. Fort de café, au vu des dépenses que nous faisons depuis une bonne soixantaine d'années pour assurer notre propre défense, mais aussi celle de nos partenaires européens (article 42 du traité de Lisbonne).

## DÉFENSE

### Milliards d'air

Le contrat du siècle : l'Inde va commander 114 avions de chasse à Dassault Aviation, avec des livraisons prévues à l'horizon 2030 : 35 milliards dans la musette pour l'avionneur français. Et l'on parle d'une potentielle commande additionnelle de 31 Rafale Marine pour les porte-avions indiens. Pourtant, la propagande sino-russe et ses relais français nous l'avaient martelé : le Rafale est nul ! À les entendre, New Delhi n'en voulait plus après avoir perdu un avion lors de sa guerre éclair face au Pakistan en mai 2025. Comme l'a expliqué *Marianne* au moment des faits, cette opération de communication n'était rien d'autre que du vent. L'avion que Marine Le Pen qualifiait de « cadavre » en 2014 est devenu un best-seller, et les Indiens vont bientôt en compter plus dans leur marine que la France. Un joli pied de nez au F-35 (l'avion made in États-Unis), et un rappel que nos voisins européens qui achètent à Washington disposent d'une alternative souveraine, européenne. **M**  
**Antoine Margueritte**

## Le match



## Hollande-Merkel VS Macron-Merz

**Quel est le pire couple franco-allemand ?** Face aux caméras, les deux partenaires se font volontiers des mamours. En coulisse, ils sont plutôt à couteaux tirés. **Par Franck Dedieu**

### La nuit de nocces

**Hollande-Merkel :** Tout commence sous un violent orage. En 2012, l'avion présidentiel français à destination de Berlin reçoit même la foudre. Un avant-goût de la relation entre la conservatrice et le socialiste. Très vite, François Hollande entend renégocier le pacte de stabilité européen et l'orienter vers plus de croissance. « *Nein* », répond Angela, bien décidée à poursuivre sur la voie de la rigueur. Paris s'incline. Docilement ?

**Macron-Merz :** Comme le veut la tradition, à peine nommé chancelier CDU (droite), Friedrich Merz fait son premier voyage à Paris en mai 2025. Une vraie lune de miel avec déclaration douceuse - « [Les deux pays] ont une responsabilité particulière en Europe » - et engagements pleins de solennité et d'ambitions, notamment en matière de défense et d'énergie. Tant mieux : la relation entre Macron et Scholz commençait à tourner mal, en particulier sur le soutien à l'Ukraine.

### Les premiers accros

**Hollande-Merkel :** Se brouiller sur des questions d'argent. Un classique franco-allemand. Fin 2014, comme la crise financière dure, la France demande à la Banque centrale européenne d'abandonner son dogme anti-inflationniste et d'intervenir pour racheter les dettes émises par les États. L'Allemagne y voit une porte ouverte au laxisme budgétaire si répandu dans les pays du Sud. À la tête de la BCE, l'Italien Mario Draghi optera pour la position française et convaincra Angela.

**Macron-Merz :** Changement de ton, six mois plus tard. Les deux tourtereaux s'envoient quelques coups de bec. Sur un sujet sensible : la défense. L'Allemagne engage son réarmement à marche forcée mais, au lieu de pousser plus avant le projet européen sur l'avion de combat du futur Scaf, elle amadoue son autre vieux partenaire les États-Unis et songeait sérieusement, en octobre 2025, à lui acheter de nouveaux F-35, chasseurs bombardiers made in USA.

### La séparation ?

**Hollande-Merkel :** À la fin de l'été 2015, Angela Merkel décide seule d'ouvrir ses frontières, majoritairement aux Syriens. Le président socialiste, gêné aux entournures, n'entend pas suivre son homologue et reste plutôt ferme sur l'accueil des réfugiés, au risque de passer pour un « *sans-cœur* ». Une position à front renversé entre Paris et Berlin mal vécue à l'Élysée.

**Macron-Merz :** Tromperie à deux semaines de la Saint-Valentin ? Fin janvier, le chancelier se rapproche de Giorgia Meloni pour réformer l'Europe sur une base opposée à celle que préconise Macron. Le couple « germano-italien » entend favoriser tous les accords de libre-échange - y compris le Mercosur - et insister sur la compétitivité. La France, elle, souhaitait pousser la préférence européenne pour protéger l'industrie et engager un grand emprunt européen. Faire l'inverse, pour résumer.

**VERDICT :** « *En amour, il y en a toujours un qui souffre et l'autre qui s'ennuie.* » L'aphorisme de Balzac se vérifie aussi bien avec Hollande, malmené par Merkel, qu'avec Macron, lâché par Merz. Deux souffre-douleur français assez ressemblants en somme. Match nul.



## Affaire Epstein : il faut effrayer les élites !

onde de choc projetée par l'affaire Epstein ne fait que commencer. Au-delà de l'innommable trafic sexuel perpétré par le milliardaire retrouvé pendu dans sa cellule en 2019, c'est l'étendue et la puissance du réseau du prédateur américain qui stupéfient le monde. Et l'on voit réapparaître un motif caractéristique des sociétés en crise : la décadence morale des élites.

En France, ce thème est apparu à la fin de l'Ancien Régime, et a largement contribué à délégitimer la monarchie avant la Révolution. La révélation de plusieurs scandales illustrant la débauche et la dépravation des aristocrates a attisé la colère populaire. Le faste et le stupre de la cour à Versailles, les frasques du marquis de Sade, les folles rumeurs entourant la reine Marie-Antoinette... Certains cas rappellent notre actualité, comme celui du comte de Morangiès, petit nobliau du Gévaudan en pleine déroute morale, qui s'illustrait notamment par sa tendance à ne jamais régler ses dettes, menant grand train en multipliant les créances impayées...

Cette longue histoire a amené certains à théoriser une corruption généralisée des élites, qui se caractériseraient par des mœurs décadentes. C'est oublier que les crimes sexuels touchent tous

les milieux. L'affaire d'Outreau ou encore celle du réseau d'Angers ont montré que la pédophilie existait également dans les couches les plus modestes de la population. Les grands constats sur la dépravation hédoniste sont une caractéristique du discours réactionnaire - rappelons-nous, pour ne citer qu'un seul exemple, du maréchal Pétain imputant la défaite de 1940 à « l'esprit de jouissance » qui aurait caractérisé le Front populaire.

**L'affaire Epstein ne révèle pas la décadence des élites mais leur impu-**

**nité.** Être riche et puissant, ce n'est pas forcément être moins vertueux, mais c'est disposer de pouvoirs infiniment plus grands pour échapper à la loi et à la morale. Pressions financières, appuis politiques, séduction culturelle : par divers moyens, le pédocriminel a bénéficié durant des années d'une complaisance hallucinante. La réaction initiale de Jack Lang, interpellé sur ses liens étroits avec Jeffrey Epstein, a illustré ce sentiment de toute-puissance qui caractérise bon nombre de nos élites : l'ex-ministre de la Culture semblait trouver absolument invraisemblable qu'on le mette en cause.

Si tout « redressement moral » des élites est une illusion, c'est bien à l'impunité qu'il faut s'attaquer. La grande bourgeoisie est devenue à bien des égards une nouvelle aristocratie, qui hérite de privilèges inouïs et s'estime au-dessus des lois. Sans paraphraser Robespierre, pour qui il fallait imposer « la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante », il est temps que les puissants qui piétinent la décence en tous domaines se remettent à avoir peur des conséquences. ■



MARQUIS DE SADE

## INDISCRÉTIONS

### Muselier fait ce qui lui plaît

Les contempteurs du puissant président de la région Paca n'ont pas manqué de souligner ce revirement dans la dernière ligne droite. Renaud Muselier (Renaissance) n'a rien perdu de son influence sur les investitures locales au sein de son ancienne famille politique, Les Républicains. Ainsi, après avoir poussé la candidature du sénateur LR Michel Bonnus pour affronter Laure Lavalette (RN) à Toulon, il soutient désormais Josée Massi, donnée en tête dans les sondages, et appelle au rassemblement de la droite derrière la maire sortante sans étiquette (ex-première adjointe d'Hubert Falco, ex-LR... passé lui aussi dans le camp présidentiel). C'est le (vent du) Sud ! **A.M.**

### Handicap : les maires sous la pression des familles

En pleine campagne pour les municipales, les maires sont interpellés « constamment et de plus en plus » sur deux sujets par leurs concitoyens : la médiocre qualité du périscolaire, depuis le dévoilement de multiples plaintes pour agressions sexuelles partout en France ; et, surtout, le manque d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). « Nous recevons tous énormément de courriers et de coups de fil tant des familles que des enseignants, qui sont littéralement désespérés. Leur salaire est si faible qu'on ne parvient plus à en recruter », raconte le socialiste Antoine Jouenne, adjoint à la maire de Châtillon (Hauts-de-Seine) et coprésident de la commission éducation de l'association des maires de France. **M.-E.P.**

### Un chêne pour Ilan Halimi

Vendredi 13 février, un chêne a été planté dans le jardin de l'Élysée en hommage à Ilan Halimi, dont le prénom, en hébreu, signifie « arbre ».

Une réparation symbolique après qu'un olivier en son honneur a été scié cet été à Bagnaux. Dans son discours, Emmanuel Macron a filé la métaphore arboricole en déclarant qu'avec ce geste il s'agissait de montrer que « la République est indéracinable » et « qu'ils pourront bien tenter de tous les arracher, ils ne viendront jamais à bout de la sève républicaine et de l'esprit français ». Plus prosaïquement, il était question au départ d'implanter un olivier, symbole de paix, mais un conseiller de l'Élysée a fait remarquer qu'un chêne serait plus résistant au changement climatique. Le choix s'est porté sur une variété de première classe : le chêne sessile, qualifié de « roi de la forêt française » par l'ONF, qui précise qu'il peut atteindre 40 m et vivre cinq cents ans. Pour éviter que la tombe du jeune juif martyr ne soit profanée, sa famille avait fait le choix de l'enterrer près de Jérusalem. La République a fait en sorte que sa mémoire aussi soit préservée le plus longtemps possible, au moins jusqu'en 2526. **È.S.**

## Alain Jakubowicz "cancelled" sur CNews

Vendredi 13 février, jour du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat d'Ilan Halimi, l'avocat Alain Jakubowicz devait être présent sur le plateau

de Pascal Praud. L'invitation était prévue de longue date, mais « Jaku » a été brutalement désinvité en début de semaine. La raison de cette annulation ? Un SMS, révélé par *le Monde*, dans lequel l'ancien président de la Licra déclare : « Je ne supporte plus cette chaîne et la radicalisation de ses intervenants. » Stupeur chez TV-Bolloré, qui a décidé de le priver d'antenne, bien que Praud, embêté de se fâcher avec le banni, ait tout tenté pour obtenir de lui un démenti. On n'a donc pas vu Jakubowicz sur la chaîne dont le slogan est : « La liberté d'expression n'a jamais fait autant parler. » **È.S.**

## Une primaire ou rien ?

Quel candidat et pour quel programme, voilà la question qui taraude tous les partis hors RN et LFI à un peu plus de un an de l'élection présidentielle. Au sein de feu le socle commun, on s'interroge. « Impossible de faire une primaire avec quatre partis [Renaissance, Horizons, MoDem et LR]. D'abord parce qu'on n'arrivera jamais à en faire une ; le temps qu'on arrive à s'organiser, les élections seront passées », lâche une figure du bloc central qui ne voit donc qu'une solution : l'union à marche forcée par la pression des électeurs sur les épaules des prétendants, lesquels finiraient par se ranger derrière le mieux placé. Le problème, avec la technique du retrait, c'est que ça prend souvent un peu trop de temps et que ça ne marche pas à tous les coups. **A.M.**



## L'ÉNARQUE ET LES MATHS

### « Tout est faux dans Knafo » UN SOUTIEN DE DATI

C'est ce que lâche un soutien de poids de Rachida Dati. Et de pointer, outre la réponse « irréaliste » de la candidate Reconquête ! à la Mairie de Paris interrogée sur le prix annuel du passe Navigo, son projet « absurde » de couverture des voies sur berge, qu'elle a chiffré à 60 millions d'euros. « Soixante millions d'euros, s'étrangle cette ancienne ministre, quand on sait que le tunnel des Halles avait coûté plus de 1 milliard... Bardella n'a pas fait d'études, mais Knafo est énarque et passée par la Cour des comptes... » **È.S.**

## L'info en plus



## Nora Preziosi, une droite improbable dans les quartiers nord

Distribués à l'entrée, des centaines de drapeaux tricolores brandis dans une salle en délire. « Français ! Nous sommes tous des Français ! », martèle l'oratrice en tribune. Eh non, il ne s'agit pas d'un meeting de Marine Le Pen, mais d'une réunion de campagne de Nora Preziosi organisée le 13 février à Marseille. Face à 500 personnes arborant le bleu-blanc-rouge, dont 80 % issues de l'immigration maghrébine et comorienne, la candidate sans étiquette à la mairie a marqué le coup sur ses terres, ces quartiers nord où LFI et son candidat, Sébastien Delogu, cherchent à séduire avec des drapeaux palestiniens. Preziosi est la seule personnalité de droite réellement implantée dans ces quartiers. Mais c'est pourtant contre son ancien camp qu'elle a asséné ses coups. Éjectée de son poste en juin 2025 par son ancienne amie Martine Vassal, présidente de la métropole et du département et candidate de la droite, « Nora » est animée par le même esprit de revanche qu'Erwan Davoux, ex-directeur de relation internationales du département qui poursuit Vassal pour détournement de fonds publics. Ce duo improbable, qui se présente en binôme à la mairie de Marseille, dénonce une « gestion calamiteuse ». Oubliant que pendant trente ans Nora Preziosi a été au cœur de ce « système ». D'ailleurs, elle est visée par une enquête du parquet pour l'attribution d'un logement social à sa mère, en tant qu'ex-présidente de l'office HLM 13 Habitat. Elle a été virée par Martine Vassal. Crédité de seulement 2 % dans les sondages, Nora Preziosi est persuadée que sa liste va « créer la surprise ». Et se pose en faiseuse de rois dans une élection où chaque voix comptera : « Sans nous, rien ne sera possible. » **S.M.**



# LE DOSSIER

**Recyclage**

# LE VERROUILLAGE

À mesure que s'approche 2027, Emmanuel Macron active l'un des leviers les plus puissants, et les moins visibles, de la V<sup>e</sup> République : le pouvoir de nomination. Cour des comptes, Conseil constitutionnel, Banque de France, autorités indépendantes... À coups de désignations stratégiques, le chef de l'État façonne les contre-pouvoirs et installe ses fidèles dans des postes-clefs. Légalement incontestable, ce verrouillage pose une question politique brûlante : jusqu'où peut-on gouverner l'avenir quand on n'a plus la majorité du présent ?

*Par Étienne Campion et Maël Jouan*



Thomas Padilla / MaxPPP

**P**ourquoi se priver un lundi soir ? Ce 9 février, la salle des fêtes de l'Élysée a des airs de réunion de ligue (macroniste) dissoute. Un huis clos rassurant. Six Légions d'honneur au programme. Un quart d'heure d'éloge par récipiendaire. Parmi eux : l'ancien ministre et grand brûlé de la réforme des retraites Olivier Dussopt, l'inalamovible et discret cofondateur de En marche Jean-Marc Borello, le bon copain et ancien patron du parti présidentiel Stanislas Guerini. La scénographie est rodée : dorures, pupitre, regards appuyés, souvenirs convoqués. « On était tous des marcheurs de la première heure. On ne se voit pas souvent tous ensemble », glisse un vétéran des premières années. En ouverture, Emmanuel Macron désamorce la gêne : « J'ai l'impression de faire un meeting politique. »

La tonalité, selon notre témoin : saluer ceux qui ont « pris leur risque » au commencement. On ne décline pas ces cérémonies dont le président raffole. Non seulement il en est l'unique metteur en scène, mais elles lui permettent d'écrire la hiérarchie des fidélités. Et, en la matière, il n'y a pas que les médailles. Il y a les postes. En pleine réception, les téléphones vibrent. L'information circule de main en main : Amélie de Montchalin, présente dans la salle, est désignée pour succéder à Pierre Moscovici à la tête de la Cour des comptes. C'était donc elle, la véritable star de la soirée.

### “INTERPRÉTER UN PEU MOINS” ?

Un mandat irrévocable jusqu'à ses 68 ans, et un calendrier qui ressemble furieusement à un verrou posé avant 2027. De quoi électriser les oppositions. Jordan Bardella dénonce une « dérive illibérale », retournant contre l'exécutif un concept d'ordinaire réservé aux régimes qui rognent les contre-pouvoirs, comme la Hongrie de Viktor Orbán. À gauche, Éric Coquerel assure que l'on cherche ainsi à « cadénasser des institutions indépendantes ». Sibeth Ndiaye, ancienne porte-parole du gouvernement, rétorque : « Macron n'abuse pas plus des nominations que ses prédécesseurs. Et aucune décision abusive ne peut être reprochée aux proches du président là où ils ont été nommés. » Quant au lien entre le timing et la scénographie du 9 février : « Il faudrait peut-être interpréter un peu moins. Car c'est suffisamment peu favorable pour avoir été réellement souhaité. »

Pourtant, fidèle à une méthode désormais éprouvée, Emmanuel Macron a laissé prospérer les hypothèses, entretenu les rumeurs, regardé les noms circuler sans les démentir. Pendant des mois, celui de Remy Rioux, patron de l'Agence française de développement, a dominé les pronostics. « Rioux n'avait rien demandé. Macron est venu le chercher », assure un proche, signe que l'option était travaillée en amont.

À la Cour des comptes, la nomination d'Amélie de Montchalin suscite quelques réserves. D'abord en raison de sa proximité avec le chef de l'État, alors que certains espéraient un geste d'ouverture ; à l'image de la « jurisprudence Sarkozy », lorsque Nicolas Sarkozy avait choisi un opposant, Didier Migaud. Pierre Moscovici, lui, avait observé un délai de six ans entre son départ de Bercy et son arrivée Rue Cambon. Au-delà des personnes, c'est le signal envoyé qui interroge : celui d'un entre-soi persistant et d'un possible brouillage des rôles. L'ancienne ministre des Comptes publics a contribué à élaborer le budget qu'elle sera désormais chargée de contrôler. Certes, les textes encadrent strictement la fonction et elle devrait

se déporter lors de l'examen du budget 2026. Reste un risque, sinon juridique, du moins symbolique et politique.

« *J'adore Amélie, sa compétence n'est pas en cause, mais elle doit tout à Macron ! Certes, il y a le devoir d'ingratitude [cette tradition républicaine selon laquelle un responsable nommé ne doit fidélité ni à celui qui l'a promu ni à un clan mais à l'intérêt général], mais ni Richard Ferrand au Conseil Constitutionnel ni elle n'ont les épaules pour lui tenir tête* », raille une ancienne ministre LR.

De même, Sibeth Ndiaye a beau inviter à « *interpréter un peu moins* », tout, ce 9 février, semblait conçu pour donner envie de s'y adonner. Le même jour, François Villeroy de Galhau a en effet annoncé sa démission surprise de la Banque de France. Officiellement, il part « *en toute indépendance personnelle* » pour prendre, en juin, la direction des Apprentis d'Auteuil. Son mandat devait s'achever peu après la présidentielle de 2027, laissant au futur chef de l'État le soin de nommer son gouverneur. Ce départ anticipé offre ainsi à Emmanuel Macron la possibilité de désigner lui-même son successeur, et donc de verrouiller le poste jusqu'à un potentiel retour. D'autant qu'un nom circule déjà : Emmanuel Moulin, haut fonctionnaire chevronné... et actuel secrétaire général de l'Élysée.

## “NÉCESSAIRE FACE AU RN”

Derrière les justifications façon « tout est normal » affleure une autre logique, plus assumée en off chez les proches du pouvoir. Un ancien ministre, figure des premières années, sorti brutalement du jeu, confie : « *Il faut des profils compétents, mais aussi politiques, face à la contestation des corps constitués par le RN ou LFI et de potentielles politiques liberticides. Ils parlent de justice aux ordres, d'État profond...* » Il poursuit : « *Je préfère des préfets qui se rebellent comme Jean Moulin plutôt que d'autres qui mettent des enfants dans les trains.* » Un autre proche du président se montre plus explicite encore : « *C'est nécessaire, face au risque que le RN gouverne le pays, d'être en capacité de résister de l'intérieur au recul de l'État de droit et de la démocratie. Ce n'est pas antidémocratique, au contraire, c'est une manière de cranter la démocratie et d'empêcher des reculs.* »

Cranter la démocratie ? Ni la question de sa propre légitimité démocratique, ni celle des proches qu'il promet ne semblent pourtant effleurer Emmanuel Macron. Amélie de Montchalin, battue en 2022 aux législatives, a retrouvé depuis une trajectoire de premier plan : point de chute à l'OCDE, retour au gouvernement en décembre 2024, puis nomination à la Cour des comptes. L'épisode résume une mécanique désormais bien rodée. Brigitte Bourguignon à l'Inspection générale des affaires sociales, Emmanuelle Wargon à la Commission de régulation de l'énergie, Christophe Castaner au port de Marseille, Richard Ferrand au Conseil constitutionnel : tous ont été battus dans les urnes et pourtant promus.

La séquence du 9 février, à l'Élysée, en a offert une version presque caricaturale. Patricia Mirallès, décorée ce soir-là, a récemment été propulsée au secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation. Le contraste avec ses prédécesseurs est saisissant. Diplôme d'esthéticienne, ascension politique dans le sillage de l'ex-maire PS de

Montpellier Philippe Saurel, ralliement à En marche, élection comme députée en 2017 : un parcours partisan plus qu'administratif. Peu importe que Mediapart ait révélé en 2022 un usage personnel de son avance de frais de mandat ; peu importe aussi qu'elle n'ait aucune compétence en matière de gestion de la radicalisation. Un proche du président grince : « *Elle n'a pas cessé de chouiner quand elle s'est retrouvée sans rien après avoir perdu sa circonscription en 2024.* » Et concède, à demi-mot, la logique à l'œuvre : « *En 2016, elle a été l'une des premières au PS à prendre son risque en nous rejoignant, comme Casta ou Ferrand.* »

Cette obsession du contrôle descend parfois jusqu'aux postes réputés subalternes. Dans *Sa Majesté nomme* (Robert Laffont), le journaliste Michaël Moreau retrace l'histoire du pouvoir de nomination sous la V<sup>e</sup> République et décrit, chez Macron, un changement de nature plus que de degré : implication personnelle, entretiens à l'Élysée, décryptage minutieux des profils, « castings » pour des postes anecdotiques. « *C'est le président de la V<sup>e</sup> République qui s'implique le plus dans les nominations, nous explique-t-il. Tous les candidats racontent la même scène : des questions précises, techniques, un chef de l'État qui maîtrise les dossiers et donne le sentiment d'un choix déjà arrêté. Chacun ressort convaincu qu'il sera nommé. Et cela crée un phénomène de cour.* »

Michaël Moreau rappelle d'ailleurs que cette tentative macronienne remonte à ses années élyséennes



sous Hollande : secrétaire général adjoint, il comprend très tôt que les nominations sont des clefs du pouvoir – et qu'on gouverne aussi en fabriquant, en amont des arbitrages, un réseau de hauts fonctionnaires et de patrons. Sylvie Hubac, ancienne directrice de cabinet de François Hollande, résume ces années 2012-2014 dans le livre de Michaël Moreau : « *Quand j'arrivais le matin, des files de personnes attendaient leur rendez-vous avec Emmanuel. Le CAC 40 bouchait le couloir.* »

## POUVOIRS DE NOMINATION ET DE DOMINATION

Au pouvoir, il faut mesurer le vertige des volumes. L'Élysée comme Matignon peinent à en comptabiliser le total exact : des sources de Michaël Moreau évoquent jusqu'à 10 000 fonctions concernées. Chez Emmanuel Macron, ce pouvoir de nomination est ainsi devenu – notamment à mesure qu'il a perdu le pouvoir parlementaire – une technique de gouvernement. « *Son hésitation maladroite est aussi un exercice du pouvoir devenu un mode de toute-puissance* », observe l'ex-ministre socialiste Michel Sapin dans *Sa Majesté nomme*. Et d'ajouter : « *Pour moi, il y a une perversité chez Macron. Il a le sentiment d'une toute-puissance sur les personnes, et pense que le jour où il nomme quelqu'un, cette domination disparaît.* »

Macron joue avec ses propres troupes, et avec les nerfs de ceux qui attendent. Toujours dans le livre de Michaël Moreau, Aurélien Rousseau, ancien directeur de cabinet d'Élisabeth Borne, raconte la manière dont le président agit sur la corde sensible des prétendants : « [Il peut] retirer ou reporter une nomination au dernier

**INTOUCHABLES**  
Au-delà des personnes, c'est le signal envoyé qui interroge : celui d'un entre-soi persistant et d'un possible brouillage des rôles.

*moment, le mercredi matin avant le Conseil des ministres par exemple. Je l'ai vécu régulièrement. Il y avait un élément à vérifier, une alerte. Ou alors c'était une manière de vexer. Ne pas nommer la personne tout de suite était fait exprès.* » L'attente comme instrument, le doute comme levier, sans logique apparente. Même les compagnons de la première heure n'y échappent pas. Julien Denormandie en garde un souvenir cuisant : en janvier 2024, le chef de l'État lui laisse entrevoir Matignon, va jusqu'à lui demander une feuille de route – alors que la décision, dit-on, était déjà prise : ce sera Gabriel Attal.

Officiellement, cette mainmise sur les nominations s'est dotée en Macronie d'un habillage intellectuel : la critique des « corps », accusés de latence et d'entre-soi. Diplomates, préfets, grands corps : au premier quinquennat, le discours macroniste a souvent présenté l'administration comme un frein. « *Cela l'a beaucoup marqué, confie un proche du chef de l'État. Vous votez des lois, vous publiez des décrets, et un an plus tard, sur le terrain, rien n'a changé. On se faisait engueuler alors que les décisions avaient été prises mais n'étaient pas appliquées.* » D'où une tentation : surveiller les dirigeants de l'ombre autant que les ministres, pousser les cabinets à signaler tout directeur d'administration centrale dont la loyauté paraîtrait incertaine.

Un *spoilsystem* à bas bruit : pas de purges spectaculaires à l'américaine, mais une traque feutrée, ponctuée de « dénominations » ; ces mises à l'écart silencieuses qui ne disent pas leur nom. « *Les nominations sont une manière de créer une continuité dans l'État. En France, les présidents laissent leurs traces, mais ne peuvent tout chambouler en arrivant* », explicite un ancien Premier ministre. Sauf que la version macronienne a parfois glissé vers le copinage. L'épisode Philippe Besson, en mars 2019, en fut le révélateur. Le Conseil d'État annule le décret présidentiel qui devait permettre sa nomination au consulat général de Los Angeles, peu après la parution d'un livre jugé flatteur pour le chef de l'État. Camouflet institutionnel. Plusieurs témoins assurent qu'Emmanuel Macron en a gardé rancune à l'égard de l'institution du Palais-Royal et un appétit de nomination encore plus élevé. Conseil d'État dont il devra d'ailleurs bientôt désigner le vice-président, même si la fonction demeure réservée aux membres du corps.

In fine, c'est la lancinante question de la fin de règne macronienne qui affleure : celle de l'usage – et de la légitimité d'un pouvoir pourtant strictement légal. L'article 13 de la Constitution place entre les mains du chef de l'État une part considérable des nominations civiles et militaires ; le « tour extérieur », cette voie d'accès sans concours aux grands corps, lui offre en outre la faculté d'introduire des profils choisis au sommet de l'appareil d'État.

Les garde-fous issus de la révision de 2008 – auditions parlementaires, possibilité d'opposition ? Ils tiennent davantage du rite que de l'entrave : il faut une majorité des trois cinquièmes de votes négatifs, à l'Assemblée comme au Sénat, pour bloquer une désignation. L'une des dernières désignations en date, celle de Richard Ferrand à la présidence du Conseil constitutionnel, n'a été validée qu'à une voix près. Le RN, prompt aujourd'hui à dénoncer le scandale, s'était alors abstenu. Reste à savoir si ces oppositions toucheraient aux règles en vigueur. Quant à Emmanuel Macron, on le voit mal s'y résoudre, tant ce pouvoir lui va bien. **É.C et M.J.**



## L'arrière-garde

## Les derniers nommés du règne

Dans la dernière ligne droite de son deuxième mandat, Emmanuel Macron place des fidèles à des postes-clefs de l'appareil d'État. *Par Emmanuel Lévy*

« En 1981, les socialistes découvrent, impressionnés, l'étendue du pouvoir de nomination. » La formule est de Marceau Long, ancien secrétaire général du gouvernement, témoin du passage de Giscard à Mitterrand. Aujourd'hui, elle résonne à nouveau. À l'approche de 2027, Emmanuel Macron active ce levier constitutionnel avec méthode. Cour des comptes, Conseil constitutionnel, Autorité des marchés financiers (AMF), Banque de France, Conseil d'État : derrière ces nominations se joue la bataille pour garder la main sur l'« État profond », entre durée des mandats, inamovibilité et limite d'âge.



**AMÉLIE DE MONTCHALIN**  
Première présidente  
de la Cour des comptes

L'annonce de la nomination d'Amélie de Montchalin à la tête de la Cour des comptes a fait lever quelques sourcils sous les lambris du palais Cambon. À 40 ans, l'ancienne ministre s'installerait à un poste dont la durée n'est pas bornée par un mandat fixe mais par la limite d'âge de 68 ans. Soit potentiellement vingt-huit années à la tête de l'institution. « *Moi aussi, je veux faire vingt-huit ans Rue Cambon, avec minibar* », raille un député. Inamovible, la première présidente pèse sur les finances publiques bien au-delà des alternances. Problème : durant les premières années, Amélie de Montchalin devrait se déporter pour examiner les lois et décisions qu'elle a elle-même portées comme membre du gouvernement. Juge et partie, même à distance, l'image interroge. Avec Montchalin, le président verrouille, façon viager.



**RICHARD FERRAND**  
Président du Conseil constitutionnel

Le verrouillage à visage découvert ? Par décision présidentielle du 20 février 2025, publiée au *Journal officiel*, Emmanuel Macron a nommé l'un de ses grognards à la tête du Conseil constitutionnel. Il prend ses fonctions le 8 mars 2025. Le dispositif est imparable : à la tête de l'institution, Ferrand est là pour une durée de neuf ans, non renouvelable, et est quasi inamovible – un juge du jeu électoral et des lois installé jusqu'en 2034, bien au-delà de 2027. Fidèle parmi les fidèles, ancien président de l'Assemblée, compagnon de route des origines, l'ex-militant puis élu socialiste de 1980 à 2017 incarne la transformation de l'« ami » en arbitre suprême. Et l'abstention décisive du RN lors de sa validation parlementaire plombe aujourd'hui la critique venue des rangs lepénistes.



**INDÉTERMINÉ**  
Gouverneur de la Banque de France

Le poste de gouverneur de la Banque de France est l'un de ces fauteuils où l'on s'assoit pour durer. Nommé par décret en Conseil des ministres, le patron de la « vieille dame » de la rue Croix-des-Petits-Champs part pour un bail de six ans, renouvelable une fois. Et même la limite d'âge (65 ans) ne coupe pas net : si elle est atteinte en cours de route, le gouverneur est maintenu jusqu'au terme du mandat. Ça tombe bien, François Villeroy de Galhau a annoncé son départ début juin 2026, bien avant l'échéance initiale, fixée à octobre 2027. Résultat mécanique : Emmanuel Macron choisira son successeur avant la présidentielle de 2027. Une nomination « technique », certes – mais un verrou monétaire et financier posé à l'avance, pour un poste qui se politise de plus en plus.



**MARIE-ANNE BARBAT-LAYANI**  
Présidente de l'Autorité  
des marchés financiers

Nommée en octobre 2022 à la tête de l'Autorité des marchés financiers, après trois ans de « sas de décontamination » dus à sa présidence de la Fédération bancaire française, le lobby bancaire, Marie-Anne Barbat-Layani est théoriquement installée pour un mandat de cinq ans, non renouvelable et non révocable. Mais rien n'interdit à la présidente de l'AMF de quitter son fauteuil avant terme, ce qui lui ouvrirait la voie à une nouvelle nomination... idéalement avant la présidentielle, sur le modèle de la Banque de France. Épouse de Stéphane Layani, patron de Rungis et ami personnel d'Emmanuel Macron, elle occupe un poste-clef de la régulation financière. Une place stratégique, que le chef de l'État pourrait encore consolider à l'approche de 2027.



**INDÉTERMINÉ**  
Vice-président du Conseil d'État

Le départ annoncé de Didier Tabuteau ouvre une bataille feutrée pour la vice-présidence du Conseil d'État. Un nom circule avec insistance : Marc Guillaume, préfet de la région Île-de-France et ancien secrétaire général du gouvernement, intime des rouages élyséens. Le poste est stratégique : le vice-président dirige de fait la plus haute juridiction administrative et supervise l'examen des projets de loi. Surtout, la fonction court jusqu'à la limite d'âge de 68 ans. À 61 ans, Marc Guillaume pourrait donc s'installer pour sept années, et être inamovible lui aussi. Un choix technique en apparence. Un choix décisif en réalité pour qui contrôle le juge administratif à l'approche des échéances politiques majeures.

# Manœuvre antidémocratique ou esprit de la V<sup>e</sup> ?

Le président s'inscrit-il dans les pas des précédents chefs d'État de la V<sup>e</sup> République, ou fragilise-t-il les institutions en nommant des proches à des postes-clefs avant de passer la main ?

L'historien Éric Anceau et le professeur de droit public Michel Verpeaux livrent leur analyse. **Par Louis Nadau**



## Verrouillage "Le président contribue à fragiliser l'État de droit"

### Éric Anceau

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lorraine. Il vient de publier *Histoire de la nation française* (Tallandier) et de diriger la monumentale *Nouvelle Histoire de France* (Passés composés).

**Tout au long de notre histoire, les chefs d'État ont nommé des fidèles à la tête des institutions.** La V<sup>e</sup> République ne

déroge pas à la règle et les prédécesseurs d'Emmanuel Macron ne se sont pas privés de le faire à des degrés divers. La nomination d'Amélie de Montchalin n'en est pas moins triplement grave.

Elle témoigne d'abord d'une volonté de verrouillage institutionnel : la présidence du Conseil constitutionnel en 2025, la première présidence de la Cour des comptes aujourd'hui, sans doute les fonctions de gouverneur de la Banque de France et de vice-président du Conseil d'État demain... Ce peut être une entrave à l'alternance démocratique. Nommée à 40 ans magistrate inamovible, M<sup>me</sup> de Montchalin est théoriquement en place jusqu'en... 2053, la limite d'âge étant de 68 ans. Le record

était détenu jusqu'à présent par Félix Barthe : vingt-six ans, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, sous trois régimes, dont deux monarchiques !

Ensuite, Amélie de Montchalin vient d'être ministre de l'Action et des Comptes publics et a défendu hier le budget... qu'elle va devoir examiner demain. Un tel niveau de conflit d'intérêts est rare en république, et même le Second Empire, décrié par certains, était de ce point de vue plus vertueux ! On objectera que l'institution est collégiale. Cependant, l'autorité du premier président est considérable et l'émoi est grand au sein de la Cour.

Cette nomination pose surtout un vrai problème de crédibilité et même de légitimité. La théorie des apparences défendue par la Cour européenne des droits de l'homme est devenue capitale dans nos démocraties, à l'heure de la défiance généralisée. Non seulement il faut que le juge soit impartial, mais il faut aussi qu'il donne l'apparence de l'impartialité, sinon toute décision qu'il prend peut-être l'objet de suspicion de la part du citoyen. Cette suspicion contribue à discréditer les institutions et à fragiliser leur fondement même. Elle sert d'argument pour ceux qui remettent en cause l'État de droit. La part de responsabilité du chef de l'État dans cette fragilisation est ici immense. **M**



## Continuité "Tout est affaire de probité et de force morale"

### Michel Verpeaux

Professeur émérite de l'université Panthéon-Sorbonne. Ancien secrétaire général de l'Association française de droit constitutionnel.

**Depuis quelques jours, des critiques sont adressées à Emmanuel Macron** à propos de nominations à des fonctions situées à la lisière de l'administration et

du politique. Certaines de ces nominations nécessitent l'accord du Parlement à la majorité des trois cinquièmes des commissions compétentes des deux assemblées. D'autres fonctions échappent à un tel contrôle mis en place lors de la révision de 2008. C'est le cas pour Amélie de Montchalin. Les critiques crient au « fait du prince » et considèrent que le président de la République, qui ne pourra pas se représenter en 2027, place à des postes stratégiques des personnes proches, dont beaucoup ont été ministres de gouvernements nommés par lui.

Ces nominations ne constituent pas toutes une première, et on peut citer s'agissant de la Cour des

comptes, les cas précédents de Pierre Moscovici, ancien ministre de 2012 à 2014, puis commissaire européen. En 1993, François Mitterrand avait nommé Pierre Joxe, et, en 2004, Jacques Chirac avait choisi Philippe Séguin. Dans tous les cas, ces nominations sont intervenues à la fin des mandats présidentiels, comme ce fut le cas à la tête du Conseil constitutionnel pour Robert Badinter en 1986, pour Roland Dumas en 1995, pour Jean-Louis Debré en 2007, à des époques où ces nominations échappaient au contrôle du Parlement.

Si les avantages sont aisément perceptibles, les risques sont aussi faciles à imaginer, les principaux étant le conflit d'intérêts et la confusion entre les fonctions. S'agissant du second, on rappellera le mot célèbre de Robert Badinter annonçant aux membres du Conseil constitutionnel qu'ils avaient un devoir d'ingratitude à l'égard de ceux qui les avaient nommés, lui en premier. Tout est alors affaire de probité et de force morale, et il faut espérer que les futurs nommés en seront dotés. Pour les conflits d'intérêts, il existe des règles déontologiques et des mécanismes, notamment dans les juridictions qui permettent aux personnes concernées de ne pas siéger en cas de risques de conflits de ce type. Cela s'appelle le déport. **M**



# MUNICIPALES 2026

Les 15 et 22 mars prochain, les Français éliront les maires des 35 000 communes.

## Dégagisme

# LE RN AUX PORTES DE MARSEILLE

Marseille, ton univers impitoyable. 2026 ne déroge pas à la règle. La campagne est aussi violente que les électeurs se montrent las et résignés. Le candidat RN, Franck Allisio, a le vent en poupe, face à un maire de gauche, Benoît Payan, décidé à gagner ce duel. La droite LR-macroniste plonge dans le Vieux-Port. Reportage. *Par Aurélien Viers et Sophie Manelli*

« **B**on, vous allez voter pour qui ? » Sur la scène de la Comédie de Marseille, un stand-upper interpelle le public. « Vassal [LR et macroniste] ? » Silence dans la salle. « Payan [le maire DVG sortant] ? » Vingt mains se lèvent. « Allisio [le candidat du RN] ? » Autant de mains se dressent, cris en prime. La dédramatisation du RN, Benoît Payan confie qu'il « *la sen[t] depuis des mois* ». Les sondages confirment. Au premier tour, le maire sortant est donné au coude à coude, autour de 31 %, avec Franck Allisio. Martine Vassal s'effondre autour de 20 %. LFI, portée par le député Sébastien Delogu, avoisine les 15 %. Un boulevard pour le Rassemblement national ? Aux législatives de 2024, le RN avait gagné trois sièges de députés.

Le RN qui raflerait Marseille, deuxième ville de France et symbole d'un certain vivre-ensemble ? Tout un symbole. Et une prise de choix pour le RN, à près de un an de l'élection présidentielle. La cité s'est construite par vagues d'immigration : « *Mon arrière-grand-mère a débarqué de Naples*

*en sabots* », aime à rappeler Benoît Payan. « *Le destin de la ville se joue en mars* », selon le maire – comprendre « moi ou le chaos ».

### Combien de divisions ?

Comment en est-on arrivés là ? Un symbole : quand Franck Allisio propose un « pass plage » pour réserver le sable aux familles et aux seniors, il sait que cette mesure discriminatoire a peu de chances de passer, car illégale. Mais les Marseillais décodent : interdiction aux jeunes des cités. La ville apparaît aujourd'hui profondément divisée. En dehors du stade Vélodrome, « *Marseille est devenue un ensemble d'habitants qui ne se fréquentent pas* », selon l'économiste Philippe Langevin. Dans les quartiers nord, qui concentrent 45 % des logements sociaux et des cités HLM ghettoïsées, les boucheries sont halal et un tiers de la population est sans emploi.

Dans les arrondissements bourgeois, les propriétaires installent des barrières aux deux bouts de leur rue, façon Mexico. Et tant pis si les autres doivent faire des détours. La priorité : maintenir à distance les

encapuchés des cités. « *Les jeunes se parlent arabe entre eux, mais on en est à la quatrième génération !* », lâche un notable du VIII<sup>e</sup> arrondissement. D'autres ont préféré partir pour s'installer en périphérie, à Allauch, à Cassis, à La Ciotat. Plus propre. Plus calme. Plus sûr.

L'état des transports en commun n'aide pas. Dans une ville deux fois plus étendue que Paris, le métro n'a que deux lignes et un trajet en bus prend facilement des heures. Quand ils se rendent dans le centre-ville, les jeunes des quartiers nord disent « je vais à Marseille ».

Le trafic de drogue, lui, ne connaît plus de frontières. Sous le règne de la DZ Mafia, aucun quartier n'est épargné. Les règlements de comptes s'abattent sur des innocents. Comme Medhi Kessaci, assassiné en novembre 2025 dans des représailles visant son frère, Amine, militant engagé contre le narcotraffic. Cet assassinat par procuration a sidéré la ville.

Dans la « narcoville », malgré tous les plans annoncés, la violence semble hors de contrôle. Allisio appelle à « *instaurer l'état d'urgence* ». La proposition n'a guère de





## DERNIER TANGO À MARSEILLE

La dédramatisation du RN joue en faveur du candidat du parti dans la cité phocéenne. Ici, Allisio et Marine Le Pen lors d'un meeting le 16 janvier.

## LA LONGUE LISTE DES CANDIDATS SOUS ENQUÊTE

**Martine Vassal (LR)** est visée par une enquête préliminaire ouverte en février 2025 pour détournement de fonds publics, trafic d'influence et corruption au sein du département, qu'elle préside. Son accusateur, **Erwan Davoux**, ancien directeur des relations internationales du département, dénonce notamment l'embauche au poste de directeur de cabinet de Marc Jolibois, qui passe pour être le compagnon de Martine Vassal. La candidate nie en bloc et poursuit son ex-directeur pour chantage et incitation à la haine. Une bataille juridique doublée d'une vendetta politique puisque Davoux se présente aux municipales, en binôme avec **Nora Preziosi**. Cette dernière, présidente de 13 Habitat, le plus gros bailleur social de la région, a été poussée vers la sortie par Vassal, après des révélations sur l'attribution d'un logement social à sa mère. Le parquet de Marseille a ouvert une enquête préliminaire pour prise illégale d'intérêts, détournement de fonds publics et recel.

**Sébastien Delogu (LFI)** a été condamné en février 2025 à 5 000 € d'amende pour violences volontaires après avoir infligé des coups de pied à deux agents d'un lycée (dont une CPE). Par ailleurs, le candidat insoumis sera jugé en juin pour recel de vol. Il est accusé d'avoir diffusé des documents privés d'un chef d'entreprise sur Instagram.

**Franck Allisio (RN)** est visé par une enquête pour détournement de biens publics : il aurait utilisé les moyens mis à la disposition par la Région au profit de son activité de député.

**Benoît Payan (DVG)** n'est pas poursuivi, mais est visé indirectement, au nom de la mairie, par une enquête ouverte consécutivement au signalement de l'ex-préfet des Bouches-du-Rhône Georges-François Leclerc (et actuel directeur de cabinet d'Emmanuel Macron), réputé proche de Vassal, qui dénonce des irrégularités dans l'attribution de marchés publics des écoles. La société chargée de ces rénovations (Spem) est codirigée par l'État et la ville. Benoît Payan a lui aussi effectué un signalement sur ce dossier. **S.M.**

sens, mais sa radicalité séduit. Autre point d'exaspération : la saleté, source inépuisable de conflit entre la ville, dirigée par Payan, et la métropole, gérée par Vassal, qui porte le gros des attributions en la matière. Le RN en fait son miel.

Après trois mois de pluie d'hiver ininterrompue, les visages sont las. Un fin connaisseur de la ville évoque une campagne morne, qui ne décolle pas : « *Il y a ce sentiment puissant, dans la population, que les élites locales et régionales ont failli. Leur quotidien ne change pas. D'où le dédagisme dont profite le RN* ».

### Allisio : un alignement des planètes

Qui aurait pu parier sur le peu charismatique Franck Allisio ? « *À présent, je ne peux pas faire 50 mètres à pied dans Marseille sans qu'on vienne me saluer* », avance l'intéressé. À voir. Le député a préféré se faire élire à Vitrolles. Mais son manque de notoriété « *joue en sa faveur* », estime l'ancien député (Renaissance) Lionel Royer-Perreaut. Franck Allisio, 46 ans, ex-UMP et conseiller ministériel sous Sarkozy, ne se voit pas « *extrême droite* » mais RPR, version originale. D'ailleurs, il a redéposé la marque.

On lui rappelle une conversation, dix-huit mois plus tôt. Il espérait faire un coup « *en faisant bon deuxième* ». Aujourd'hui, c'est la première place qu'il vise. Depuis, toutes les planètes se sont alignées.

La loi PLM a permis à Franck Allisio de faire sauter un plafond de verre. Finie, la bataille secteur par secteur. On votera pour un nom et une étiquette. En 2026, celle du RN surfe sur la vague nationale. À Marseille, le « *on ne les a jamais essayés* » joue à plein.

Autre bon coup pour le candidat frontiste, son vieux rival, le sénateur Ravier, bien implanté à Marseille, s'est rangé à ses côtés. L'opération « *Siphonnage* » a commencé. Une vingtaine d'élus LR l'ont rejoint. Le député travaille ses réseaux, comme le monde de l'entreprise ou encore la communauté juive. L'élus RN a été invité au dîner du Crif. Impensable du temps du FN. Depuis la dissolution, le RN n'a jamais eu autant le vent dans le dos. « *L'actualité nationale et internationale s'infiltrait dans ce scrutin local, constate Benoît Payan. L'heure est au repli sur soi.* »

Enfin, l'insécurité est dans toutes les têtes. Le RN a imposé son thème fétiche.



# MUNICIPALES 2026

Les 15 et 22 mars prochain, les Français éliront les maires des 35 000 communes.

Franck Allisio ironise sur une droite photocopieuse. « L'ordre dans les rues, dans la propreté, dans les finances », égrène-t-il. « On est la seule grande ville sans Galeries Lafayette », pointe l'élus. L'enseigne a récemment tiré le rideau, comme un symbole de la dégradation du centre-ville depuis le Covid. Il pointe les responsables du « désordre » : le tandem Payan-Vassal, qualifié de système « socialo-macroniste ».

Mis sous pression, Benoît Payan met le paquet sur des annonces chocs concernant sa police municipale et sur la multiplication des caméras. On en vient à oublier que le maintien de l'ordre relève de l'État.

## Une droite en voie de naufrage

Franck Allisio monte autant que Martine Vassal baisse. Au sein d'un camp divisé, beaucoup, à droite, se désolent de la « ringardise » de la campagne de la doyenne des candidats, âgée de 64 ans, incarnation d'une droite gaudiniste en fin de cycle. Vassal doit composer entre ses soutiens LR, souvent très à droite (comme Valérie Boyer), et des macronistes, dont la charte interdit toute compromission avec le RN. D'où une stratégie erratique. Interrogée début décembre 2025 sur un accord avec le RN au second tour, Vassal répondait : « On verra à ce moment-là. » Devant le tollé, la candidate a rétro-pédalé. Aujourd'hui, elle affirme qu'elle se maintiendra. « Trop tard, elle a donné un escabeau au RN », se désole Benoît Payan, dont l'entourage souhaite quand même que « Martine ne descende pas trop » au premier tour, de crainte qu'Allisio n'explode les compteurs. Benoît Payan joue gros pour cette première élection sur son nom (Michèle Rubirola avait dû lui laisser sa place en 2020 - le fameux switch).

En cas de quadrangulaire, « tout se jouera à quelques centaines de voix près », pronostique Franck Allisio. Tout devient alors possible. Les calculettes chauffent. Seule certitude : avec la loi PLM, il faudra que le vainqueur réunisse 33,7 % des voix. Sinon, toutes les combinaisons et toutes les trahisons sont possibles... « Pendant ce temps, on galère pour trouver un logement ou une place en crèche », peste Fazia Hamiche, responsable associative. Si le RN s'empare de la ville, fulmine-t-elle, « il pourra dire merci à l'ensemble des politiques marseillais ». **M. A.V. et S.M.**

**EN TERRAIN CONQUIS** L'élus Marc de Fleurian brigue la mairie, dans un département qui compte dix députés RN sur douze.

## Atouts dans la Manche

# À Calais, le RN met de côté ses marottes

Si la question migratoire projette régulièrement cette ville portuaire sur le devant de la scène, les habitants sont surtout préoccupés par la hausse du chômage à cause des nombreuses fermetures d'entreprises. **Par Rachel Binhas**

**D**ix députés RN sur les 12 que compte le département. Dans le Pas-de-Calais, longtemps terre centriste et de gauche, le parti de Marine Le Pen a pris ses quartiers. À l'approche des élections municipales, Marc de Fleurian (RN) mise sur la dynamique des élections législatives de 2024, qui lui ont permis d'entrer à l'Assemblée pour la 7<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais. Pourra-t-il transformer l'essai en gagnant la mairie ? La majorité est loin d'être acquise. Car dans cette ville qui peine à se remettre de la désindustrialisation, dérouler les marottes du RN ne suffit pas. « J'ai commencé par nos fondamentaux, comme la sécurité et la propreté, et au cours de la campagne j'ai élargi au développement économique et à l'emploi afin d'adapter mes propositions aux préoccupations des Calaisiens », glisse le parlementaire de 37 ans. Faire venir à Calais des personnalités RN de premier plan, en guise de soutien, très peu pour

lui : « Cela ne fonctionnera pas, je ne veux pas nationaliser ma campagne. Un vrai programme est nécessaire, sans chercher à ce que le vote local s'aligne sur le vote national. » Malgré la pression migratoire sur cette frontière qui fait face à l'Angleterre, malgré la couverture médiatique nationale sur le sujet, l'immigration est loin d'être une priorité pour les Calaisiens rencontrés. Alors Marc de Fleurian s'adapte. Il veut un référendum pour décider de la construction d'une prison qui aiderait à créer « 200 à 300 emplois » et propose la diminution de la fiscalité pour les entreprises de plus de 9 salariés. Demeure la patte RN : mettre en place une police des transports en commun et réserver leur gratuité aux ayants droit, aux habitants et aux touristes étrangers, en excluant les migrants.

Dans un salon de thé situé près du port, Véronique\* porte un regard approuvateur sur le bilan de la maire sortante,



Natacha Bouchart, LR jusqu'en 2017. « Elle a fait beaucoup pour la ville. Je connais Calais depuis 1990 et je peux vous dire qu'il y a un avant et un après son arrivée. La ville est plus dynamique et mieux aménagée. » L'insécurité ? « Je n'ai jamais été embêtée, même pas le soir en rentrant chez moi », souligne la quinquagénaire. Les migrants ? « On ne peut pas dire qu'ils dérangent tellement, ils ne pensent qu'à une chose, traverser la Manche. »

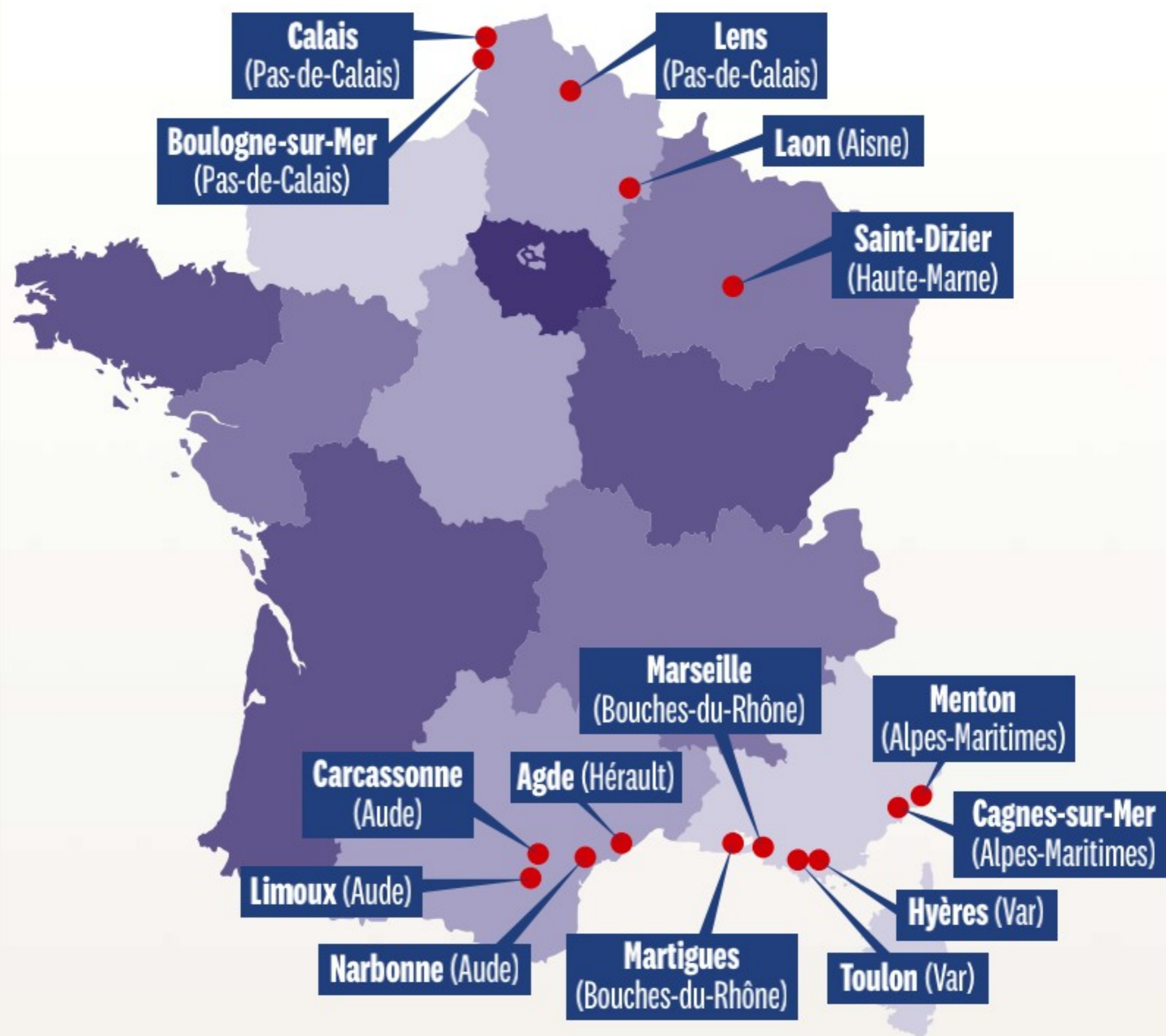
À la tête d'une boucherie-traiteur, un couple de commerçants détaille, entre deux clients, les besoins des habitants. « Le problème, ici, c'est l'économie, lâche l'épouse. Il faut des usines pour embaucher à tout niveau, du salarié le moins qualifié à l'ingénieur. » Après la fin du duty-free en 1999, et plus encore depuis le Brexit en 2020, les commerçants ont vu disparaître une grande partie de la clientèle anglaise. Le lien avec les British perdure à travers les salons de thé et les noms d'enseignes près du port : Jude's bar, Family pub, The House by Calaisifornia, Purple Café... « On a besoin d'emplois, et du beau temps ! », résume le gérant en riant.

### Un taux de chômage à 11,4 %

Ces dernières années, dans la région du Calaisis, de nombreuses entreprises ont mis la clef sous la porte – Meccano, Synthexim, Prysmian – entraînant avec elles la mise au chômage de centaines de salariés, auxquels il faut ajouter sous-traitants et emplois indirects. En 2025, le taux de chômage dans la région se situait à 11,4 %, contre 7,9 % dans le reste de la France.

Même le candidat LFI-EELV, Jean-Philippe Lannoy, qui dénonce régulièrement « le démantèlement des campements des exilés », met l'accent sur le travail. « La stratégie de la maire est tournée vers le tourisme, je veux réorienter Calais vers l'industrie », explique le conseiller municipal de gauche. Il promet des référendums d'initiative citoyenne et des régies publiques pour la cantine et l'eau.

La maire, Natacha Bouchart, met l'accent de son côté sur l'aide financière au loyer pour les commerçants, la relance du pouvoir d'achat par la baisse du coût de la cantine et la garderie gratuite en



## La carte des conquêtes du RN

Aux municipales de mars, le RN présentera près de 650 listes, record absolu pour un parti qui ne dirige aujourd'hui qu'une petite dizaine de villes. Plébiscitée par les classes populaires et dans les zones périphériques, la formation nationaliste, qui entame tout juste sa notabilisation depuis les législatives de 2022, ne peut qu'espérer des qualifications au second tour dans les grandes métropoles, où elle fait encore figure de repoussoir pour la majorité. Le RN scrute en revanche avec avidité un certain nombre de villes moyennes, situées dans ses zones de force historiques : le Nord

et l'Est, ainsi que la façade méditerranéenne, où le parti a bien souvent aligné ses députés pour espérer emporter des mairies. C'est dans ce quart sud-est que le RN, qui espère conserver Perpignan, où Louis Aliot n'est pas encore sûr de pouvoir se représenter, rêve de faire main basse sur deux joyaux, Marseille (p. 18-19) et Toulon. Le RN lorgne aussi l'Aude (Carcassonne, Narbonne, Limoux), où il contrôle toutes les circonscriptions législatives. Dans le Nord, sur les terres de Marine Le Pen, les villes populaires de Lens, Boulogne-sur-Mer et Calais sont les cibles prioritaires. **Hadrien Mathoux**

périscolaire, ainsi que le doublement des effectifs de la police municipale. Elle a beau avoir été élue dès le premier tour en 2020, celle qui est en fonction depuis dix-sept ans considère que rien n'est joué : « Il faut y aller comme s'il s'agissait de la première élection, insiste-t-elle. Un pourcentage d'électeurs

qui ont voté RN aux dernières législatives restera sur ce choix. Autrement dit, la situation nationale aura une incidence, petite ou grande, sur ce scrutin local. » Un sondage a été commandé, les résultats sont secrets. « Si elle n'a pas rendu public son sondage, c'est peut-être que la dynamique illustrée par les résultats n'est pas celle qu'elle attendait », veut croire Marc de Fleurian. L'équipe de Natacha Bouchart, se veut confiante : « Et si le sondage nous était favorable et qu'elle ne voulait pas démobiliser les équipes en laissant entendre que c'est gagné d'avance ? », lance en souriant un militant au siège de campagne. Réponse le 15 mars. **M**

\* Le prénom a été modifié.

**“Il y a un avant et un après l'arrivée de Natacha Bouchart. La ville est plus dynamique.”**

**VÉRONIQUE** Calaisienne



**RUPTURE** L'ouvrage casse l'idée reçue du vote RN, perçu comme étant le fruit d'une idée crasse ou d'une bêtise.

## Livre

# Le RN, symptôme plus que stratégie ?

Dans un essai dense et rigoureux, deux universitaires, Patrick Lehingue et Bernard Pudal, dissèquent les raisons du succès du parti de Marine Le Pen. **Par Elsa Margueritat**

Et si les ressorts du succès durable du RN tenaient aux profondes transformations sociales, économiques et culturelles de la France contemporaine plutôt qu'à l'offre partisane en elle-même ? C'est à cette hypothèse que s'attellent Patrick Lehingue, politiste et professeur de science politique, et Bernard Pudal, sociologue et directeur d'études à l'EHESS, dans *Du FN au RN. Les raisons d'un succès* (PUF). Dense et solidement étayé, l'ouvrage s'inscrit dans une sociologie politique attentive aux structures et aux trajectoires collectives plutôt qu'aux tactiques partisanes. Le

RN y apparaît comme un « parti-aubaine », durablement installé parce qu'il agrège des colères et des ressentiments produits en amont par la crise économique, la décomposition du champ politique, les mutations scolaires et la réactivation d'un sens commun national nativiste.

### Une analyse fine des territoires

En croisant enquêtes statistiques, entretiens, analyses territoriales, les auteurs rappellent que ce vote n'est pas le fruit d'une ignorance ni d'une bêtise. Une lecture qui rompt avec les interprétations de ses percées électorales initiales, en 1984, alors perçues comme une anomalie passagère et le signe déroutant d'un mal encore mal identifié, souvent ramené à la persistance souterraine d'un fascisme national. En croisant indicateurs de pauvreté, structures socio-professionnelles, fragmentation du camp adverse ou héritages clientélistes, le livre ne cherche pas tant à cerner les électeurs

du RN qu'à cartographier les espaces où ce vote prospère, des beaux quartiers aux campagnes. Il en résulte une analyse fine des territoires, qui dépasse la simple mise à jour statistique pour inscrire ces dynamiques dans un cadre plus large, intégrant notamment l'affaiblissement continu des services publics. L'attention portée à l'école apporte ici un éclairage décisif : en montrant comment les trajectoires scolaires et les promesses déçues de la méritocratie façonnent durablement les rapports au politique, le livre évoque des expériences sociales concrètes. Lehingue et Pudal déconstruisent également l'image d'un RN solidement structuré, soulignant au contraire sa fragilité organisationnelle et sa dépendance persistante à des dynamiques qu'il ne maîtrise que partiellement – crise socio-économique de long terme, déstructuration du champ politique, transformations du système scolaire et cycles médiatiques de politisation.

### La responsabilité des autres partis

Mais la démonstration atteint ici ses limites. À force d'expliquer le succès du RN presque exclusivement par des facteurs extérieurs, les auteurs tendent à en minorer l'efficacité politique propre, s'exposant à un paternalisme involontaire qui affaiblit la rationalité des choix électoraux. Le parti apparaît avant tout comme un réceptacle de frustrations sociales, qualifié jusqu'à être un « parti débile » au sens étymologique, ramenant le vote RN à une réaction défensive et affective. Une lecture qui relativise l'adhésion à des thématiques devenues centrales dans l'opinion : sécurité, autorité, frontières, continuité nationale. Autre angle mort notable : la responsabilité propre des autres forces politiques. La gauche institutionnelle est bien évoquée, mais rarement interrogée comme acteur ayant durablement échoué à représenter certaines fractions des classes populaires. Enfin, si le livre prend acte des évolutions du FN devenu RN, celles-ci demeurent reléguées à l'arrière-plan, pensées comme de simples ajustements opportunistes. En sous-estimant ce qui distingue le RN contemporain, l'ouvrage laisse dans l'ombre une part essentielle de ce qui fait aujourd'hui sa capacité de conviction et, peut-être, sa force politique. **M**



*Du FN au RN. Les raisons d'un succès*, de Patrick Lehingue et Bernard Pudal, PUF, 240 p., 25 €.

**Les auteurs tendent à minorer l'efficacité politique propre de la formation.**

Claire Geronimi

# L'autre visage du féminisme

Violée par un migrant sous OQTF il y a deux ans, Claire Geronimi porte une voix dissonante dans la lutte contre les agresseurs sexuels. **Par Thibaut Solano**

Le 11 novembre 2023, en fin d'après-midi, Claire Geronimi, 26 ans, rentre chez elle dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement parisien les bras chargés de courses. Un homme surgit dans le hall de son immeuble et la viole en menaçant de la tuer. Son supplice dure trente minutes. Au moment où elle parvient à s'enfuir, dénudée, elle tombe sur une voisine qui la réprimande parce qu'elle risque de lui faire rater son taxi. La suite ? Le chemin de croix des victimes. Examen brutal par un médecin indifférent, longue attente aux urgences, traitement préventif de trithérapie, déposition interminable au commissariat, honte de son corps « sali ». Comme si le tableau n'était pas assez révoltant, les policiers lui apprennent que l'homme a abusé une autre jeune femme, une heure plus tôt. Et qu'il n'aurait pas dû se trouver sur le sol français. Originaire de République centrafricaine, ce SDF était visé par une OQTF. « *Quand j'ai su son profil, ça m'a fait un mal en plus.* »

Elle décide d'alerter les médias. « *On ne peut pas classer ça en fait divers, juste à côté des chiens écrasés. Il fallait prévenir les femmes de cette insécurité.* » Si beaucoup de portes se ferment – un journaliste d'un quotidien

populaire lui répond que son témoignage ne correspond pas à leur ligne éditoriale –, elle trouve micro ouvert dans l'émission de Cyril Hanouna, cinq jours après l'horreur. « *Sur les réseaux sociaux, certains disaient que je n'étais pas vraiment une victime parce que j'avais rigolé sur le plateau. Chacun gère ses douleurs comme il peut. Ça ne veut pas dire que derrière la façade il n'y a pas de tempête.* »

## Un combat culturel

Le grand public est peu habitué à entendre ces paroles – depuis #MeToo, celles qui ont trouvé écho sont surtout venues du milieu du cinéma. Claire Geronimi détonne parce qu'elle maîtrise les codes, armée de sa formation en communication et de son capital culturel. Et parce qu'elle ne dénonce pas le patriarcat mais l'impuissance de l'État à assurer sa sécurité – elle prépare une plainte contre lui. Son discours résonne en plein examen de la loi immigration au Sénat. Les accusations d'instrumentalisation fusent, la droite ne s'intéresserait qu'à la protection des femmes lorsqu'elle se mêle au sujet migratoire. Mais la plupart du temps, c'est surtout le silence qu'on lui oppose. Venant même de

personnalités féministes qu'elle contacte, comme Anne Cécile Mailfert, de la Fondation des femmes, ou la ministre Aurore Bergé.

Claire Geronimi est pourtant bien placée pour savoir que ces violences traversent toutes les couches sociales : son père, antiquaire à Rennes, battait sa mère. Cette diplômée d'HEC à la voix calme n'a rien d'une enragée : elle salue le changement de mentalité initié par #MeToo, fait confiance à la justice, « *porteuse d'espoir* », qui a condamné son violeur à dix-huit ans de réclusion et à une interdiction définitive du territoire. On ne peut pas dire qu'elle ait été « récupérée » politiquement : elle était déjà de droite avant. Ce n'est donc pas seulement parce que Éric Ciotti a accepté de la recevoir qu'elle a rejoint son parti, l'UDR, au poste de vice-présidente. Elle milite aujourd'hui pour que soient mieux appliquées les OQTF en « *suspendant les visas* » des pays récalcitrants à reprendre leurs ressortissants ou en « *agissant sur les transferts de fonds* ». Elle promeut le renforcement de la police municipale, des arrêts de bus spécifiques pour qu'une femme puisse descendre en sécurité et des cours de self-défense. Son combat est aussi culturel : « *Remettre du féminisme à droite.* » Quelle différence avec celui de gauche ? « *Il défend davantage le régalien et occulte moins de sujets. "À bas le patriarcat", c'est excluant.* » Logique que le principal mécène de son association, Éclats de femme, qui accompagne les victimes, soit le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, désireux de « *mener une bataille culturelle* » face à la « *gauche mélancolisée* » et aux « *injonctions des déconstructeurs* », selon les termes de l'homme d'affaire.

Claire Geronimi a déjà partagé la scène avec le collectif identitaire Nemesis, qui lie systématiquement la question des violences sexuelles à l'immigration. « *J'ai participé à leur hommage à Philippine [tuée par un migrant sous OQTF]. Elles m'ont soutenue. Certes, elles ont un message politique, alors qu'avec mon association on n'en a pas du tout.* »

Hasard du calendrier, elle vient de publier son livre alors que Gisèle Pelicot sort le sien. Fin janvier, les deux femmes se sont croisées à la sortie d'un restaurant parisien. Avec celle qui est devenue une icône féministe plus médiatique, elles n'ont pas parlé de politique mais ont échangé des « *mots de soutien* » dont elle est encore bouleversée. Loin des clivages. **M**



**LA FONDATRICE** de l'association Éclats de femme ne dénonce pas le patriarcat mais l'impuissance de l'État à assurer la sécurité. Elle milite aujourd'hui pour que soient mieux appliquées les OQTF.

À gauche

# Une mort... et des réactions

Entre ceux qui récusent toute forme de violence politique, ceux qui cèdent au relativisme et ceux qui ne cessent de souffler sur les braises, la mort de Quentin Deranque a exposé au grand jour les fractures qui traversent la gauche.

Par **Hadrien Mathoux** et **Louis Nadau**

Parmi la litanie des faits divers et des drames qui touchent la société française depuis une dizaine d'années, le décès tragique de Quentin Deranque comporte une forme de nouveauté : ceux qui ont tué le jeune homme à Lyon, ce samedi 14 février, ne sont ni des islamistes, ni des nervis d'extrême droite, ni des marginaux, mais vraisemblablement des militants « antifascistes » issus de la Jeune Garde, mouvement d'extrême gauche connu pour ses méthodes violentes et dissous par le ministère de l'Intérieur en 2025. L'implication d'individus se réclamant du progressisme dans un crime à connotation politique appelait donc des réponses particulièrement attendues dans les différents écosystèmes de la gauche. Et, comme souvent, l'unité n'a pas été au rendez-vous, puisque de la condamnation sans équivoque à l'ambiguïté la plus douteuse, les lignes de fracture quant à la relation à la violence politique se sont précisées. Typologie.

## Les irréprochables

Le tempo. Rien d'autre, ou presque, n'est plus important en politique. Avant de se livrer à la nécessaire analyse du contexte de radicalité lyonnais, du climat de violence politique ambiant, du déroulement « clinique » des faits, la mort de Quentin Deranque, 23 ans, commande aux responsables politiques, parce qu'ils doivent incarner une forme de vertu, la réaffirmation de deux préalables : la compassion envers ceux qui souffrent d'une part, le principe du refus de la violence au sein de la communauté politique d'autre part. De ce point de vue, il est rassurant de constater que la gauche « non LFI » a immédiatement tenu des positions conformes à son histoire

républicaine. « *Le niveau de violence atteint est inacceptable. Dans une démocratie, personne ne devrait mourir pour ses idées. Toutes mes pensées pour la famille de Quentin* », écrit ainsi le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, sur X. « *De telles violences n'ont rien à faire en politique comme dans notre société en général. Toutes mes pensées sont tournées vers Quentin, qui se trouve actuellement entre la vie et la mort* », abonde la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier. Idem pour son homologue communiste, Fabien Roussel : « *Il faut arrêter avec cette violence en politique qui mènera toujours à des tragédies. Que toute la lumière soit faite et que justice soit rendue.* »

## Les relativistes

Ce sont les adeptes du « oui, mais ». Ils concèdent, bien sûr, la gravité du drame, mais s'empressent immédiatement de l'entourer d'un halo de justifications qui finissent par semer le trouble : est-on vraiment sans ambiguïté quant à la violence politique lorsque l'on semble tout faire pour minimiser l'horreur ? À ce petit jeu du relativisme, le député LFI Éric Coquerel est probablement celui qui a le plus choqué : bien sûr, il condamne les violences, mais rappelle tout de suite le « *contexte lyonnais* », ces « *groupes d'ultradroite qui sèment la terreur* ». Quant aux antifas, peut-être ont-ils « *considéré que la police n'agissait pas assez contre ces groupuscules identitaires, et [ils] ont dû penser qu'il fallait recourir à eux-mêmes pour se défendre* ». Après tout, des milices, pourquoi pas ?

L'écologiste Sandrine Rousseau l'affirme haut et fort : « *Nous avons besoin [...] de militants antifascistes. Ils sont indispensables. Pour autant, ils ne doivent pas utiliser la violence*

*physique.* » Dommage que l'usage de la violence soit une caractéristique de nombre de ces groupes « antifa »... Peu importe pour la députée proche des Insoumis, qui s'indigne avant tout qu'on « *exonère trop facilement les responsabilités d'en face* », donc de l'extrême droite. Une volonté de renvoyer la balle dans le camp adverse que partage Rima Hassan, dans l'œil du cyclone puisque le meurtre a eu lieu en marge d'une « conférence » – en réalité un meeting politique – à laquelle elle était invitée à Sciences Po Lyon. Sur les réseaux sociaux, l'eurodéputée LFI relaie tout ce qui peut conduire à minorer la responsabilité des antifas : témoignages concernant l'amateurisme du service d'ordre du groupe identitaire Némésis, extraits d'un article





**“CE SONT MES JEUNES CAMARADES”,** déclarait Jean-Luc Mélenchon au sujet de la Jeune Garde lors d'un meeting à Auxerre, le 30 avril 2025. Ci-contre : avec le député Raphaël Arnault lors d'un rassemblement en soutien au groupuscule, alors menacé de dissolution, à Paris, le 6 mai 2025.

foulée des émeutes provoquées par la mort de Nahel Merzouk à Nanterre. *« Le socialiste Marcel Déat ou le communiste Jacques Doriot l'ont montré dans le passé sur le mode danois d'aujourd'hui, écrit Jean-Luc Mélenchon. Dès le début, Léon Blum avait vu clair et dit quel effroi lui suggéraient les propos de Déat sur "l'ordre". Et, bien sûr, la bonne société montra Blum du doigt. Cette glissade est le destin promis à ceux qui s'y engagent, là encore comme l'histoire nous l'enseigne. »* Et « JLM » de poursuivre : *« Rien n'arrêtera la dérive macroniste et la jonction/compétition avec l'extrême droite, à part la victoire de la Nupes. [...] Plus la situation avance, plus elle délimite d'elle-même ces "deux camps" que le préfet Lallement voulait voir. Par conséquent, la lutte n'est pas pour gagner les bonnes grâces de la classe médiatique ou de la bonne société, et encore moins celle d'un improbable centre gauche politicien, mais pour représenter l'un ou l'autre des deux discours que porte la société. »*

Voici le cadre intellectuel que donne à ses ouailles le « lider maximo » insoumis. Si l'on peut douter de son efficacité électorale – comment être majoritaire en traitant tout le monde de facho ? –, force est de constater qu'il est en parfaite cohérence avec le compagnonnage formé entre la Jeune Garde et LFI. Alimentant ce qui ressemble à s'y méprendre à une mystique révolutionnaire, « JLM » exalte ainsi le groupuscule violent, adhérant les yeux fermés à la jolie fable de l'« autodéfense populaire » : *« À la manif du 1<sup>er</sup> Mai, j'appelle tous mes camarades insoumis à aller se grouper derrière la bannière de la Jeune Garde pour dire : "Nous n'avons pas peur !" Ah j'en parle avec passion, parce que ce sont mes jeunes camarades, parce qu'ils ont cette force de la jeunesse, déclarait Jean-Luc Mélenchon lors d'un meeting à Auxerre le 30 avril 2025. Qui sont ces jeunes gens ? Des jeunes gens qui détestent le fascisme. Eh bien, je leur donne raison. Des gens qui se mettent en rang par deux, par trois, par quatre, pour protéger nos cortèges quand on vient nous taper dessus, et qui interviennent dans les quartiers quand il y a des ratonnades [...]. Bravo jeunes gens ! Continuez jeunes gens ! »*

Comment s'étonner, dès lors, que Raphaël Arnault et ses condisciples se sentent autorisés à contester à l'État le monopole de la violence légitime ? En novembre 2025, le député insoumis revendiquait ainsi l'« efficacité » de la violence : *« La résistance, y compris dans la rue [...], on ne le fait pas par fantasme, on ne le fait pas par plaisir, et puis c'est une mise en danger sur tout un tas d'aspects, expliquait-il. Mais par contre, c'est très efficace. Très concrètement, à Lyon, on avait des violences parfois plusieurs fois dans le même week-end [...]. Aujourd'hui, il n'y a presque plus d'attaques. »* Mais il y a un mort. **M**

expliquant que Quentin Deranque s'était relevé après avoir été agressé...

En dehors du champ politique, certains universitaires ont accouru sur les plateaux du service public pour nous abreuver de leur proverbiale sagesse : ainsi de l'historienne Stéfanie Prezioso, qui affirme le lendemain du drame que *« la Jeune Garde antifasciste [...] est dans la droite ligne de ce qu'a été l'antifascisme, c'est-à-dire la défense des droits démocratiques et sociaux dans le cadre d'une lutte politique serrée »*. Ou de Sylvain Boulouque, spécialiste des « radicalités politiques », qui appelle à savoir *« qui est exactement Quentin D. »*, suggérant que le jeune homme est *« venu pour en découdre »*. Des questions peut-être légitimes à froid, mais qui, martelées dans les heures

suivant le crime, ressemblent beaucoup à des tentatives d'euphémisation.

### Les pyromanes

C'est vrai : au fil de sa longue carrière politique, Jean-Luc Mélenchon a toujours récusé la violence comme mode d'action politique. Cela ne l'a pas empêché d'armer les esprits. Dès 2014, le fondateur de La France insoumise a installé chez ses partisans une prophétie eschatologique : *« À la fin, ça se terminera entre [Marine Le Pen] et nous. »* De là découle une vision binaire, dans laquelle les blocs politiques se coagulent pour former deux pôles, l'un fasciste, l'autre antifasciste.

Prenons le temps de citer en longueur cette note de blog de juillet 2023, rédigée dans la

## Portrait

# Raphaël Arnault : une autre fiche

Le député insoumis, cofondateur de la Jeune Garde et condamné pour des faits de violence en réunion, entretient une vision du monde binaire justifiant l'affrontement physique avec les fachos.

Par **Louis Nadau**

Qui est ce zouave ? Si Raphaël Arnault, député LFI de la première circonscription du Vaucluse, se trouve aujourd'hui dans l'œil du cyclone, c'est parce qu'il a cofondé, en 2018, le groupuscule antifasciste la Jeune Garde, dont les membres sont les auteurs présumés du meurtre de Quentin. Après avoir grandi dans une famille « *au fort capital culturel* », selon ses propres mots, le natif du quartier de la Croix-Rousse, à Lyon, explique avoir eu le « *déclat* » antifa lors des manifestations contre la loi Travail, en 2016. « *Des militants d'extrême droite nous ont attaqués. Nous étions plus nombreux qu'eux, mais avons été complètement incapables de répondre*, raconte-t-il dans *l'Express*. *C'est à ce moment-là que nous avons compris qu'il fallait nous organiser.* »

Sur le papier, Arnault – Archenault, à l'état civil – était le visage de la « *notabilisation* » de l'antifascisme, apparaissant par exemple dans l'émission « *Touche pas*

**Dans les faits, l'élu reste directement lié à la férocité politique.**

à mon poste », de Cyril Hanouna, ou débattant avec François Ruffin à La Fête de l'Huma, non sans encourager la foule à couvrir ce dernier en scandant le fameux « *Siamo tutti antifascisti* ». Dans les faits, l'élu, parachuté à Avignon à la faveur de la formation du Nouveau Front populaire, reste pourtant directement lié à la violence politique. Lors d'une manifestation d'hommage au professeur Dominique Bernard en 2023, il avait promis à la militante identitaire Alice Cordier « *une balle dans la tête* » si elle s'avisait de s'approprier la cause kurde. Par ailleurs fiché S (un document à valeur administrative), Raphaël Arnault est condamné définitivement à quatre mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Lyon en mars 2025 pour « *violences volontaires en réunion* ».

Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, vole toutefois à son secours sur France Inter, invoquant les circonstances de la condamnation : « *Est-ce que vous connaissez le contexte de cette condamnation ? Il y avait une manifestation LGBT. Quatre-vingts néonazis ont tenté d'attaquer cette manifestation. Raphaël Arnault s'est interposé. Il n'y a eu aucun coup. On a*

*reproché à Raphaël Arnault d'avoir fait le travail de la police à la place de la police.* » Manuel Bompard oublie de préciser que son collègue député s'était livré au « *contrôle* », à six contre un, d'un individu suspecté d'appartenir à un groupe identitaire. À l'audience, Raphaël Arnault avait en outre reconnu avoir « *maintenu contre le mur* » le suspect, et l'avoir « *repoussé à une reprise* ». Rien à voir avec de la violence !

## Confrontation finale entre RN et LFI

L'image de respectabilité du groupe d'« *autodéfense populaire* » cofondé par Raphaël Arnault ne résiste pas à l'examen. *Le Canard enchaîné* le révélait en juillet 2024 : huit membres de la Jeune Garde ont été mis en examen pour « *violences en réunion [...] en raison de la race, de l'ethnie, de la nation ou de la religion* » après avoir agressé, dans le métro parisien, un adolescent de 15 ans. Ce dernier, que ces militants soupçonnaient d'appartenir à la Ligue de défense juive – qui tentait quelques heures plus tôt d'empêcher une réunion publique de Rima Hassan au sein de l'université Paris Dauphine –, avait été molesté et obligé de scander « *Vive la Palestine !* ».

Sans retenir la leçon, Raphaël Arnault perpétue une vision du monde pour le moins binaire, en témoigne cette analyse, développée en janvier 2025 : « *Droite et extrême droite, fondamentalement, c'est la même chose d'un point de vue idéologique. Ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale, c'est que la gauche a obligé la droite à se couper de ses racines, mais elle y revient.* » Et d'ajouter : « *Bien sûr qu'il n'y a pas onze millions de néonazis au RN, ce n'est pas un groupe homogène. En revanche il y a pour tous une base raciste.* » Parfaitement en ligne avec la thèse d'un affrontement final entre RN et LFI, le député revendiquait alors son compagnonnage : « *Nous, on a pris en compte le fait que LFI était une partie de la réponse antifasciste, parce que alors que le champ politique se radicalise, ils sont les seuls à ne pas lâcher.* » Et à cautionner l'idée selon laquelle tout serait permis contre les fachos ? **M**

**VINDICATIF** L'image de respectabilité du groupe d'« *autodéfense populaire* » cofondé par le militant ne résiste pas à l'examen.





**TROMPEUR** Portrait d'un ancien cadre du RN, Dylan Guichaoua, présenté à tort comme celui de Quentin Deranque, lors d'un rassemblement d'extrême droite, le 15 février.

## Bloc contre bloc

# À l'ultradroite, le risque d'une justice parallèle

Après l'émotion, la colère et les envies d'en découdre hantent la sphère identitaire à laquelle appartenait la victime du lynchage à Lyon, Quentin Deranque. **Par Thibaut Solano**

En juin 2013, Clément Méric, militant antifa, à peine remis d'une leucémie diagnostiquée deux ans plus tôt et encore sous chimiothérapie allégée, perdait la vie dans un affrontement avec des skinheads. Sa mort a fait de lui un icône et un martyr au sein de cette mouvance politique qui renvoyait à l'ultradroite la responsabilité de la violence. Treize ans plus tard, avec le lynchage de Quentin Deranque à Lyon, le rapport de force politique et médiatique peut-il s'inverser ?

« S'il existe d'énormes différences entre ultragauche et ultradroite, rappelle le politologue Jean-Yves Camus, [le virilisme et le culte de la force physique] constituent un phénomène en progression, des deux côtés, en lien avec les influenceurs et les réseaux sociaux. » Parmi les différences, ce fin observateur des radicalités relève que le « nombre d'agressions imputées à l'ultradroite est beaucoup plus élevé que celles imputées à l'ultra gauche ». Lyon a d'ailleurs été le triste théâtre de plusieurs

d'entre elles. En février 2024, Sinisha Milinov, une figure de la droite locale radicalisée, a été condamné à six mois de prison ferme après une agression raciste au couteau.

L'émotion suscitée à l'époque par la mort de Clément Méric semble en tout cas comparable à celle qui touche le pays aujourd'hui : dans les deux cas, les condamnations des violences mortelles ont traversé l'échiquier politique, dans les deux cas, une minute de silence a été instaurée à l'Assemblée.

Selon les descriptions établies dans la presse par les amis du jeune Lyonnais, Quentin Deranque, dépourvu de casier judiciaire, évoluait dans les sphères catholiques traditionalistes, compagnon de route de groupes comme Action française ou Academia Christiana, un mouvement dont Gérard Darmanin, alors ministre de l'Intérieur, avait demandé la dissolution en décembre 2023 au motif que ses membres auraient fait « l'apologie de l'antisémitisme » et exprimé « un très grand soutien à la collaboration et au

maréchal Pétain ». La dissolution est finalement restée lettre morte.

Dès l'annonce de la mort du jeune homme, la sphère catholique la plus prosélyte s'est mobilisée. Exemple parmi d'autres : Steven Gunnell, le réalisateur du film *Sacré-Cœur*, succès surprise de l'année 2025 (500 000 entrées), a annoncé que son prochain long métrage serait dédié à sa mémoire. À ces hommages s'agrègent cependant des débordements. Dimanche 15 février, une cinquantaine de personnes ont marché sur le boulevard Ménilmontant à Paris et auraient effectué des saluts nazis en criant : « On est chez nous, justice pour Quentin ». Ce qui peut laisser craindre d'autres troubles à venir, notamment lors de la marche prévue à Lyon, ce 21 février.

## Responsabilité des pouvoirs publics

Les réseaux sociaux donnent également à voir une enquête parallèle à celle de la police, menée par des militants nationalistes, comme Damien Rieu, ex-figure du mouvement dissous Génération identitaire. Ce dernier s'évertue à mettre un nom sur les agresseurs de la victime, en tentant de les identifier sur les images de la vidéosurveillance, sur la base de leurs vêtements. Parmi les patronymes jetés en pâture, celui d'une étudiante de 20 ans accusée d'avoir frappé le garçon lorsqu'il était à terre. Or, quelques heures plus tard, le site du quotidien *le Monde* affirmait que la jeune femme, dont la famille a été ciblée par une pluie de messages malveillants, n'était pas à Lyon mais « en Amérique du Sud » le jour du passage à tabac.

Damien Rieu a discrètement supprimé ses tweets accusatoires, mais le mal était fait. « Si ce n'est pas [elle] pour le meurtre de Quentin, c'est pas très grave : les familles des antifas doivent savoir qu'on va leur demander des comptes. L'impunité c'est fini. » tweetait en réaction l'un de ces procureurs au petit pied.

Pour le politologue Jean-Yves Camus, les pouvoirs publics ont cependant leur responsabilité dans la montée des tensions : « Je n'ai pas compris cette dissonance cognitive entre la conférence du procureur de la République le lundi [qui n'a confirmé aucune des suspicions sur l'identité des agresseurs] et les déclarations plus assurées des ministres de la Justice et de l'Intérieur, qui ont mis en cause l'ultragauche. J'entends bien qu'il faille auditionner des témoins, mais plus le temps passe, plus les esprits s'échauffent. » Le danger est aussi là : si la justice échoue, les organisations radicales se tiennent toujours prêtes à exercer leur. ■



**Pierre-André Taguieff\***

## Misère du néoantifascisme

En 1923, le leader anarchiste italien Errico Malatesta faisait cette remarque particulièrement lucide : « *Disons-le franchement, si douloureux que ce soit à constater, il y a des fascistes même hors du parti fasciste. Il y en a dans toutes les classes et dans tous les partis : c'est-à-dire qu'il y a des gens qui, sans être fascistes, tout en étant même antifascistes, ont pourtant l'âme fasciste, le désir de violence qui caractérise les fascistes.* »

Un siècle plus tard, le constat de Malatesta reste conforme aux faits. Dans les sociétés démocratiques occidentales, aujourd'hui, les activistes néoantifascistes, reprenant à leur compte le combat révolutionnaire contre le capitalisme, sont même plus violents que les fascistes résiduels, ralliés à des partis nationalistes ou souverainistes jouant le jeu démocratique ou engagés dans des combats culturels, dits métapolitiques, sur le modèle de la nouvelle droite française.

Depuis la fin des années 1940, dans les pays occidentaux, les antifascistes ont prétendu lutter contre les néofascistes, qu'il s'agisse de personnalités ou de groupes ainsi désignés. Ces derniers ayant quasi disparu au cours des années 1980, les antifas ont surgi à l'extrême gauche, prenant pour cible principale en France le Front national mais aussi s'inventant des ennemis qu'ils fascisent – par exemple l'État et la police, comme dans le

slogan : « Flics, fascistes, assassins! » –, ou les fabriquant sur la base d'une diabolisation des droites, quelles qu'elles soient, accusées de se droitiser. Or la droitisation est fantasmée comme le premier moment de la fascisation.

### Antifascisme et propagande communiste

Comment expliquer et comprendre la persistance de l'antifascisme militant dans un contexte où le fascisme fait partie d'un passé heureusement dépassé ? On peut l'appréhender comme une pièce détachée, fonctionnant d'une façon autonome, d'un grand récit idéologique faisant partie de l'héritage stalinien des gauches. Il s'agit d'une religion politique fondée sur l'absolutisation d'un bon principe qui s'oppose de façon manichéenne à son contraire satanique, incarnant l'ennemi absolu. Ce besoin de l'ennemi mortel anime les néoantifascistes. Ils le désignent par les mots « fascisme » ou « néofascisme ».

Le postulat des antifas contemporains est que tout individu ou groupe qui n'est pas reconnu comme étant du « bon côté », c'est-à-dire situé à l'extrême gauche, est un fasciste avéré ou potentiel – un préfasciste, disent certains militants, tandis que d'autres dénoncent un processus de fascisation par étapes. C'est là revenir à la propagande

communiste du début des années 1920, qui, face au fascisme mussolinien, dénonçait comme fascistes tous ceux qui n'étaient pas communistes. Les antifas contemporains suivent le conseil formulé par Manouïlski, l'un des dirigeants du Komintern : « *Accusez vos adversaires de fascistes. Le temps qu'ils se justifient, vous avez tout le loisir de leur porter de nouvelles attaques.* »

En reprenant à leur compte cette catégorie d'amalgame anachronique, les antifas, pour être crédibles, ont dû lui donner un nouveau contenu idéologique : le principal trait du fascisme imaginaire qu'ils prétendent combattre est devenu le racisme, lui-même redéfini principalement par l'anti-immigrationnisme et l'islamophobie. Le néoantifascisme s'est ainsi métamorphosé en néoantiracisme.

Dans l'ère postcommuniste, les néoantifascistes se réclament désormais moins de la révolution que de la démocratie lorsqu'ils appellent à de nouvelles chasses aux sorcières au nom de la lutte contre la bête immonde. On reconnaît aujourd'hui un démagogue d'extrême gauche à sa rhétorique néoantifasciste. **M**

\* Philosophe et historien des idées, il est l'auteur de plus d'une cinquantaine d'ouvrages. Prochain livre (sous sa direction), à paraître le 5 mars : « *LFI. Anatomie d'une perversion* » (David Reinharc éditions).



**COMMENT EXPLIQUER** et comprendre la persistance de l'antifascisme militant dans un contexte où le fascisme fait partie d'un passé heureusement dépassé ?



# Marianne

L'essentiel est dans Marianne  
Restez au cœur de l'actualité

## Abonnez-vous!

6 MOIS - 26 N°  
**65€**  
SEULEMENT  
AU LIEU DE 101,40€ (1)

1 AN - 52 N°  
**125€**  
SEULEMENT  
AU LIEU DE 202,80€ (1)



LA VERSION NUMÉRIQUE, LES ACCÈS PRIVILÉGIÉS AU SITE **MARIANNE.NET** AINSI QUE LES NEWSLETTERS EXCLUSIVES SONT **INCLUS** DANS VOTRE ABONNEMENT

Retrouvez plus d'offres sur  
[www.abo.marianne.net](http://www.abo.marianne.net)

SERVICE CLIENT | **01 86 57 08 54**



**SATISFAIT OU REMBOURSÉ**  
DES N° PAS ENCORE REÇUS

**OUI, je m'abonne à Marianne**, et je choisis mon offre

Je recevrai le magazine papier  
+ la version numérique  
en avant-première  
+ les accès privilégiés  
au site **marianne.net**

**1 AN - 52 N°**  
pour **125€** seulement  
au lieu de 202,80€ (1)  
soit **38% de réduction**

**6 MOIS - 26 N°**  
pour **65€** seulement  
au lieu de 101,40€ (1)  
soit **36% de réduction**

Bulletin à retourner avec votre règlement  
**par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MARIANNE**  
sous enveloppe affranchie à :  
**Marianne - 45 Avenue du Général Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX**

Si vous souhaitez régler par abonnez-vous sur [www.abo.marianne.net](http://www.abo.marianne.net)

(1) Prix de vente kiosque : 3,90€. (1) 50 N° + 1 N° double 4,90€. offre valable 2 mois réservée aux abonnés de France Métropolitaine. Après enregistrement du règlement, réception du 1er n° sous 4 semaines maximum. L'envoi du bon vaut acceptation des CGV accessibles sur [abo.marianne.net](http://abo.marianne.net). Abonnement résiliable à tout moment (n° non reçus remboursés). Si litige, vous pouvez saisir le médiateur : SAS Médiation Solutions, 222 ch. de la Bergerie 01800 St Jean de Nost. Droit de rétractation de 14 jours après réception du 1er n° sur [abo.marianne.net/cgv.html](http://abo.marianne.net/cgv.html). Retour des n° déjà reçus à vos frais. Vos données personnelles sont destinées à la société CMI France, SAS au capital de 12 678 300€, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 324286 319 - TVA FR88324286319, responsable de traitement & ses prestataires techniques afin de gérer votre abonnement et si vous y consentez à ses partenaires commerciaux, à des fins de prospection. Pour exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la limitation et portabilité de vos données, et en cas de décès ou vous opposer à la prospection commerciale écrite à CMI France 92 avenue de France, 75013 Paris ou à [dpo@cmi-media.fr](mailto:dpo@cmi-media.fr). Consultez la Charte données personnelles ([abo.marianne.net](http://abo.marianne.net)). Votre adresse postale pourra être transmise à des partenaires sauf opposition en cochant .

Mes coordonnées :

MR509

\*  Mme  M. Ma date de naissance

Nom\* :

Prénom\* :

N°/Voie\* :

Cplt adresse\* :

Code Postal\* :      Ville\* :

N° Tél. :

\* Champs obligatoires

J'indique mon email pour accéder à tous les services de mon abonnement :

► Mon e-mail :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Marianne par courrier électronique  
 J'accepte de recevoir les offres des partenaires de Marianne par courrier électronique.

“ LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE ”

**“C’est comme s’il avait volé une partie de moi”**

# L’esclave sexuelle française de Jeffrey Epstein témoigne

Enquête. Elle a été entre 2013 et 2019 l’esclave sexuelle française de Jeffrey Epstein. Violée deux à trois fois par jour quand il était à Paris... Un témoignage bouleversant sur la vie parisienne du prédateur américain. **Par Laurent Valdiguié**

« J’étais son esclave... J’étais l’objet sexuel d’Epstein. » La jeune femme qui dépose devant les policiers français, les 11 et 22 janvier 2022, dresse un portrait édifiant de Jeffrey Epstein. Malika\* raconte comment, en 2013, elle a été piégée par un « rabatteur » parisien du prédateur américain, puis comment, de fil en aiguille, elle est tombée dans ce qu’elle appelle « une prison dans le luxe ». Quand Jeffrey Epstein était à Paris, Malika estime qu’elle était violée « deux à trois fois par jour » par l’Américain. « C’était un obsédé », dit-elle, évoquant des « étranglements » et des rituels de massage dans cet appartement de 800 m<sup>2</sup> de l’avenue Foch, avec ses chambres, sa décoration glaçante, des animaux empaillés et des coupes de cerveaux exposés dans la salle à manger...

L’histoire de Malika commence fin 2013. Née dans les Hauts-de-Seine, dans une fratrie de neuf enfants, originaire du Maroc, la jeune Française a 23 ans et distribue, sur un pont parisien, des échantillons de parfum, dans le cadre d’une opération commerciale de Giorgio Armani. « Le pont de l’Alma ou “le pont des cadenas” », elle ne sait plus très bien, faisant allusion au pont des Arts, en face du Louvre. Peu importe. Un homme l’aborde. Elle se souvient de son entrée en matière : « Vous êtes très belle, vous devriez être modèle, j’ai une agence de mannequins, prenez ma carte et recontactez-moi. »

Encore étudiante, elle l’appelle quelques jours plus tard et ils se retrouvent dans un café. Il s’appelle Daniel Siad et dit avoir grandi en

Algérie. Malika lui explique qu’elle aimerait trouver un « job dans la finance » et qu’elle est à la recherche d’un stage. Daniel Siad lui promet de « regarder », puis la rappelle vite. Il a un « ami à New York » qui a un pied-à-terre à Paris...

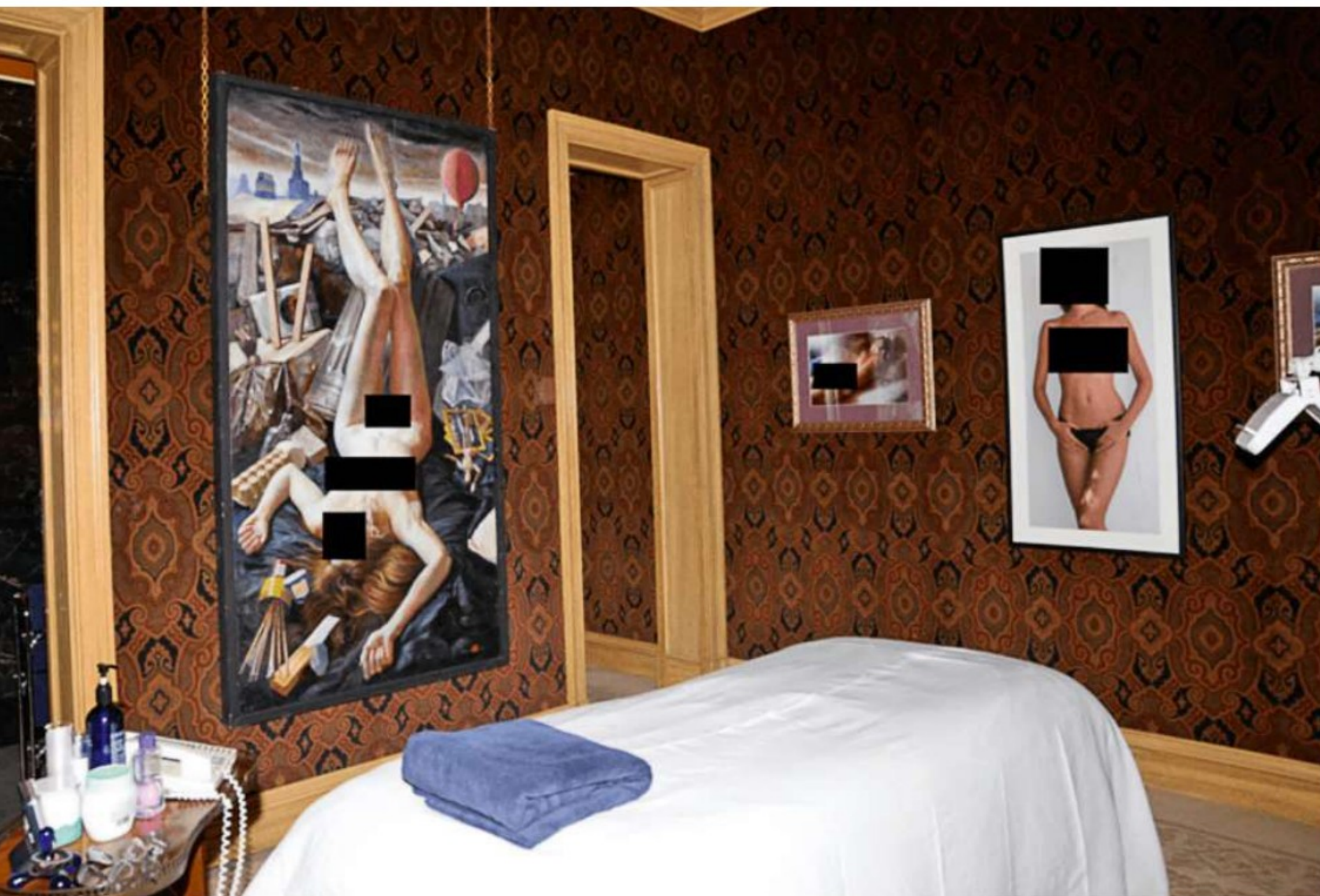
Voilà cette fois Malika dans un café des Champs-Élysées, en compagnie de « Svetlana », l’assistante d’un Américain « qui détient toute la finance à New York », lui assure cette dernière sans mentionner son nom. Svetlana lui parle d’une opportunité de décrocher « the job ». Malika, « naïve » et victime de l’« American dream », comme elle l’explique au policier qui l’interroge, ne songe pas à demander l’identité de son futur employeur. Ce qu’elle ignore aussi, ce jour-là, en discutant avec Svetlana, c’est que cette dernière a été introduite auprès du milliardaire par le même Daniel Siad. « Il lui présentait toujours de jeunes femmes... des jeunes majeures... À l’époque, je ne faisais pas mon âge, on me disait que j’avais l’air d’avoir 16 ans », confesse Malika.

## “Il décidait de tout”

Quelques jours après sa rencontre avec Svetlana, la jeune étudiante a rendez-vous au 22, avenue Foch. Elle se retrouve dans le bureau d’un homme qui se lève pour lui serrer la main. « Bonjour, je suis Jeffrey », lui dit-il. L’entretien dure une petite heure. L’Américain dit chercher une assistante pour gérer sa vie personnelle et professionnelle. « Il faudra qu’on se revoie, que tu viennes faire un test », lui dit-il en la raccompagnant, lui annonçant un coup de fil de Svetlana pour un « second entretien ». Malika l’ignore encore,

mais le piège est en train de se refermer sur elle. Elle a plu à Epstein.

Trois jours après, Svetlana rappelle Malika : « Ça t’intéresserait de faire un massage pour 200 € ? Ça fait partie du job d’assistante », lui demande-t-elle. Elle précise aussi que « Jeffrey a des problèmes de dos »... Malika revient au deuxième étage du 22, avenue Foch. Cette fois-ci, pour rejoindre la salle de massage, elle arpente le dédale de 800 m<sup>2</sup>. Elle passe dans le couloir tapissé de photos de femmes nues, traverse la salle à manger, avec son éléphantéau empaillé... Dans la seconde partie de l’appartement, une rotonde, aux murs, des photos du maître des lieux avec des célébrités, Donald Trump, Bill Clinton, Michael Jackson. « Après la rotonde, c’est la salle de sport avec une grande photo en noir et blanc représentant des fesses... Après, à gauche, une chambre avec salle de bains, et, en face, la salle de massage », raconte-t-elle dans sa déposition du 22 janvier 2022. « La salle de massage était toujours sombre, je ne sais plus s’il y avait une fenêtre, je ne pense pas. Il y avait une table de massage au milieu, sur le côté gauche, nos consoles, avec des crèmes, des masques. Il y avait aussi le vibromasseur, un mini-chauffage... Il ne se faisait masser qu’avec une crème de marque Pond’s », se souvient la jeune femme. Aux murs encore, des photos de femmes nues. Pour ce premier massage, fin 2013, Epstein enlève son tee-shirt. « Je lui ai massé le dos durant quarante minutes environ. Il n’y a rien eu de sexuel ce jour-là », raconte Malika. L’Américain reste silencieux. Il se lève en disant à Malika qu’il la recontactera.



**“ÇA T’INTÉRESSERAIT DE FAIRE UN MASSAGE POUR 200 € ?**

Ça fait partie du job d’assistante”, s’est vu proposer Malika, 23 ans, trois jours après sa première rencontre avec Jeffrey Epstein. Ci-contre : une salle de massage dans l’une des propriétés de l’homme d’affaires américain.

Dans les semaines qui viennent, début 2014, la jeune Française se retrouve à New York dans le luxueux appartement d’Epstein. Il y a là, à demeure, une foule d’autres jeunes femmes, pour la plupart originaires des pays de l’Est – de Russie, d’Ukraine, raconte Malika. Ainsi que Svetlana, à laquelle, au fil des mois, elle finira par se confier. « Elle aussi exécutait les ordres d’Epstein, elle voulait se marier à un Américain, et Jeffrey ne voulait pas, lui disait que l’homme n’était pas fait pour elle et “quand il dit non, c’est non” », lui dit-elle en 2018. Epstein « décidait de tout », poursuit Malika sur le procès-verbal, racontant à des policiers parisiens que l’on devine éberlués ses visites sur l’île Little Saint James, aux Îles Vierges, et la maison de l’homme d’affaires, « ses appartements privés », « la salle de bains extérieure et sa baignoire »... Sur place, Malika décrit des scènes d’esclavage sexuel au cours de séances de films pornographiques. « Il fallait que je me mette nue pendant les massages, des fois que je ne voulais pas retirer mon bas, il me l’enlevait. Il ne voulait pas que l’on porte de soutien-gorge, que ce soit pendant les massages ou au quotidien, car il lui arrivait de nous prendre le sein et de le mettre dans sa bouche. »

Malika raconte aussi des séances de massage en compagnie d’autres jeunes filles, des scènes d’étranglement... L’audition s’arrête, la jeune femme est en larmes à l’évocation de certaines séances. Dans la salle de massage de l’appartement parisien, elle se souvient de la fois où Epstein l’avait « fait saigner » alors qu’elle était vierge. « J’ai crié... Il était content, il était heureux, j’étais dévastée. Je ne



**“C’ÉTAIT UN OBSÉDÉ”**

Des étranglements étaient pratiqués lors de rituels de massage, a raconté Malika en larmes lors de son audition.

m’y attendais pas et c’est comme s’il avait volé une partie de moi, en fait. » « Pouvez-vous le décrire physiquement ? », questionne le policier. « Il s’épilait complètement... il avait un petit pénis, moins de dix centimètres », précise la jeune femme. « À quelle fréquence a-t-il abusé de vous ? – C’était deux à trois fois par jour à compter du moment où j’ai eu l’appartement du 22, avenue Foch, fin 2017. C’est arrivé aussi une ou deux fois dans l’avion, il était obsédé... »

**Entre la peur et la honte**

Malika reçoit des sommes d’argent, 2500 € par mois à compter de 2017, des petites sommes par-ci par-là auparavant, depuis 2013. « J’avais une relation tarifée avec lui », admet-elle. « Mais c’est lui qui décidait. J’ai fini par être dégoûtée de lui, je m’en voulais de le laisser me toucher, je me faisais vomir, j’étais devenue boulimique et je souhaitais la mort... » Elle l’assure aux enquêteurs français : « Toutes les jeunes femmes autour de Jeffrey Epstein étaient des victimes... Il jouait avec nous, il aimait bien créer de la compétition, créer des différences... »

Ce 22 janvier 2022, le policier demande à Malika pourquoi est-ce qu’elle est restée avec lui, pourquoi est-ce qu’elle ne l’a pas quitté. « J’avais peur, il m’avait raconté l’histoire d’une fille qui l’avait quitté et que l’on a retrouvée suicidée une semaine après. » Le policier insiste. Elle évoque un mélange de « peur » et de « honte ». Elle admet aussi être passée par une phase où elle « tenait[ ] à lui », mais avoir voulu qu’« il sorte » de sa vie. Quand elle effectue cette déposition, Jeffrey Epstein est mort depuis deux ans. Mais son ombre semble encore planer sur la jeune femme. Les séquelles sur sa vie psychologique et intime sont encore immenses... « J’essaye de me reconstruire en tant que femme, je n’arrive plus à faire confiance aux hommes », dit-elle avec franchise. « Je n’ai jamais souhaité déposer plainte contre lui à sa mort car j’étais tellement heureuse d’être libre de mes choix et de ne plus être l’objet ou l’esclave »... Son drame a pris fin en juillet 2019 avec l’arrestation du prédateur. La fin d’un long cauchemar... **M**

\* Le prénom a été changé.

La France dément toute implication dans les derniers transferts de ses ressortissants. Ici, bus de prisonniers sous escorte américaine à destination de l'Irak, le 8 février.



## Bombe à retardement

# Ces djihadistes que la France ne veut pas voir

Dans le nord-est syrien, les combats entre l'armée de Damas et les forces kurdes ont fait voler en éclats le fragile dispositif carcéral hérité de la chute du "califat". Les prisons se disloquent. Des membres de l'État islamique disparaissent dans la nature – parmi eux, des Français. Washington transfère en urgence des milliers de détenus vers l'Irak. *Par Coralie Dreumont*

Ils sont Français, soupçonnés d'avoir combattu pour l'État islamique (EI) et détenus aujourd'hui en Irak. Leur présence dans les prisons irakiennes découle directement du basculement sécuritaire brutal survenu dans le nord-est syrien, longtemps contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes.

Armées, financées et formées depuis 2014 par la coalition anti-Daech, les FDS étaient chargées de surveiller les prisons et les camps où étaient retenus d'anciens djihadistes affiliés à l'EI ainsi que leurs familles. Or ces forces perdent progressivement du terrain face aux troupes du dirigeant syrien Ahmed al-Charaa.

Le passage graduel de ces zones sous le contrôle de Damas inquiète désormais les Occidentaux, d'autant que la transition s'est parfois opérée sans relais sécuritaire.

Cette fragilisation a rapidement produit ses effets. De nombreuses évasions ont été signalées au moment du retrait des forces kurdes : 120 djihadistes se seraient échappés, et seulement 80 auraient été retrouvés. D'après les ONG présentes dans le camp d'Al-Hol, environ 10 000 femmes et enfants liés à l'EI se seraient volatilisés en quelques jours, profitant d'une période de vacance sécuritaire durant laquelle certaines zones du camp seraient restées sans surveillance.

Dans ce contexte de désorganisation, les secteurs autrefois réservés aux profils les plus dangereux se seraient en grande partie vidés, rendant toute traçabilité ultérieure extrêmement complexe. Pour tenter d'endiguer de nouvelles fuites, Washington a alors annoncé le transfert de prisonniers vers l'Irak voisin.

Mais ce déplacement ouvre un autre front, diplomatique cette fois. Le 23 janvier, le Premier ministre irakien, Mohammed Chia al-Soudani, a appelé les pays européens à reprendre leurs ressortissants – une demande restée lettre morte. Début février, Jean-Noël Barrot s'est rendu à Erbil, saluant l'accueil par l'Irak de milliers de prisonniers transférés depuis la Syrie et réaffirmant l'appui de la France. Pourtant, aucune mention de la présence de ressortissants français parmi eux n'a été faite, alors même que la circulation de détenus étrangers entre le nord-est syrien et l'Irak est désormais largement documentée.

C'est dans ce contexte de recomposition sécuritaire que s'inscrit le transfert de ressortissants français détenus en Syrie.

Le 21 juillet 2025, 47 Français (46 djihadistes de l'État islamique et un jeune homme emmené de force en Syrie à l'âge de 12 ans) incarcérés dans la prison de Dêrik sont transférés, dans la plus grande discrétion, vers un établissement de haute sécurité à Bagdad. Le 12 février, les États-Unis annoncent même un nouveau et dernier transfert avec l'arrivée en Irak de 5 700 prisonniers en provenance de Syrie, dont trois nouveaux Français. Tous attendent désormais d'être jugés. Une situation qui pose frontalement la question du sort de ces 50 ressortissants de nationalité française liés à l'EI et dont la France ne veut pas. « *La France est en train de sous-traiter la gestion de ses ressortissants à l'Irak. Ils font tous l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par un juge d'instruction français ; pourtant, on laisse à l'Irak le soin de les juger* », dénonce l'avocate Marie Dosé auprès de *Marianne*.

### “Concours de lâcheté politique”

Face aux interrogations, Paris reste silencieux. La France dément toute implication dans les derniers transferts de ses ressortissants. Officiellement assurés par les forces kurdes et les États-Unis, ces déplacements seraient pourtant illégaux au regard de la Convention européenne des droits de l'homme. « *C'est contraire au principe de non-refoulement. En vertu des accords qu'elle a signés, la France ne peut pas demander ni participer à l'extradition de personnes vers un État où elles risquent la peine de mort* », explique l'avocat Matthieu Bagard, ancien président d'Avocats sans frontières.

Ce n'est pas la première fois que la question se pose. En 2019, 13 Français avaient déjà été transférés de Syrie vers la prison d'al-Rusafa, en Irak. Condamnés à la pendaison à l'issue de procès expéditifs, leur peine avait finalement été commuée en prison à vie. Là encore, la position de la France avait été questionnée, dans un contexte d'instabilité locale et de pression sécuritaire comparable à celui que l'on observe aujourd'hui. Mandatés par les familles des Français transférés en juillet, Matthieu Bagard et Marie Dosé se sont rendus au Centre national pour la coopération judiciaire internationale de Bagdad, où les détenus sont maintenus dans l'attente de leur jugement. « *Avant de quitter la Syrie, ils ont été interrogés par des personnes en tenue kurde, avec un accent français, qui parlaient français entre elles et possédaient des téléphones français* », rapporte Matthieu Bagard. S'il n'existe à ce stade aucune preuve formelle d'une participation française, il ajoute : « *Il est impensable qu'un tel transfert ait pu*

*avoir lieu sans que la France en ait été informée.* » Et Marie Dosé de compléter : « *Les autorités irakiennes nous ont clairement dit : "Nous vous rendons vos ressortissants, mais la France ne nous en fait pas la demande."* »

À la dimension diplomatique s'ajoute celle des conditions de détention. Menaces de viol, menottage dans le dos à l'aide d'un système de poulie, suspension, gifles ou étranglement : tels sont les éléments rapportés par les deux avocats dans leur rapport, que nous avons pu consulter. Ils décrivent des actes de torture qu'on leur inflige dans les geôles de Bagdad afin d'obtenir des aveux de présence sur le territoire irakien alors occupé par Daech. Des plaintes pour détention arbitraire et traitements inhumains et dégradants ont été déposées, sans qu'elles aient, à ce jour, abouti.

Marie Dosé représente notamment Amza B., emmené en Syrie lorsqu'il était enfant. Devenu majeur, il a été transféré avec les autres détenus alors qu'on lui avait assuré un retour en France. « *Il a les poignets si maigres que les menottes ne servent à rien. Il est gravement blessé au crâne, et on le frappe sur cette blessure. Il n'a rien à faire là-bas* », confie-t-elle. Deux autres anciens enfants « djihadistes » sont encore détenus en Syrie, dont l'un est dans un état de santé critique, dans un environnement où l'encadrement humanitaire et sécuritaire demeure incertain. Au-delà des situations individuelles, la capacité même de l'Irak à juger ces détenus interroge. « *Le pays ne dispose pas d'infrastructures solides et sécurisées pour accueillir des milliers de prisonniers* », analyse Adel Bakawan, directeur de l'European Institute for Studies on the Middle East and North Africa. « *En Irak, le danger vient surtout de la corruption. Mille dollars à un gardien, et le lendemain vous êtes libre.* » Derrière la

question humanitaire se profile surtout un risque sécuritaire à long terme. « *Pour s'assurer qu'ils ne représentent pas un danger, il faut les faire revenir. S'ils sortent un jour de prison après vingt ans de détention dans ces conditions, que peut-on attendre d'hommes qui auront compris que la France les a abandonnés ?* », interroge Matthieu Bagard.

En France, pourtant, les leviers juridiques existent. « *Le simple fait de s'être rendu en Syrie constitue aujourd'hui une association de malfaiteurs. Les peines sont lourdes, et les moyens de surveillance, réels* », rappelle Loïc Robert, maître de conférences en droit public à l'université Lyon-III. Réclamé depuis des années par des associations de victimes et des collectifs de familles, le rapatriement demeure limité à une politique du cas par cas. En 2019, 82 % des Français approuvaient le jugement des djihadistes français en Irak, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting – un chiffre qui éclaire aussi la prudence politique. « *Depuis le début, c'est un concours de lâcheté politique* », tranche Loïc Robert.

Pendant ce temps, en Syrie comme en Irak, familles de djihadistes, combattants présumés et jeunes majeurs attendent toujours d'être jugés. Cinquante femmes et 110 enfants français sont encore détenus dans le camp de Roj, en Syrie, où les conditions humanitaires ont été qualifiées d'inhumaines et de dégradantes par Human Rights Watch, dans un environnement rendu plus instable encore par les récents bouleversements sécuritaires. Le danger djihadiste change de terrain. Rien ne dit qu'il se soit pour autant éloigné de la France. ■

**RISQUE SÉCURITAIRE** “En Irak, le danger vient surtout de la corruption. Mille dollars à un gardien et le lendemain vous êtes libre”, explique Adel Bakawan. Ci-dessous : détenus transférés de Syrie à la prison d'Al-Karkh, à Bagdad, en Irak, le 12 février.



## *Michel Onfray*

# “Rester fidèle au petit peuple dont je viens”

Le philosophe Michel Onfray s'est toujours défini comme un anarchiste proudhonien. Mais que cela signifie-t-il ? Il l'explique dans son nouvel essai, “l'Anarchie positive”<sup>(1)</sup>, et confirme dans “Marianne” que, antiféminisme et antisémitisme mis à part, rien ne le sépare de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), le précurseur de l'anarchisme, l'un des seuls théoriciens révolutionnaires à être originaire du milieu ouvrier.

Propos recueillis par **Frédéric Taddei** – Photos : **Léa Crespi** pour “Marianne”

**Marianne :** Vous décrivez Proudhon comme un enfant blessé qui n'a jamais oublié les humiliations de ses jeunes années : « Cette humiliation génère chez lui un vif sentiment d'injustice, et donc, en contrepartie, une dilection presque pathologique pour la justice. » J'ai l'impression que vous parlez aussi de vous.

**Michel Onfray :** Je confirme... J'ai constaté la même chose en écrivant sur Camus<sup>(2)</sup>, fils d'un ouvrier agricole et d'une femme de ménage lui aussi. Connaître la condition ouvrière dans sa chair d'enfant et non dans les bibliothèques des grandes écoles fabrique une psyché libertaire d'un genre particulier, disons, viscérale.

**Et de vous aussi vous pourriez écrire :**  
« Il n'a pas démerité ; il n'a pas trahi ; il a été à la hauteur ; il a tenu promesse » ?

Après ma mort, d'autres diront si oui ou non j'ai démerité en ne tenant pas ma promesse. Pour l'heure, c'est en effet celle que je me suis faite : rester fidèle au petit peuple dont je viens. C'est mon « projet originaire » tel que Sartre le définit dans sa psychanalyse existentielle – un pan de son œuvre que je tiens en haute estime.

**Vous parlez de l'anarchie comme d'un programme politique toujours d'actualité, alors qu'elle passe pour une vieille utopie**

**inoffensive dont Georges Brassens aurait été le dernier représentant. Il était contre la police, l'armée, le mariage, le travail, la propriété, les curés, les capitalistes...**

Car c'est l'anarchie chez les anarchistes ! Quoi de commun entre Ravachol, qui ouvre le cercueil d'une morte pour lui voler ses bijoux, et Kropotkine, qui célèbre l'entraide dans un ouvrage intitulé justement *l'Entraide* ; entre Stirner, le maître de notre époque nihiliste, qui justifie l'égoïsme radical, tuer, violer, piller, mentir, pratiquer l'inceste, et le très prude et très moral Proudhon ; entre la bande à Bonnot, qui pose des bombes dans les restaurants chics de Paris, et la non-violence de Han Ryner ? Brassens était un poète, un chanteur, et n'a jamais eu la prétention de constituer un corpus doctrinal, pas plus que Rabelais, souvent intégré dans les histoires de l'anarchie comme un précurseur – avec Diogène de Sinope d'ailleurs ! Le proudhonisme a été détruit dans l'œuf par le rouleau compresseur Marx, par la décapitation de la Commune de Paris par les versaillais, par le succès du marxisme avec la révolution russe, par le triomphe de la gauche culturelle française du XX<sup>e</sup> siècle fascinée par le totalitarisme de gauche – léninisme, stalinisme, maoïsme, castroïsme, etc. – et dédaigneuse à l'endroit de la totalité du socialisme français, qui reste une mine inexploitée.

**En quoi l'anarchie de Proudhon est-elle « positive » et en quoi y souscrivez-vous ?**

Il n'a pas rédigé de travail synthétique sur la question de l'anarchie positive, bien que la formule soit de lui. Je me suis proposé de le faire sous la forme d'une biographie intellectuelle. Voici donc le programme : la « *démopédie* », c'est son mot pour qualifier la révolution par l'éducation populaire ; le peuple providentiel contre l'homme providentiel ; le souci du réel contre le lyrisme conceptuel ; la volonté de paix contre la passion pour le conflit ; la mutualisation, la coopération, l'autogestion, la décentralisation contre l'économie dirigiste ; l'État girondin des provinces contre l'État jacobin de Paris ; l'abolition de toute théocratie, y compris républicaniste ; l'État anarchiste contre l'État monarchiste-républicain. Je conviens que ces formules sont plus les miennes que les siennes !

**Pour Proudhon, la République était une « anarchie positive ». Quelle était sa conception de la République, à lui qui définissait l'anarchie comme « une forme de gouvernement sans maître ni souverain » ou comme « l'ordre sans le pouvoir » ?**

La république que vénère la France est selon lui une idole sacrée, nimbée de l'aura des rois. Elle suppose une verticalité et un pouvoir exercé au nom du peuple mais souvent



contre lui, il suffit de regarder à quoi ressemble la république mastrichtienne depuis plus d'un quart de siècle... La république selon Proudhon renoue avec l'étymologie : c'est la « chose publique » gérée par le peuple lui-même et non par des représentants qui le trahissent la plupart du temps, qu'on se souvienne du coup d'État du traité de Lisbonne qui, en 2008, sous Sarkozy et avec l'assentiment de Hollande, impose au peuple ce que celui-ci a refusé en 2005. D'où le mandat impératif, qui résout la difficulté de la démocratie directe et permet au citoyen de défaire celui qu'il a fait parce qu'il n'agit pas comme son mandat conféré l'y oblige. Voilà ce que ça signifie, l'ordre sans le pouvoir. J'y adhère complètement.

**De lui, on cite toujours la même phrase, tirée de son livre le plus célèbre, « Qu'est-ce que la propriété ? » : « La propriété, c'est le vol. » Que voulait-il dire ? Il voulait voir la propriété disparaître ou pas ?**

Pas du tout... C'est le grand malentendu attaché à son nom. Il n'était pas communiste, il écrit même des pages terribles contre cet égalitarisme qui finit toujours dans le sang. Il défend la propriété privée comme une garantie que le communisme ne s'instaure pas. Cette formule volontairement provocatrice, il est jeune et veut choquer le bourgeois de Besançon, ramasse une analyse précise qu'il concentre dans un exemple : la traction conjuguée de deux cents grenadiers pendant une heure a été nécessaire pour mettre debout l'obélisque de la place de la Concorde. Si un grenadier avait travaillé seul pendant deux cents heures, il ne serait évidemment pas parvenu à ce résultat. Ce travail collectif n'est pas payé aux ouvriers, il est spolié au profit de l'entrepreneur capitaliste qui fait ainsi fortune. C'est ce que Proudhon nomme

l'« aubaine ». Cette confiscation constitue le capital au profit du patron et au détriment des travailleurs, Proudhon en fait un vol. D'où la formule qui a tant fait contre lui. Il demande que cette aubaine soit équitablement répartie entre le travailleur et l'entrepreneur, sans spolier ni l'un ni l'autre.

**Le salariat le dégoûtait. Il entendait rester son propre maître. C'est pourquoi il est devenu artisan imprimeur. Proudhon aspirait à une réelle démocratie économique. Il a théorisé le crédit à taux zéro, tenté de créer une « banque du peuple », combattu la Bourse. Tout cela reste possible de nos jours ?**

Plus que jamais, c'est la solution. L'existence de réseaux permet de réaliser ce projet de façon horizontale. Les Français, drogués au centralisme étatique depuis Philippe le Bel, attendent tout de l'État. La plupart du temps, les syndicalistes demandent toujours plus de subventions pour résoudre les problèmes. Proudhon invitait à créer ; non pas obtenir des crédits de l'État pour embaucher et employer de nouveaux fonctionnaires et nourrir une bureaucratie. Par exemple : créer des écoles, des garderies, des maisons de retraite, sans l'obsession de faire du bénéfice, mais en ayant en tête une société équitable et juste, digne et humaine. Idem avec une banque vraiment populaire qui ne se contenterait pas de ne prêter qu'aux riches, comme c'est le cas actuellement.

**On lui reproche son antiféminisme et son antisémitisme.**

Il a été antiféministe et antisémite, comme les socialistes Marx, Louise Michel, Fourier, Jaurès, Sorel ou, moins connus, Toussenel, Auguste Chirac, Tridon... Pour lui, une femme est faite pour épouser un homme, faire des enfants et rester à la maison. Mais qui sortait de ce schéma-là, à l'époque ? Quant à l'antisémitisme, j'aborde le sujet de façon frontale et sur un grand nombre de pages dans mon livre. En deux mots : l'expression de son antisémitisme est concentrée dans ses carnets, c'est-à-dire des cahiers de travail non destinés à la publication. C'est contre Marx qu'il en a, alors que ce dernier vient de publier un livre dans lequel il l'insulte et pratique l'attaque ad hominem, *Misère de la philosophie*. C'est à la date de parution de ce livre, qui manifeste le mépris de classe de Marx, que Proudhon, hors de lui, annonce qu'il écrira un livre contre les juifs, ce qu'il ne fera jamais une fois sa colère tombée. Invoquer ces deux fautes de Proudhon est souvent une bonne occasion d'inviter à mettre son œuvre complète au

feu. Ce que l'on ne fait jamais pour Marx, auteur d'un article publié, lui, intitulé « Sur la Question juive » (1844), dans lequel il défend un antisémitisme forcené. Je cite également des pages terribles de Louise Michel.

**« Une révolution dure des siècles », écrivait Proudhon en 1860. Il était persuadé de vivre une époque de crise entre deux civilisations, « l'une qui s'effondre, l'autre qui n'est pas encore esquissée ». Nous sommes toujours au même point, d'après vous ?**

À l'évidence, il avait le sens des longues durées et inscrivait son combat dans les siècles. Il pensait, en fils de son temps, idem avec l'antisémitisme et l'antiféminisme, que l'histoire développait son cours et qu'au bout du compte la justice se réaliserait quoi qu'il arrive. Cet optimisme progressiste triomphe au XIX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, la condition ouvrière n'est plus, aujourd'hui en France, celle des *Misérables* décrits par Hugo, et ce, grâce à la gauche *old school* qui est restée la mienne. Même la droite estime qu'on ne doit plus envoyer les enfants dans les mines et qu'ils sont mieux à l'école ! Mais c'était impossible pour Proudhon d'imaginer quelle civilisation allait advenir. Nous, on y voit déjà un peu mieux, avec Elon Musk, le réchauffement climatique, l'intelligence artificielle. Il n'y aura plus des civilisations mais une civilisation. Et elle sera finale. Ce sera la civilisation de l'État total.

**« À 20 ans, on ne pense pas la même chose qu'à 40 ou 60 ans », écrivez-vous à propos de Proudhon. C'est sans doute aussi vrai pour vous. En quoi avez-vous changé ?**

En trente-cinq ans d'écriture, j'ai bien sûr changé : j'ai cru qu'en présence de l'effondrement de la civilisation judéo-chrétienne on pouvait travailler à une civilisation post-chrétienne, c'est le sens de ma proposition hédoniste jusqu'à *La puissance d'exister* (2006), un livre qui fait le bilan de cette recherche. Or ce qui suit cet effondrement n'est pas susceptible d'être remplacé par un projet hédoniste, c'est clairement visible. C'est le second temps de mon travail qui propose une réflexion civilisationnelle : comment peut-on vivre dans un temps nihiliste ? Ce qui lie ces deux temps, c'est un projet démystificateur de nos illusions. **M**

**Propos recueillis par F.T.**

(1) *L'Anarchie positive. Du bon usage de Proudhon*, Plon, 2026, 544 p., 22,90 €.

(2) *L'Ordre libertaire. La vie philosophique d'Albert Camus*, J'ai Lu, 2013, 800 p., 11,20 €.





**ÉLAN DE SOLIDARITÉ** La cause des enfants a permis de «souder les organisations partenaires de la CGT sous une bannière humanitaire et apolitique», selon l'historienne Célia Keren.

soient créées, encadrées par des instituteurs espagnols. « Ils continueront de vivre à l'espagnole, déjeunant à 14 heures de la morue et des haricots blancs, apprenant le texte de la Constitution de la II<sup>e</sup> République ou lisant Cervantès », détaille-t-elle. En avril 1937, on recense pas moins de 4 000 enfants; ils seront 9 000 après l'évacuation du Pays basque et 15 000 lors des derniers arrivages en janvier 1939.

### Dissensions

Reste que certaines organisations sont parfois rivales. Y compris au sein de la gauche française du Front populaire, où le CAEE, géré par la CGT, collabore plus facilement avec les syndicats d'instituteurs qu'avec les organisations communistes. « Ce conflit s'explique par les difficultés de la gauche à se mettre d'accord face à la guerre en Espagne, explique la chercheuse. Le parti communiste a pris très tôt la tête du mouvement de solidarité envers l'Espagne républicaine en dénonçant la non-intervention et en réclamant des avions et des canons, empêchant à tout un secteur de la gauche de s'investir. Le CAEE lui permettra de se mobiliser dans une action humanitaire qui n'a rien à voir avec la question de la non-intervention. »

Des catholiques rejoints par des intellectuels, tel François Mauriac, se mobilisent au printemps 1937. Ni pro-franquistes ni pro-républicains, ces catholiques fidèles à Rome s'engagent dans la cause des enfants, suivis par des religieux, comme l'évêque de Dax, décidés à ne pas laisser le monopole de la charité à la CGT. « Il faut s'occuper du salut de ces enfants "catholiques" qui risquent d'être bolchevisés », poursuit l'historienne. La bolchevisation, c'est l'argument brandi par l'Espagne franquiste, qui demande leur rapatriement à l'été 1937, assénant qu'ils ont été kidnappés par des communistes.

À l'automne 1937, les enfants seront rapatriés en masse mais les organisations de gauche bloqueront par centaines les demandes de rapatriement jusqu'à fin 1938. Au final, deux tiers des enfants rentreront en Espagne après la guerre civile, les autres resteront en France, certains retrouvant leurs parents dans les camps de réfugiés. **M**

\* *La Cause des enfants. Humanitaire et politique pendant la guerre d'Espagne (1936-1939)*, de Célia Keren, Anamosa, 2025.

**Dorlotés par la CGT**

# Les enfants de la République espagnole

**PENDANT LA GUERRE CIVILE**, dont l'année 2026 célèbre les 90 ans, 15 000 enfants ont été évacués de la zone républicaine et accueillis dans des familles ou dans des colonies créées pour eux en France. **Par Audrey Levy**

Sur un cliché pris pendant la guerre civile espagnole (1936-1939), on aperçoit des enfants, esquissant, le poing levé, le salut républicain : âgés de 5 à 15 ans, ils sont originaires de la zone républicaine entre les mains du Front populaire, élu en février 1936. La guerre a à peine commencé qu'on prépare leur évacuation vers la France et leur placement dans des familles d'accueil. Leurs parents, issus des classes populaires, les ont placés à l'Assistance sociale. Les uns, avant que la guerre éclate ; les autres, parce que confrontés à une situation intenable : le père est mobilisé au combat, la mère doit travailler, les vivres manquent. Rejoignant les institutions de solidarité créées par les organisations de gauche, ces enfants seront évacués en priorité vers la France.

Après la tentative de coup d'État du 17 juillet 1936 contre la République espagnole, le gouvernement Léon Blum a beau se positionner en faveur de la non-intervention de

la France, un élan de solidarité se propage : les appels aux dons se multiplient et un Comité d'accueil aux enfants d'Espagne (CAEE) est créé en novembre 1936 par la Ligue des droits de l'homme et la CGT. « Cette cause permet de souder les organisations partenaires de la CGT sous une bannière humanitaire et apolitique », précise Célia Keren\*, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Des groupes d'enfants débarquent en France en janvier 1937, conduits par les autorités républicaines à la frontière, où ils seront récupérés par le secrétaire départemental de la CGT des Pyrénées-Orientales, transitant dans des colonies de vacances avant d'être répartis dans des familles. Reste qu'en mars 1937 le gouvernement espagnol change son fusil d'épaule. Craignant que les enfants soient « dénationalisés » et perdent l'usage de leur langue, il demande que des colonies



**Bénabar**

## “L'HÉROÏSME DE LA CLASSE MOYENNE SILENCIEUSE ME TOUCHE”

Après cinq ans de silence, le chanteur revient avec son onzième album, *le Soleil des absents*. “Exil” à Saint-Pierre-et-Miquelon, politique, snobisme de France Inter... l'autorevendiqué banlieusard de 56 ans se confie à “Marianne” avant de repartir en tournée le 18 avril.

Propos recueillis par **Benoît Franquebalme**



**Marianne :** *On vous a peu vu depuis l'album “On lâche pas l'affaire” (2021). Qu'avez-vous fait pendant ces cinq années ?*

**Bénabar :** Pas mal de choses... En novembre 2022, je suis notamment parti dans l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon pendant un mois. Avec l'arrivée de la cinquantaine et la fin de ma tournée précédente, j'avais besoin de recul et l'envie de faire un bilan. Même si je me méfie de ce terme. Les bilans, on les fait quand on veut, pas forcément à cause d'un chiffre. J'avais un fantasme littéraire lié à ce bout de France lointain dans le nord et la brume. J'y suis allé hors saison touristique. Là-bas, j'ai peaufiné les textes du *Soleil des absents* et écrit une comédie musicale inspirée de *la Peau de chagrin*, de Balzac. On la verra peut-être un jour.

**Vous étiez seul à Saint-Pierre-et-Miquelon ?**

Non, j'étais avec ma femme, puis mon régisseur. Je n'aime pas la solitude,

ou alors à très petites doses. Ça va un peu mieux en vieillissant mais seul je m'ennuie.

**Quelques mois plus tard, en septembre 2023, vous apprenez le suicide de Denis Grare, ami et accordéoniste...**

On avait commencé ensemble dans les bars en 1995 et je me suis demandé comment gérer sa disparition, tourner et faire de la musique sans lui... Denis a plané sur la réalisation de l'album. J'ai eu envie, malgré son absence, de faire un disque lucide, joyeux et déconneur. J'avais déjà dédié la chanson *les Mirabelles* à Jocelyn Quivrin [acteur décédé en 2009] en 2011. Mais je me méfie des chansons thérapie, ça peut être déplacé.

**Vous avez 56 ans, un âge où la pensée de la mort nous visite plus souvent. Vous y pensez ?**

Bien sûr. Avec une volonté affirmée d'être lucide mais de ne pas me

laisser aller à une déprime facile et ennuyeuse. Je trouve aussi bête d'être optimiste que d'être pessimiste. Chez moi, apprécier le côté positif est une gymnastique car je vois surtout le verre vide. J'apprécie la chance d'avoir encore mes parents, c'est un cadeau pour mes mômes qui peuvent les côtoyer. Mon père a 96 ans, il est atteint de la maladie d'Alzheimer.

**Votre propre grand-père a émigré d'Italie pour Thiais (Val-de-Marne) à la fin des années 1920...**

Oui, il était tailleur de pierres tombales et communiste. Grâce à lui, j'ai une tendresse atavique pour les communistes. Mais je n'ai jamais été tenté par le PCF ou l'extrême gauche. Je n'ai jamais été anar. En revanche, j'ai le sentiment d'être de gauche comme certains sont bretons. C'est comme ça puis c'est tout. J'ai été élevé là-dedans.

**C'est pour ça que vous avez récemment regretté être ignoré par France Inter et Télérama ?**

### “LE SOLEIL DES ABSENTS”

Qu'on aime ou pas Bénabar, il faut lui reconnaître constance et sincérité. Trente ans après ses débuts, le chanteur, auteur et compositeur aux trois millions et demi de disques vendus et aux 2 000 concerts continue d'observer avec autodérision et mélancolie le temps qui passe et ses contemporains. L'album *Le Soleil des absents* est à son meilleur quand il chronique la tendre insolence de ses enfants devenus grands (*Une playlist de daron*), loue l'authenticité de Saint-Pierre-et-Miquelon (*les Mayous*) ou déclare sa flamme à son Val-de-Marne chéri (*Ma banlieue vue de drone*). On est moins clients de son duo fadasse avec Pascal Obispo sur *Reste-t-il du bonheur*. Mais il reste largement assez de bonheur sur ce disque pour apprécier le travail de l'artisan modeste et émouvant. **B.F.**

J'ai grandi avec *Télérama* sur la table basse et France Inter en fond sonore permanent. Plus tard, j'ai longtemps été abonné à *Libération* et au *Nouvel Obs*. La classe moyenne de gauche banlieusarde, c'est mon éducation. Je suis critique d'Inter par déception car je voue un culte au service public, qui est indispensable. Je suis content de l'avoir dit, je l'avais sur le cœur. France Inter est un joyau du service public et doit s'adresser à tout le monde. Il n'y a pas un bon et un mauvais public. D'ailleurs, France TV, le réseau Ici ou France Culture font très bien leur travail.

### Dans la chanson “Ma banlieue vue de drone”, vous célébrez la banlieue ouvrière où vous avez grandi...

Et cette classe moyenne silencieuse qui est ma famille et mon enfance. Son héroïsme me touche beaucoup. On ne s'adresse à elle que pour les élections, alors qu'être silencieux ne signifie pas ne rien avoir à dire. Il y a une injustice car vous, les journalistes, ne parlez pas de ce qui se passe de bien dans les cités et de cette banlieue plus discrète.

### C'est une chanson engagée ?

Non, la chanson engagée a un côté donneur de leçons. Je ne vois pas

l'intérêt de dire ce qu'il faut penser. Je déteste qu'on me donne des leçons, donc je ne vais pas en donner aux autres. Il y a une différence entre dire ce qu'on pense et dire aux autres ce qu'ils doivent penser. Je suis agacé par tous ceux, artistes ou pas, qui prétendent savoir mieux que les autres. Et que leur avis est plus important. « C'est bien ou c'est pas bien » n'est pas un argument.

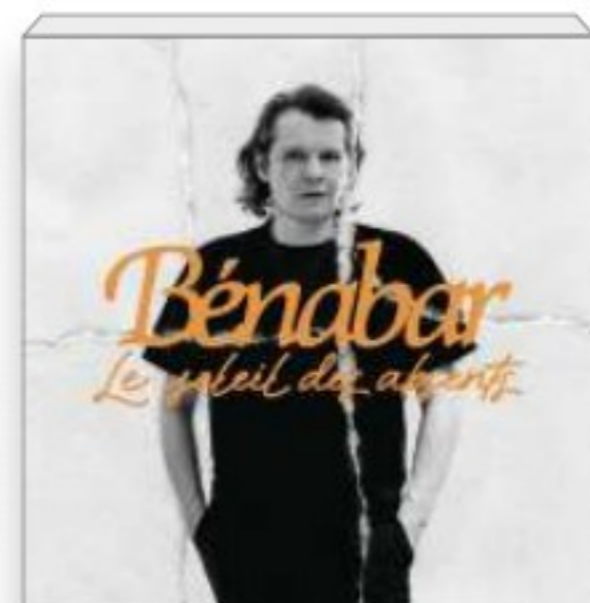
### Donc, à la maison, vous ne dites pas à vos enfants ce qu'ils doivent penser ?

Non ! Comme moi, ils ne sont pas militants. Je ne vote pas au hasard mais je n'ai jamais mis les pieds dans un meeting. Mes enfants sont plus sensibles aux questions de mœurs ou d'égalité. Avec ma fille de 16 ans, le côté Louise Michel est très présent à la maison. C'est assez réjouissant. Parler politique n'est pas sale, c'est sain au contraire. Elle est trop importante pour la laisser aux politiciens. Cliver à tout-va, ça les aide quand ils n'ont pas grand-chose à dire.

### Vous partez sur la route le 18 avril. Comment se renouveler après trente ans de tournées ?

Il faut d'abord se dire que, contrairement à ce que j'ai déjà entendu, il n'y a pas de public difficile. C'est le chanteur qui est bon ou mauvais. Pour compenser l'absence de Denis, on a rajouté des musiciens, des cuivres, un décor, des costumes... Ce sera entre le cirque, la variété et la comédie musicale. Je suis très attaché à l'idée de ne pas faire de différence entre le divertissement et la culture. Ça me travaille. Personnellement, je vois pas mal de spectacles. Mais une soirée Badoit à m'endormir devant le journal de France 3 me va aussi. Il faut accepter ce genre de soirées. **M**

Bénabar est en tournée du 18 avril au 13 décembre. [www.benabar-officiel.com](http://www.benabar-officiel.com)



*Le Soleil des absents*, RCA, 15,99 € en CD.



**BATAILLE**  
culturelle

de **Thibaut Solano**

## Faure et fier

« Bravo Theodora, merci pour cet art ! Tu es la fierté de la France. » Ainsi tweetait Olivier Faure, le patron du parti socialiste, après le sacre de la chanteuse aux Victoires de la musique. Le genre de messages qu'on publie généralement dans le cadre d'une compétition internationale et non pour une cérémonie franco-française de plus en plus riquiqui, au vu de son audimat – le plus faible de son histoire. Pourquoi être fier de Theodora et pas d'un autre lauréat ? Est-ce une réponse aux lamentables attaques racistes qui la visent sur les réseaux sociaux ? Un hommage à son remarquable parcours de transfuge de classe ? Ou juste un geste paternaliste, opportuniste et bien-pensant – il faudrait forcément aimer Theodora puisqu'elle coche toutes les cases du néoprogessisme ? D'ailleurs, dans la presse de gauche biberonnée à Twitter, ceux qui n'aiment pas sa musique ou qui ne comprennent qu'un mot sur trois quand elle chante sont automatiquement qualifiés, au mieux de « réac », au pire de « racistes », quand bien même ils se contrefichent de ses origines. La même cause – l'obsession de la couleur de peau – provoque les mêmes effets avec la « Star Academy », où, chaque fois qu'une candidate « racisée » est évincée par les votes du public, nous avons le droit au couplet : « La France est facho. » C'est aussi le discours que tient Theodora lorsqu'elle affirme, dans la presse américaine, que « personne n'aime les filles noires » en France et qu'on « vit dans un pays raciste ». Personne ? Vu son incontestable succès, on pourrait au moins nuancer ce jugement un brin expéditif. Comme on pourrait s'interroger sur l'iconisation de la jeune femme, du PS à LFI, alors que son culte du fric et du paraître, brandi de textes en concerts, paraît peu compatible avec les valeurs de gauche. C'est d'ailleurs elle qui le dit le mieux dans *l'Humanité* : « Je ne suis pas une icône de la gauche. Je ne pourrais pas prétendre en être une et après parler de talons Louboutin. » Mais quand la gauche marche à côté de ses pompes, tout est possible. **M**



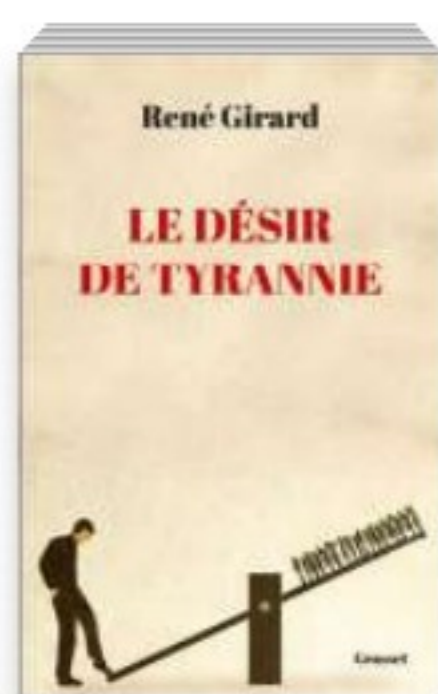
**On a lu pour vous**

## René Girard, l'autre "French theory" ?

Un recueil de textes permet de comprendre la pensée de l'anthropologue devenu, malgré lui, une référence de la droite dure américaine. **Par Kévin Boucaud-Victoire**

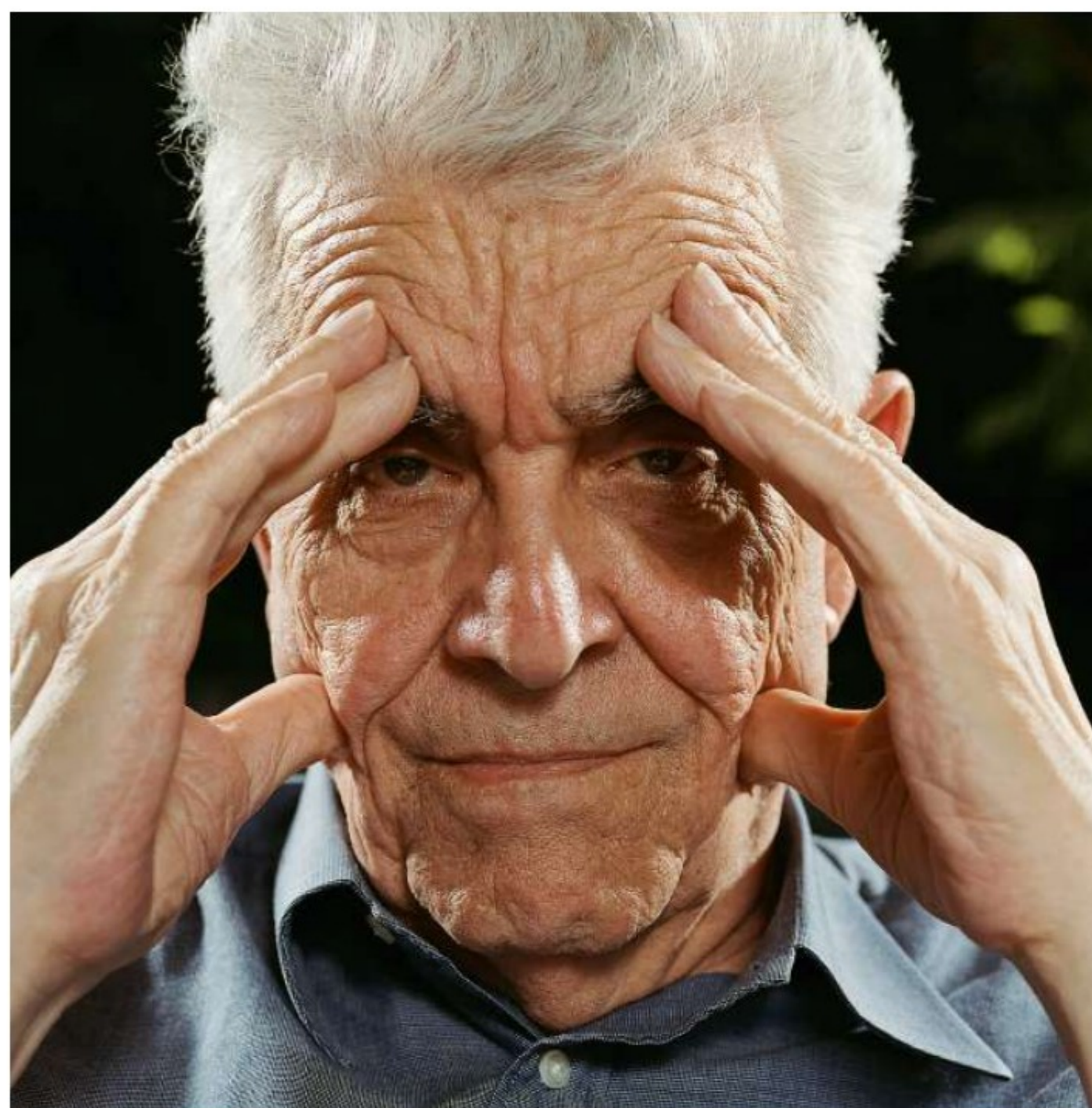
**A**utomne 1966, l'université de Baltimore ne sait pas qu'elle va être le théâtre d'une véritable révolution intellectuelle et politique. Un petit groupe d'universitaires français est invité à un colloque, au départ confidentiel, intitulé « The Languages of Criticism and the Sciences of Man ». Un jeune intellectuel, qui a effectué une partie de ses études à Harvard, s'illustre. Son nom ? Jacques Derrida, aujourd'hui connu pour avoir forgé le concept de « déconstruction ». Ce jour-là, le Français annonce le dépassement du « structuralisme » - courant universitaire alors dominant. Peu à peu, les campus américains vont se passionner pour cette nouvelle pensée « postmoderne », qui annonce la fin des grands récits, dénonce les rapports de domination et célèbre la déconstruction. Alors que, dans les années 1970, l'Hexagone n'a d'yeux que pour le marxisme, Jacques Derrida, Michel Foucault et Gilles Deleuze deviennent des prophètes outre-Atlantique. Naît ainsi la « French theory », une des principales sources de ce qui est nommé le « wokisme ».

**Le Désir de tyrannie,** de René Girard, Grasset, 160 p., 12 €.



### La contre-révolution

Mais en 2026, les États-Unis sont surtout l'épicentre d'une contre-révolution, dont Donald Trump est le symbole. Une partie de cette néo-réaction prétend s'appuyer sur un autre intellectuel français, lui aussi présent au fameux colloque de Baltimore : René Girard. Un auteur, décédé en 2015, qui est souvent commenté,



mais peu compris, et dont la pensée aide à saisir les structures des sociétés, ainsi que les mécanismes d'asservissement. *Le Désir de tyrannie*, recueil de textes assemblés par un de ses plus grands spécialistes, Benoît Chantre, nous aide à mieux le cerner.

Venu de la littérature, René Girard s'intéresse peu à peu à l'anthropologie, à la philosophie et à la théologie. À partir de l'étude des textes de Stendhal, Flaubert, Dostoïevski ou encore Shakespeare, il forge le concept de « désir mimétique » : nos désirs « s'enracinent non dans leurs objets ou en nous-mêmes, mais dans un tiers, le modèle ou le médiateur, dont nous imitons le désir dans l'espoir de lui ressembler ». Dit plus simple, « l'homme désire toujours selon le désir de l'Autre ». Un processus qui peut mener à la violence, par la rivalité qu'elle engendre. C'est là qu'intervient sa « théorie du bouc émissaire ». Pour que la société puisse survivre, elle doit déplacer cette violence, remplacer le « tous contre tous » par le « tous contre un ». La beauté du christianisme, pour René Girard, c'est d'avoir montré, à travers la figure du Christ, que le bouc émissaire, la victime expiatoire, était

innocent... Des réflexions stimulantes, mais qui semblent sans rapport avec les néoréactionnaires états-uniens.

### Vance et Thiel

1<sup>er</sup> avril 2020, l'actuel vice-président américain J. D. Vance raconte sa conversion au catholicisme dans un texte intitulé *How I Joined the Resistance* (« Comment j'ai rejoint la résistance »), publiée par la revue catholique *The Lamp*. Il évoque l'influence d'Augustin d'Hippone (354-430), illustre père et docteur de l'Église et son célèbre *la Cité de Dieu*. Il cite aussi... René Girard, qu'il aurait découvert grâce à son employeur de l'époque, Peter Thiel, figure néoréactionnaire importante. Ce dernier a eu le Français comme professeur à l'université de Stanford. Il voit dans le « désir mimétique » une clé d'explication de l'économie numérique, stimulée par la compétition. De son côté, Vance perçoit chez René Girard une anthropologie alternative au matérialisme de la gauche, qui explique tout, selon lui, par la pauvreté. Pas suffisant néanmoins pour faire de ce « gaulliste de gauche » un précurseur de la nouvelle pensée réactionnaire... **M**

## Sur le grill

# Un steak dans la chaussure

En recommandant une simple limitation de la consommation de viande, la feuille de route du gouvernement affiche un objectif mi-vache, mi-cochon, peu contraignant.

**D**evinette. Qui vient de voter en faveur de l'interdiction de la viande sur les panneaux publicitaires dans son espace public et son réseau de transport ? Vous ne trouvez pas ? C'est normal car les médias français ont peu relayé cette mesure qui a été prise dans un pays voisin. Elle a été décidée fin janvier par le conseil municipal d'Amsterdam. La capitale néerlandaise devient ainsi la sixième grande ville des Pays-Bas à bannir la promotion des produits carnés – et de ceux qui sont issus des énergies fossiles – au nom de la protection de la santé et de la lutte contre le réchauffement climatique.

En France, une telle réglementation déclencherait aussitôt une guerre des tranchées. Avec, d'un côté, ses partisans, qui y verraient une suite naturelle à l'interdiction de la publicité pour le tabac et à la restriction de la pub en faveur de l'alcool. De l'autre, ses opposants, pour qui il s'agirait d'une atteinte inadmissible à la liberté de choisir le contenu de son assiette. Mais que l'on soit pour ou contre, ce choix politique assumé de nos voisins illustre par contraste à quel point les pouvoirs publics français s'engagent sur cette question avec une prudence de sioux. Dévoilée par le gouvernement le 11 de ce mois, la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc) ambitionne de garantir une alimentation saine à la population tout en limitant les gaz à effet de serre d'ici à 2030. Pour y parvenir,

**L'absence d'objectifs chiffrés et de politiques publiques volontaristes limite la portée du texte.**

le document préconise notamment « *une consommation limitée de viandes hors volaille et de charcuterie* ». L'expression tout en modération permet d'éviter soigneusement le mot qui fâche de « réduction » et qui se trouvait dans la version initiale. Le choix sémantique et l'usage de la périphrase sont révélateurs des fortes oppositions auxquelles cette feuille de route, qui a été rendue publique avec plus de deux ans et demi de retard, s'est heurtée. Alors même que les produits d'origine animale comptent pour 61 % de l'empreinte carbone de l'alimentation des Français.

### Réactions discrètes

En septembre, la conférence de presse au cours de laquelle la Snanc devait être annoncée avait même été annulée quelques heures avant sa tenue. Un énième désaccord avait émergé au sein du gouvernement à la dernière minute : le cabinet de François Bayrou avait remplacé le terme « réduction » de consommation de viande par l'expression

« consommation de viande équilibrée ». Les ministères de la Santé et de la Transition écologique avaient jugé cette modification unilatérale inacceptable.

Avec sa formulation de « consommation limitée », la version définitive de la Snanc satisfait les filières agroalimentaires et les principaux syndicats agricoles, FNSEA en tête, à en juger par leurs réactions plus que discrètes. L'absence d'objectifs chiffrés et de politiques publiques volontaristes qui favoriseraient les changements d'habitudes alimentaires et de soutenir les éleveurs en difficulté limite de toute façon la portée du texte. La seule baisse mentionnée concerne celle des importations. Un signal d'apaisement pour la filière de l'élevage, qui craint la concurrence des viandes en provenance des pays du Mercosur et est éprouvée par la crise de la dermatose nodulaire. À quelques jours de l'ouverture du Salon de l'agriculture, le gouvernement n'allait pas prendre le risque de relancer la fronde agricole. **M**



# QUELLE ÉPOQUE !

# Le jeu des 7 nouveaux

Mode, littérature, musique... Nouveau casting, nouvelles règles : voici la relève incarnée par sept arrivées qui redistribuent les cartes des boomers. **Par Valérie Abécassis**

## 1 Victor Malzac, le nouveau Robbe-Grillet

Dans les années 1950, un groupe d'écrivains publiés aux Éditions de Minuit rejetaient les bases du roman classique, type Balzac. Dix ans plus tard, en sortant *Pour un Nouveau Roman*, Alain Robbe-Grillet, à 41 ans, devenait le théoricien de ce mouvement qui pulvérisait les codes littéraires. Aujourd'hui, à 27 ans, Victor Malzac\*, poète, romancier, fan de skate et de jeux vidéo, élevé à Saint-Georges-d'Orques, agrégé et normalien, chamboule lui aussi la littérature de l'intérieur avec ce genre de phrase : « *Ne sois pas un clochard, super playstationz 64, it is the pleasure of playstationz, xpz-3000, ultra 720, infinite, porno, porno, kfz...* » « *La 20<sup>e</sup> heure* », « *Le masque* », *Livres Hebdo*, tout le monde littéraire crie au génie, et l'imperturbable Jean Birnbaum, pour *le Monde des livres*, s'est laissé aller à un peu d'excitation : « *Il laissera une trace dans l'histoire de la langue française* », C'est dire.

## 2 Polène, le nouvel Hermès

Le 10 juillet 2025, un footballeur japonais absolument inconnu s'offrait pour 8,6 millions d'euros le tout premier sac Birkin de l'histoire. Un an auparavant, le célèbre magazine « 60 Minutes » de CBS demandait à Pierre-Alexis Dumas (directeur artistique d'Hermès International et accessoirement fils de Jean-Louis, créateur en 1986 du fameux sac Birkin) si, par hasard, la marque ne jouait pas la stratégie de la rareté par pur marketing. La question reposait sur les listes d'attente pour obtenir un rendez-vous afin d'avoir la possibilité d'espérer au bout de plusieurs années un Birkin pas forcément dans la taille ni la couleur voulue. Bien sûr que non, répondit l'élégant.

Or, pour 135 000 fois moins cher et tout aussi luxueux que le Birkin du footballeur nippon, il y a Polène. La nouvelle marque de maroquinerie haut de gamme. Fait main, en France, comme Hermès. Polène, fondée par

trois frères et sœurs, est devenue en dix ans la référence respectée du cuir. TikTok et « Emily in Paris » s'en sont mêlées, les files d'attente devant la boutique sont exactement comme celles d'Hermès, mais, au moins, on est sûrs de sortir avec le sac qu'on voulait.

## 3 Willy Chavarria, le nouveau John Galliano

Il y a toujours, dans l'histoire de la mode, une figure qui dépasse le vêtement. Il y avait John Galliano, cet enchanteur outrancier aussi doué que fou, voici Willy Chavarria, créateur mexicano-américain dont le dernier défilé-performance-movie-live a été LA sensation de la semaine hommes. On y a croisé Romeo Beckham et Farida Khelfa, Instagram en a été tout fébrile. Galliano faisait de la mode un show, Chavarria en fait un acte politique. Il n'engage que des mannequins qui ne doivent pas être représentés par une agence (tout le monde peut en être)



sauf qu'il faut mesurer plus de 1,78 m (sic). Willy Chavarria a fondé sa marque en 2015 et s'est peu à peu imposé comme un trublion anti-Trump, anti-ICE.

#### 4 **Nicolas Fraiseau,** **le nouveau** **Achille Zavatta**

Achille Zavatta s'est suicidé à 78 ans à Ouzouer-des-Champs, le roi des clowns ne supportait plus sa dialyse et préférait que l'on gardât de lui l'image du roi du cirque qu'il fut. Le monde fermé des circassiens vient de propulser une nouvelle star de la piste aux étoiles, Nicolas Fraiseau, 30 ans, acrobate, metteur en scène, sorti tout droit du Centre national des arts du cirque de Châlons-en-Champagne et à qui l'on ne souhaite pas la même fin que Zavatta mais la même carrière. Son credo : la chute, la catastrophe, la pyrotechnie aussi. Fraiseau, qui n'a pas de compte Instagram, se définit comme « chef d'orchestre des accidents », l'un de ses tours est l'escalade d'un mât chinois sur un tapis instable, le mât se brise, l'acrobate chute et regrippe à nouveau. Il a son monde, une troupe, un chapiteau de 16 mètres avec 200 places, un spectacle qui s'appelle *Ignis* et qui va de ville en ville conjurer le burlesque au tragique.

#### 5 **Adut Akech,** **la nouvelle** **Naomi Campbell**

Naomi Campbell, la tigresse aux jambes kilométriques, adoptée par Peter Lindbergh, propulsée par en 1991 par Gianni Versace aux côtés de Christy Turlington, Cindy Crawford, Tatjana Patitz, Linda Evangelista et Carla Bruni, a appartenu au club fermé des six supermodels (ne jamais se lever à moins

de 10 000 dollars/jour). Mais bien des défilés, campagnes, jet-set, flirts et condamnations (pour agression à quatre reprises entre 1998 et 2009) plus tard, la voilà presque assagie en photo avec sa dauphine : Adut Akech, son contraire. Née au Soudan, enfance au Kenya, égérie du parfum Valentino, cover-girl de huit numéros *Vogue*. Cette beauté sage a notamment incarné la mariée Chanel en 2019 et été sacrée mannequin de l'année en 2018.

#### 6 **Theodora,** **la nouvelle** **Aya Nakamura**

Quatre trophées pour Theodora aux Victoires de la musique. Un vrai sacre pour la Boss Lady franco-congolaise née en Suisse, 23 ans et 684 000 abonnés sur Insta. La route n'est plus si longue pour dépasser la master franco-malienne Aya Nakamura 4,6 millions de fans sur Insta (seule artiste française aux milliards de vues sur YouTube). Celle-ci a réveillé la France avec le reggaeton, Theodora, elle, a révélé le bouyon (un style de la Dominique). La jeune star née dans une famille d'opposants politiques coche toutes les cases de l'époque : engagement sur l'identité féminine noire, santé mentale, harcèlement et violences sexuelles. Theodora a été sacrée artiste féminine francophone la plus écoutée en France selon *Billboard* et disque d'or 2025. Son dernier coup : être invitée par Gims sur le titre *Spa*, et même si la Toile trouve que c'est pompé sur Shakira, le morceau bouge pas mal. Enfin, à ceux qui se demandent ce que signifie « BBL » accolé à son nom, c'est : Brazilian Butt Lift (augmentation du volume fessier), soit Big Boss Lady, soit Bad Boy Lovestory. Au choix.

#### 7 **Antoine Arnault,** **le nouveau** **Bernard Arnault**

Attention, nous ne savons absolument rien de la succession LVMH. Delphine, Antoine, Alexandre... qui des cinq enfants se substituera au patron du premier groupe de luxe mondial ? On l'ignore, mais alors, complètement (et il n'est pas dit qu'à cette heure le puissant Bernard le sache aussi). En revanche, on peut s'amuser, et, dans le joli monde des stars et des pipoles, le fun ultime ce sont les concours de sosies. Pedro Pascal, Harry Styles et surtout Timothée Chalamet ont fait des buzz mondiaux en participant à leur propre concours de sosies. Bref, la nouvelle tendance nous amène à suggérer à la placide famille Arnault une activité. Bien sûr, on n'imagine pas trop le chef de clan ouvrir son propre concours avenue Montaigne et faire des selfies ensuite sur le trottoir, mais on pourrait lui suggérer d'en faire un en petit comité. Une enquête du *Monde* datant de 2021 révèle que le père réunit ses petits une fois par mois dans un des salons du neuvième étage au 22, avenue Montaigne. Dans des discussions stratégiques mais *quiet luxury* autour de Dior, de Berluti, de Loro Piana, d'Augustinus Bader, du Paris FC ou de Rimowa, ils compareraient la courtoisie glaciale, les sourcils broussailleux, les centimètres de front, les profondeurs de bleus acier des yeux et les silhouettes leptosomes (un genre de filiforme mais chic), et, à ce jeu, c'est Antoine qui gagnerait haut la main. Croyez-nous, sosie chez les Arnault, c'est beaucoup plus rigolo que les 39 épisodes de la série « Succession », plus haut de gamme. Plus français. **M**

\* *Le Monstre mur, les Corps conducteurs, Lessive, Le Castor astral.*



**Mieux vaut  
en rire!**

Gisèle Pelicot sort un livre



## La République en armes

Les fanatiques de basket américains ont pu observer une bizarrerie lors de la présentation du Français Victor Wembanyama à l'occasion du NBA All-Star Game : sur les écrans géants, une carte de la France avec des frontières ressemblant drôlement à celles de 1800, à l'époque où la Belgique était sous notre contrôle. Ça nous va tout à fait si l'on revient à cette époque où la Louisiane, avant sa vente en 1803, nous appartenait encore.

### CHRONIQUE DE LA MODERNITÉ

La chaîne M6 a consacré un reportage à Mélanie, une infirmière de 31 ans qui paye 10 € par mois pour qu'une intelligence artificielle réponde à ses messages comme si c'était son amoureux. Après avoir choisi ses caractéristiques physiques, elle est devenue amoureuse de la fausse personne et échange même des « mots doux et coquins » avec elle. Il faut vraiment attribuer de toute urgence des milliards d'euros à la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

Ça fera ça de moins à voler au prochain cambriolage.

### 1936

Grande nouvelle dans la lutte contre le fascisme ! Le directeur de *l'Humanité* a annoncé la sortie d'un magazine hors-série réalisé en collaboration avec les médias Blast, Radio Nova, StreetPress et *les Inrocks* pour « faire front commun contre l'extrême droite ». Si une alliance de médias lus uniquement par des gens de gauche ne suffit pas à vaincre le mal, on ne sait plus quoi faire !

### DES NOUVELLES DU COUPLE

Les Allemands sont formidables. Voilà qu'ils accusent la France de faire des efforts « insuffisants » pour augmenter ses dépenses de défense. On veut bien concéder qu'il y a encore du boulot avant d'être

### CASSE DE LUXE

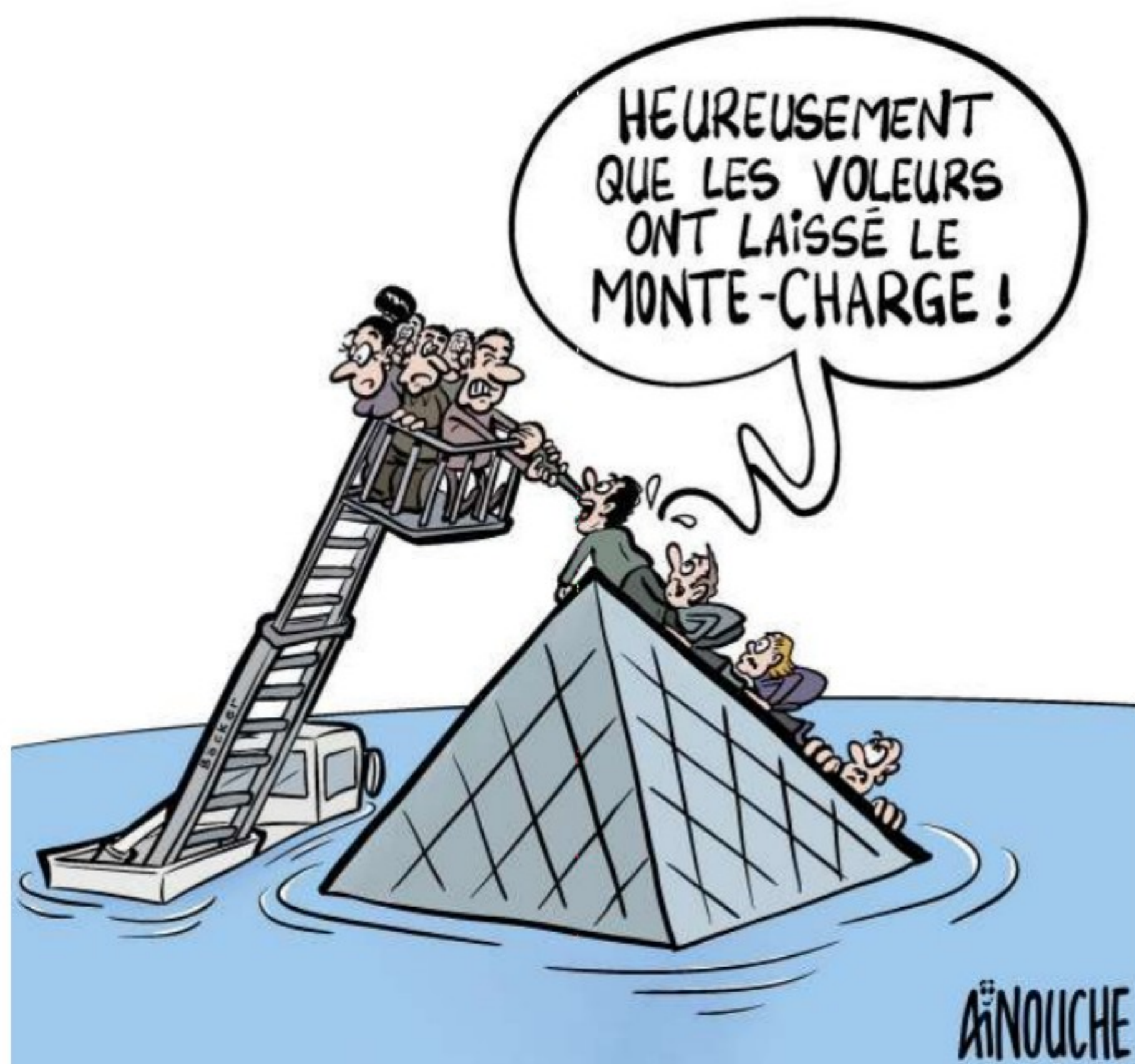
Nouvelle « situation d'urgence » au musée du Louvre : une inondation a touché l'une des ailes où sont stockés plusieurs tableaux « remontant jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle ».

### Anales d'histoires

“Ciblées par la préfecture de police, les soirées gang bangs parisiennes vont pouvoir reprendre”,

nous informe *le Parisien* dans son article quasi hebdomadaire sur le sujet. Il y a une certaine logique à voir autant de retournements et de va-et-vient au sujet de « soirées gang bangs ».

## LE MUSÉE DU LOUVRE TOUCHÉ PAR UNE INONDATION



## ANA-LOGIQUE

Le *Parisien* constate dans un de ses papiers que les collégiens « ont du mal à déchiffrer les aiguilles d'un cadran », trop habitués à lire l'heure sur des écrans. Si on ajoute à ça les difficultés à lire un texte, à exprimer une idée simple et à ne pas poignarder son professeur à la moindre contradiction, on est tenté de dire que l'évolution est repartie en sens inverse et qu'on redevient des singes.

totallement autonomes, mais entendre ce reproche de la part d'un pays qui a cédé la défense de son territoire à Washington pendant des années avant de se réarmer en... achetant des F-35, il ne faut peut-être pas pousser.

### ON NE PEUT PLUS RIEN LIRE

Les talibans ont encore décidé d'accroître leur contrôle sur la gent féminine. En Afghanistan, il est désormais interdit aux femmes de se maquiller, d'utiliser du shampoing ou encore de rire. Heureusement pour elles, la lecture des pages « Mieux vaut en rire » de *Marianne* était sans doute déjà tombée en désuétude depuis un moment.

### CRAQUANT

La chanteuse mondialement connue Dua Lipa a créé un petit événement en Bretagne en postant une photo de son Caddie rempli de paquets de chips de la marque Brets. Les Normands ont le mont

Saint-Michel, les Bretons ont des chips goût tartiflette. Signé : un Normand.

### "IT'S A TRAP"

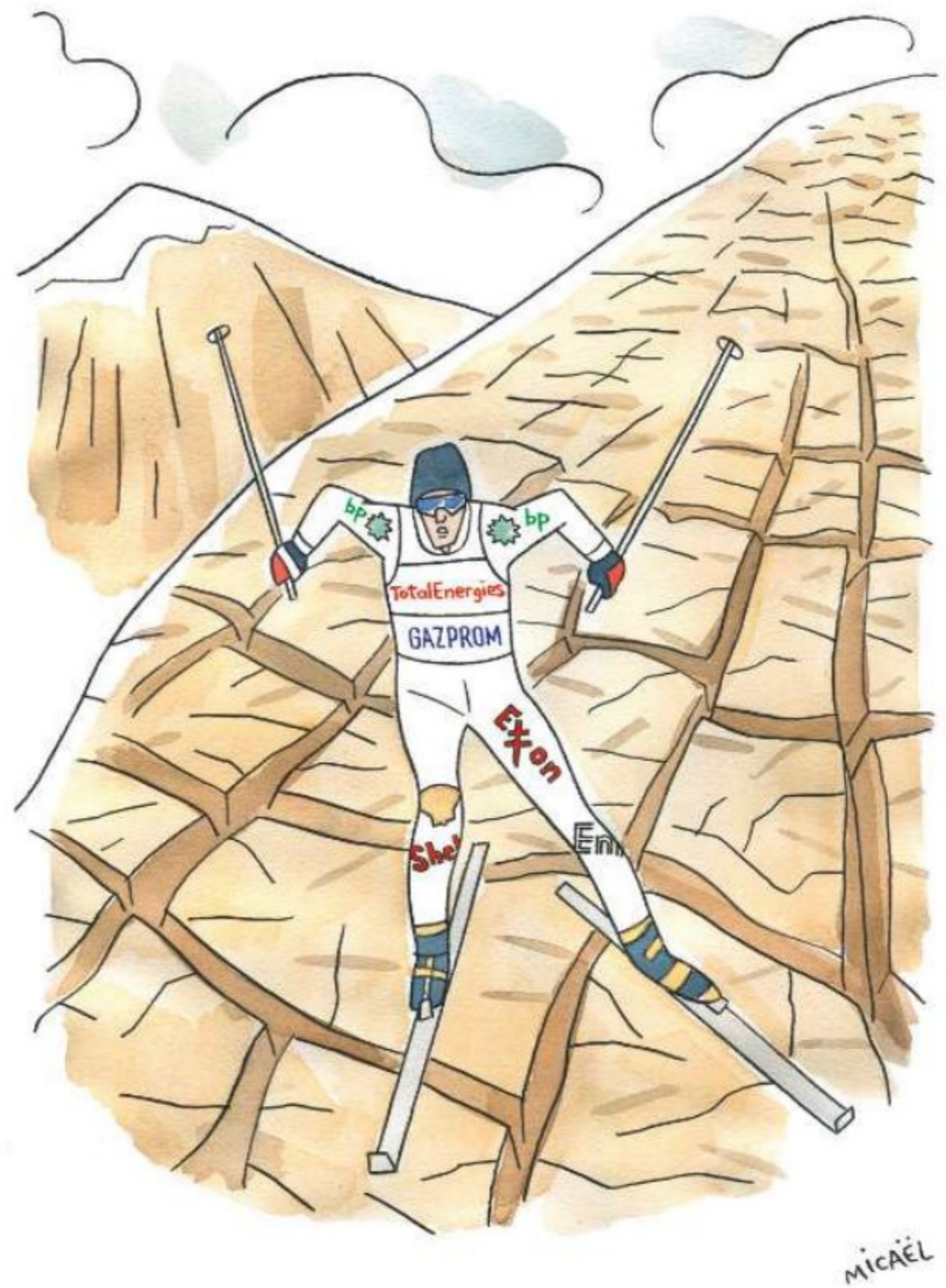
Donald Trump a annoncé son intention de réunir les dirigeants d'Amérique latine à Miami le 7 mars. On ignore encore pour quelle raison. C'est peut-être un piège pour tous les kidnapper sans se donner la peine d'envoyer des hélicoptères et des forces spéciales.

### PRIORITÉS

D'après la presse économique, le milliardaire tchèque Daniel Kretínský prépare une offre publique d'achat sur Fnac-Darty, proposant de prendre le contrôle de l'entreprise en déboursant près de 230 millions d'euros pour détenir 50 % de son capital. Comme M. Kretínský se trouve être l'actionnaire majoritaire de *Marianne*, la rédaction suggère un premier investissement qui consisterait à remplacer la bâche de la terrasse, celle-ci étant trouée depuis plusieurs mois.

## Aristocratie électorale

Dans un article consacré aux candidats et propositions insolites des élections municipales de 2026, RTL pointe notamment le cas de Sainte-Léocadie, commune qui compte environ 150 âmes et où le maire sortant, qui a enchaîné neuf mandats, est lui-même fils et petit-fils des anciens édiles. Si l'élu actuel ne se représente pas, son fils ne prendra pas le relais, assure *Ouest-France*. Ouf, on échappe de peu à une révolution.



# ÇA CANDIDATE À L'INSTITUT DU MONDE ARABE.



## Baron pas rouge

Le Comité international olympique s'est offert une petite polémique sur un plateau à l'occasion des JO d'hiver 2026 : sur sa boutique en ligne, le CIO a mis en vente des tee-shirts représentant les Jeux de Berlin, en 1936. L'événement avait été largement politisé au service de la propagande nazie. Ce n'est pas vraiment l'esprit Coubertin, même si le baron qui a créé les JO modernes n'était lui-même pas le dernier à féliciter l'Allemagne pour la bonne organisation de ses Jeux.

## RAFALE DANS LE VENT

Sur X, Marine Le Pen s'est fendue d'un tweet patriotique pour vanter nos précieux Rafale après l'annonce de l'achat de 114 d'entre eux par l'Inde. Les internautes ont habilement rappelé à la politicienne qu'elle avait qualifié l'avion de « cadavre qui ne se vend plus » en 2014. Visionnaire.

poils d'aisselle dans l'assiette pour bénéficier d'une ristourne. Heureusement qu'il n'avait pas les dessous de bras tondus, sinon imaginez où il aurait pris les poils...

## ANNIVERSAIRE

C'est un 19 février, en l'an 197, qu'a eu lieu une grande bataille à Lugdunum, c'est-à-dire Lyon. La ville avait embrassé la cause de Clodius Albinus, qui avait usurpé le titre de César pendant près de trois ans au détriment de Septime Sévère. Il n'y a pas à dire, les bagarres à Lyon, c'était mieux avant.

## HISTOIRE DE POILU

On croise vraiment de drôles d'animaux en Australie. *La Dépêche* nous apprend qu'une famille a été prise la main dans le sac en train de mentir pour ne pas payer son repas dans un restaurant : le père a été filmé par les caméras de surveillance en train de mettre ses propres

## CONSEIL SANTÉ

Robert Francis Kennedy Jr., l'actuel secrétaire à la Santé des États-Unis, plutôt connu pour ses positions antivax, a eu

T'INQUIÈTE PAS, TU SERAS AVEC DES HOMMES!



## PARIS A TOUT COMPRIS

Depuis la bourde de Knafo, qui croyait que le passe Navigo coûtait 50 € par an, les journalistes télé aiment faire des petits quiz aux candidats à la Mairie de Paris. Dernier en date sur France Info, où la présentatrice a demandé à Thierry Mariani la date de mise en service du premier métro parisien, avant de l'informer que la première ligne était « la ligne 1 ». Nous sommes ravis d'apprendre que l'on n'a pas commencé par la ligne 13.

## SANTÉ MENTALE

Le média en ligne 20 Minutes apporte une nouvelle pierre au débat public : « Et si on créait un congé pour ruptures et chagrins d'amour ? » Proposition intéressante mais quelque peu stigmatisante pour les collègues qui multiplient les gastros et n'ont pas le luxe de partir en arrêt parce qu'ils ont une vie sentimentale rythmée.

cette phrase rassurante pour tous les hypocondriaques : « Je n'ai pas peur des microbes. Avant, je sniffais de la cocaïne sur les sièges des toilettes. » Maintenant vous savez que si vous voulez que votre enfant devienne ministre, il ne faut pas le mettre à la lecture mais à la coke.

## ANCIEN MONDE

À l'occasion de l'officialisation de sa candidature pour l'élection présidentielle de 2027, Bruno Retailleau a affirmé dans un entretien sur LCI qu'il fallait « tronçonner », promettant de relancer la réforme des retraites et de réduire le nombre de fonctionnaires « aux alentours de 250 000 ». Dans un monde aussi mouvant que le nôtre, cela fait plaisir d'avoir un rocher, un havre de stabilité : à chaque élection depuis trente ans, la droite dit qu'on doit travailler jusqu'à la mort et supprimer des fonctionnaires par millions.

## ROYAUME TRÈS UNI

Décidément, nos voisins d'outre-Manche ont franchi un cap. Leur National Health Service, c'est-à-dire le service public de santé britannique, a appelé à ne pas

« stigmatiser » certaines cultures en décourageant les mariages entre cousins germains. Paradoxal : au nom du progrès, le royaume revient au Moyen Âge.

## RECONVERSION

Selon RTL, l'homme de 47 ans qui a été abattu, vendredi 13 février, sous l'Arc de Triomphe après avoir attaqué des gendarmes avec un couteau, suivait un programme de déradicalisation après avoir purgé une première peine de dix-sept ans de prison, en Belgique, pour avoir... poignardé des policiers. Il faut voir le positif : il avait déjà changé de pays et de victimes. On progresse.

## DROITE, ULTRAGAUCHE, DROITE

On sait que les communicants ne sont pas des intellectuels, mais enfin, quand même... Lundi 16 février, le compte Instagram de soutien à la campagne d'Édouard Philippe pour l'élection municipale du Havre a décidé de poster une vidéo du maire sortant en train de s'entraîner à la boxe. Deux jours seulement après le lynchage qui a causé la mort de Quentin D. à Lyon, ce n'est pas forcément le moment le plus idoine.

## Le choix dans la date

Encore une question de temporalité : outre-Rhin, l'AfD, parti d'extrême droite, a provoqué une petite polémique (encore une !) en proposant à ses adhérents d'organiser son congrès fédéral à Erfurt, ville de Thuringe, un siècle, jour pour jour après l'un des meetings fondateurs du parti d'Adolf Hitler. Coïncidence ? Si oui, ce n'est tout de même vraiment pas de chance quand on est déjà accusé d'être un parti de nazis.

## MERZ VEUT FAIRE DE L'ARMÉE ALLEMANDE "L'ARMÉE LA PLUS PUISSANTE D'EUROPE"



## CLIMATOFATALISME



Réagissez en écrivant à *Marianne* : [lecteurs@journal-marianne.com](mailto:lecteurs@journal-marianne.com) / "Journal des lecteurs", 28 rue Broca, 75005 Paris

## LE PLUS LU SUR *marianne.net*

1. «Un changement de dernière minute» : comment Laurent Nuñez a décidé de se rendre à Alger sans condition
2. Info "Marianne" : Gallimard suspend la parution du prochain livre de Jack Lang, "Ma vie avec François Mitterrand"
3. Départ de Morandini : Vincent Bolloré pris au piège de ses propres valeurs



## Ça vous a fait RÉAGIR

### THEODORA, L'ÉGÉRIE DE LA GAUCHE CULTURELLE, REINE DES VICTOIRES : LA DÉFAITE DE LA MUSIQUE



## LE DÉBAT SUR *marianne.net*

### Faut-il pénaliser les consommateurs de drogues plutôt que renforcer la prévention ?

70% 27%

Sans opinion : 3%

#### OUI

Un vendeur n'existe que si les acheteurs le permettent. L'addiction n'excuse pas tout, car elle résulte d'un choix de départ délibéré. Alcool, tabac, drogues sont des consommations, pas des infirmités de naissance. Arrêtons de pleurer sur les pauvres drogués victimes de la méchante société et acceptons l'évidence : la consommation de drogue, même rare et récréative, rend complice des crimes commis pour dominer ce marché. Je suis fumeur et je n'accuse pas les cigarettiers d'en être responsables.

André Gosselin

#### NON

Pénaliser le consommateur n'a jamais servi à quoi que ce soit. De quel produit parle-t-on ? De ceux qui rendent méchamment accros, type héroïne ou cocaïne ? Dans ce cas, le consommateur s'en fiche complètement de la sanction, sa priorité est ailleurs. Ou, de ceux qui sont tellement entrés dans les mœurs d'une grande partie de la société (cannabis, alcool, tabac) que vouloir sévèrement sanctionner reviendrait ni plus ni moins à entrer en guerre contre une part importante de la population ? Il faut être réaliste. La persistance de la prohibition intransigeante du cannabis a été une grave erreur, à l'origine du borbier actuel en matière de drogues. Et au lieu d'en tirer les leçons calmement et intelligemment, les autorités persistent dans leur fuite en avant, en voulant taper plus fort sur les consommateurs, qu'ils pourchassent déjà sans résultat depuis des décennies. Tout ça parce qu'elles sont impuissantes à stopper le trafic... *Vincelemat2*

Votez, étayez vos points de vue et soutenez les meilleurs arguments sur [marianne.net/espace-debat/debats](http://marianne.net/espace-debat/debats)

## Droit de réponse

Dans l'article intitulé « Riffi dans l'école des "fils de" », il est écrit que j'aurais « estimé logique que [ma] succession revienne à mon adjoint » et que j'aurais été « ouvertement hostile » à la nomination d'un candidat présenté comme un « inconnu ». Ces affirmations sont inexactes. Je n'ai jamais considéré que ma succession devait revenir « logiquement » à mon adjoint. J'ai au contraire soutenu le principe d'un appel public à candidatures, ouvert aux profils internes comme externes. Je n'ai pas davantage été hostile à la personne retenue par le Conseil d'administration. Je n'ai contesté ni un nom ni un parcours. Les réserves que j'ai exprimées ont porté exclusivement sur l'exécution de la procédure. J'ai notamment souligné que certaines règles applicables n'avaient pas été respectées, en particulier celle prévoyant que chaque candidat devait être entendu sur un programme pour l'École. Tel n'a pas été le cas. Ma position a toujours été institutionnelle et non personnelle. Elle visait à défendre une méthode garantissant clarté et légitimité, non à promouvoir un successeur déterminé ni à écarter quiconque. Présenter ce désaccord comme une opposition personnelle en déforme le sens et la portée.

Pierre de Panafieu, directeur de l'École alsacienne.

28, rue Broca, 75005 Paris  
Tél. : 01 53 72 29 00  
Fax : 01 53 72 29 72.  
MARIANNE publication hebdomadaire  
éditée par CMI France.  
Siège social : 92, avenue de France  
75013 Paris. RCS PARIS B 324 286 319.

**FONDATEURS :**  
Jean-François Kahn, Maurice Szafran  
**PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :** Valérie Salomon  
**ÉDITEUR :** Aaron Fonville-Buchwald

**RÉDACTION**  
**DIRECTEUR :** Frédéric Taddei  
**DIRECTRICE DE LA RÉDACTION :** Ève Szeftel  
**DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA RÉDACTION :** Aurélien Viers  
**DIRECTEURS ADJOINTS DE LA RÉDACTION :** Hadrien Mathoux, Thibaut Solano  
**ÉDITORIALISTE :** Natacha Polony  
**RÉDACTION EN CHEF :** Maureen Auriol (photo), Kévin Boucaud-Victoire (débat-ideas), Mégane Chiechi (numérique), Franck Dedieu (économie, agora), Ahmed El Keiy (monde)

**CONSEILLER ÉDITORIAL :**  
Franck Dedieu  
**FRANCE :**  
Rachel Binhas, Étienne Campion, Violaine des Courières, François Darras, Laurence Dequay (grand reporter social), Sébastien Grob, Emilien Hertement, Maël Jouan, Aurore Malval (grand reporter), Louis Nadau, Marie-Estelle Pech  
**INVESTIGATION :**  
Emmanuel Lévy (grand reporter), Laurent Valdiguié (grand reporter)  
**MONDE :** Anne Dastakian (grand reporter)  
**CORRESPONDANTS :**  
Diane Cambon (Espagne), Ariel F. Dumont (Italie), Fabien Perrier (Grèce), Thomas Schnee (Allemagne)  
**ASSISTANTE :** Elsa Bessot  
**JEUX :** Jean-Paul Cordier  
**JOURNAL DES LECTEURS :**  
[lecteurs@journal-marianne.com](mailto:lecteurs@journal-marianne.com)

**RÉALISATION**  
**ÉDITION :** Ludivine Benard, Christophe Barré (révision), Julien Vallet (web)  
**MAQUETTE :**  
Bertrand Lacanal (direction artistique), Muriel Seisser (première maquettiste), Stéphanie Capitolin Deleau  
**PHOTO :** Gaëlle Gauducheau  
**PORTRAITS DES CHRONIQUEURS :**  
Seb Jarnot

**ADMINISTRATION**  
**SERVICES GÉNÉRAUX :** Marie Filipovic  
**INFORMATIQUE :** Karim Benmalek

**DIFFUSION**  
**VENTE AU NUMÉRO :**  
Julie Chahinian (directrice), Nathalie Philippe  
**ABONNEMENTS :**  
Armelle Colin (directrice), Marine Bobière (chef de produit)

**IMPRIMERIE :**  
Newsprint Lieusaint (77).  
ISSN : 2425-4088 (imprimé) / 1286-4749 (en ligne)  
N° CPPAP 1027 C 89227  
Printed in France / Imprimé en France

**PUBLICITÉ :**  
CMI Media, Valérie Masson, Séverine Franier, 92, avenue de France  
75013 Paris. Tél. : 01 87 15 17 95

**ACPM** Origine du papier Suède. Taux de fibres recyclés 0%. Certification 100% PEFC. Ptot 0,0054 kg/t.



**SERVICE ABONNEMENTS :** Pour nous contacter : 01 86 57 08 54  
[abonnements@journal-marianne.com](mailto:abonnements@journal-marianne.com)  
MARIANNE - Service abonnement - 60643 Chantilly Cedex

**TARIFS ABONNEMENTS :**  
**POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE :**  
Particuliers : 1 an (51 n° dont un double) 135 €. **POUR LA SUISSE :** Asendia Press Edigroup S.A., chemin du Château Bloch 10, CH-1219 Le Lignon. Tél. : 022 860 84 01. [abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch) - 1 an (51 n°) CHF 225. **POUR LA BELGIQUE :** Asendia Press Edigroup S.A., Bastion Tower Etage 20, place du Champ-de-Mars 5, 1050 Bruxelles. Tél. : 070 233 304. [abonne@edigroup.be](mailto:abonne@edigroup.be) - 1 an (51 n°) 159 €. Autres pays : nous consulter.

Ce numéro comporte une lettre de bienvenue et un courrier, posés sur une sélection d'abonnés.

**236 JOURS**

**#FREE GLEIZES**

SIGNEZ LA PÉTITION EN FLASHANT LE QR CODE OU SUR [RSF.ORG](http://RSF.ORG)

# À vous de jouer par Jean-Paul Vuillaume

## Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2				■						
3									■	
4		■					■			
5					■					
6								■		
7			■							
8						■				■
9										
10					■					

**Horizontalement :** 1. Appliquer le règlement à la lettre • 2. Passage pour piétons dans une circulation fluide. Fille des rus • 3. Débuter dans la chanson • 4. Terre minus. N'est plus mais est PLU • 5. Bois de l'huile chez le pharmacien. Questions de test • 6. Poivrer légèrement. La moitié de moi ou double • 7. Ça fait mamie de le répéter. Demoiselle d'honneur • 8. Pris à toute faim utile. En bref, c'est la patronne • 9. Pensent à rien ou agissent pour rien • 10. Beaucoup d'yeux sont braqués sur elle. Complet en haut.

**Verticalement :** I. Une mise dans de bonnes dispositions • II. Planche pour le plaisir. Conduite accompagnée • III. On l'a doublement dans le nez. Remplace une ampoule • IV. Il permet de jouer des coudes • V. Sœur aux aguets de Perrault. Réunion d'anciens combattants • VI. Ne sont pas gênées pour un sou. Un de ces quatre • VII. Désigne des associés. Invité à reprendre un morceau • VIII. Elle donne des airs pincés. Incitations à se mettre en grève • IX. Pour ne pas dire la même chose. Donner un regard noir • X. Sent bon le laurier. Joue un rôle sur les planches.

## Sudoku

					2			
5	3							4
	4			1		8		
	6				7		8	
	7	1	5					
						6		
		3			5		9	
1				3		2		
			1	7			3	5

## Mots fléchés

FAITE À LA CHAÎNE APPUIE SUR LA DÉTENTE		SUIVI COMMERCIAL FAIRE LE MOUTON		DÉJÀ DIT CALMANT POUR BÉBÉ		CHANGEMENT DE SENS A EU PLUS DE POUR
PAS ATTACHÉ AU PIEU BIEN DIT MAL DIT						
			ENFANT À HISTOIRES CONTRÔLE CONTINU			
RENDU SANS PLAISIR APPORTER LES BRIQUES					MARRON BASE DE JUGEMENT	
AGIR EN DÉBITEUR VIEILLE GARDE						GAILLARD D'AVANT
				MARGARITA ANTILLAISE DÉCOR BRETON		
FÂCHEUSE IMPRESSION C'EST LUI						
			ANCIEN D'ESPAGNE CHÂTEAU PRISON			
GRIMPANT À FLEURS RESPECTUEUX						

## Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	C	A	M	P	A	N	I	L	E	S
2	O	P	A	■	B	I	N	O	M	E
3	M	I	N	A	R	E	T	S	■	P
4	P	■	A	C	A	R	I	E	N	■
5	R	E	N	E	S	■	T	R	I	P
6	E	N	T	R	E	V	U	■	V	U
7	S	R	■	B	R	I	L	L	E	R
8	S	O	U	E	■	D	E	A	L	E
9	E	U	S	■	F	E	R	R	E	E
10	R	E	S	T	E	S	■	D	E	S

## Sudoku

5	6	4	2	1	7	8	3	9
8	2	9	3	4	5	6	1	7
3	1	7	9	6	8	2	4	5
9	3	1	7	2	4	5	8	6
7	4	5	8	3	6	9	2	1
2	8	6	5	9	1	3	7	4
4	9	8	1	5	3	7	6	2
1	5	3	6	7	2	4	9	8
6	7	2	4	8	9	1	5	3

## SOLUTIONS du numéro 1509

### Mots fléchés

	A		T		P		S
E	C	R	I	T	U	R	E
	C	E	R	U	M	E	N
V	I	P		B	A	L	S
	D	A	D	A		I	O
H	E	R	I	S	S	E	R
	N	E	S		O	U	I
U	T		P	A	N	S	E
	E	T	E	R	N	E	L
A	L	A	R	M	E		L
	L	I	S	E	U	S	E
D	E	T	E	R	R	E	S



**FRÉDÉRIC TADDEI**

## Super Loto en 2027 !

La prochaine élection présidentielle sera la treizième de la V<sup>e</sup> République. Longtemps associé au mauvais sort, le nombre 13 a été transformé en porte-bonheur par la Française des jeux. Chaque vendredi 13, son Super Loto doté d'une super cagnotte attire des millions de joueurs. Cela pourrait bien être pareil en 2027 : un moment idéal pour tenter sa chance ! Bruno Retailleau, Jérôme Guedj, David Lisnard, François Ruffin, Marine Tondelier, Nathalie Arthaud, Delphine Batho, Clémentine Autain, Nicolas Dupont-Aignan, Édouard Philippe, Xavier Bertrand et François Asselineau se sont déjà portés candidats. Marine Le Pen a annoncé qu'en cas d'empêchement Jordan Bardella se présenterait à sa place. Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel, Philippe Poutou, Gabriel Attal et Éric Zemmour devraient également être au rendez-vous. Raphaël Glucksmann et Dominique de Villepin sont dans les starting-blocks. François Hollande n'attend qu'une occasion, Laurent Wauquiez aussi. Jean Lassalle et Carole Delga n'excluent pas d'y aller. Tout comme Sandrine Rousseau et Ségolène Royal. On prête aussi des intentions à Gérald Darmanin, Olivier Faure, Yaël Braun-Pivet, Bernard Cazeneuve, Philippe de Villiers. Sans oublier François Bayrou et Michel Barnier... Évidemment, tous ne se valent pas. Il y a les vedettes, qui représentent vraiment quelque chose, et les seconds rôles, auxquels on s'est habitués. Certains acceptent le principe d'une primaire ; pas tous. Beaucoup sont là pour la figuration, en espérant que leur famille parviendra à les distinguer dans la foule. Deux ou trois grands patrons passeraient bien une tête, pour un caméo. Mais le casting a tout de même un côté effrayant. Plus personne ne s'impose. À part peut-être Marine Le Pen, parvenue deux fois au deuxième tour, qui risque fort de ne pouvoir se représenter, les autres sont là par défaut. Parce que leurs prédécesseurs ont fait leur temps, sont morts ou ont été déclarés inéligibles.

**Naguère, l'élection présidentielle était réservée aux candidats naturels des partis.** Un véritable combat des chefs ! À présent, on dirait le Festival de Cannes. Il suffit d'être un peu connu pour s'offrir une montée des marches. Il n'y a même plus de qualifications requises. Ni celle de diriger un mouvement politique, ni celle d'avoir été Premier ministre. François Hollande n'avait jamais été membre du gouvernement avant d'accéder à la magistrature suprême. Emmanuel Macron n'avait jamais été élu. Résultat : tout le monde se sent autorisé à concourir, dans l'espoir de créer une « dynamique ». Bien sûr, beaucoup n'iront pas au bout. Ils ne sont là que pour montrer leur pouvoir de nuisance (grappiller

des intentions de vote à un candidat mieux placé afin qu'il achète votre désistement en vous promettant un poste). Mais le danger est grand de rabaisser l'élection présidentielle au niveau des primaires. D'en faire un tournoi entre des candidats plus ou moins folkloriques, duquel les électeurs se désintéresseront comme ils se désintéressent du reste. Le but de la primaire était de remédier à l'absence de leadership et d'insuffler de la démocratie directe dans le processus de désignation. Les écologistes l'ont adoptée dès 2001, les socialistes en 2006, la droite en 2016. Mais elle s'est révélée une redoutable machine à perdre, peu propice à générer des candidatures de rassemblement, encourageant au contraire les divisions

et la radicalisation. Organiser une primaire est désormais synonyme de faiblesse. Si l'on veut passer pour sérieux, fort et déterminé, mieux vaut se déclarer d'emblée candidat à la présidentielle. Et tant pis si le costume est trop grand. Rappelez-vous Jean Lecanuet en 1965. Éphémère secrétaire d'État sous la IV<sup>e</sup> République (trois mois dans le gouvernement d'Edgar Faure), président du MRP, il était crédité de 3 % des voix au début de la campagne. Ce qui ne l'a pas empêché de terminer troisième, avec 15,57 %, derrière de Gaulle et Mitterrand. Il incarnait effectivement une troisième voie – plus centriste, plus atlantiste, plus européenne – mais n'avait jamais pensé sérieusement être élu

président de la République. Candidat lui suffisait. Il ne s'est d'ailleurs jamais représenté (Giscard l'a fait à sa place). Et toute la suite de sa carrière a été boostée par ce maigre fait d'armes, avoir mis de Gaulle en ballottage : il a été nommé garde des Sceaux en 1974, il est resté sénateur et maire de Rouen jusqu'à 72 ans... Le problème, c'est qu'il n'y a plus de de Gaulle, aujourd'hui, ni de Mitterrand ni de Giscard. Et il y a beaucoup de Lecanuet.

**La treizième élection présidentielle sera aussi ouverte que celle de 2017.** La qualification pour le second tour devrait se jouer à quelques centaines de milliers de voix près. Et l'on peut espérer que tous ceux qui ne voudront pas de Marine Le Pen (ou de Jordan Bardella) voteront ensuite pour son adversaire. Si bien que, par un coup de baguette magique digne des publicités de la Française des jeux, plus il y aura de candidats, plus un petit candidat pourra l'emporter. Pas besoin de dépasser les 30 ou 40 % au premier tour, comme dans les années 1960-1970, ni même les 20 % de ces dernières années. Autour de 15 %, le score de Lecanuet, on a une chance. Vous parlez d'un Super Loto ! Ça va être la ruée... En 2017, 61 candidats potentiels ont obtenu au moins une signature. Combien sont sur les rangs à l'heure actuelle ? Cent ? Deux cents ? J'ai peur que tout ça finisse par nous porter malheur. ■



# Perturbatrice d'opinions toutes faites

*Accédez à tous les contenus  
Marianne en illimité sur le site  
et l'application et recevez-nous  
dans votre boîte aux lettres  
chaque semaine !*



**1€**  
le premier  
**MOIS**

**Votre formule à 1€ le premier mois.**

Rendez-vous sur le site [MARIANNE.NET](http://MARIANNE.NET) et cliquez sur **S'ABONNER**

Abonnement papier  
+ numérique  
**1€** le premier mois  
puis **10,99 €** tous les mois

**ou**

Abonnement  
100 % numérique  
**1€** le premier mois  
puis **6,99 €** tous les mois

Accès direct  
à nos offres  
en scannant ici



